

LE BILAN DE TROIS ANNÉES

Pourquoi avoir échoué

(Suite de la première page.)

La persistance d'une forte inflation explique que le franc — auquel M. Barre consacrait tous ses soins — n'ait lui-même pas totalement tenu le choc. En trois ans, notre monnaie a perdu 15 % de sa valeur par rapport au deutsche mark — coté 2,37 F aujourd'hui, contre 1,97 F le 25 août 1974, 13 % par rapport au franc belge et

même 7,4 % par rapport à la livre, que l'arrivée de Mme Thatcher au pouvoir a fait remonter. C'est seulement par rapport aux « enfants malades » du système monétaire, que le franc s'est apprécié : le dollar (+ 17 %) et la lire (+ 14 %). A l'inverse, notre monnaie a perdu 22 % sur le franc suisse. Par rapport à l'or, terme de comparaison beaucoup plus contestable, le franc a perdu

en trois ans entre 45 et 50 % de sa valeur (selon qu'il s'agit du prix du naphtalène ou de celui de la barre). Ce palmarès est éloquent : quel que soit l'élément de mesure retenu, l'enseignement est le même : le plan Barre n'a pas enrégulé l'inflation. Cet objectif principal, auquel le premier ministre acceptait par avance de sacrifier bien des valeurs en particulier l'emploi — n'a pas été atteint.

Une analyse plus fine de l'évolution des prix permet de percevoir l'une des causes de l'échec. En trois ans, les tarifs des services ont progressé de 35 % environ, les qu'ils sont pour un bon nombre à l'évolution des salaires. Mais, comme dans le même temps, les prix des produits manufacturés ont augmenté de plus de 25 %, le rôle de modérateur qu'aurait dû jouer celui-ci, grâce aux progrès de la productivité, au freinage des salaires et au reflux, jusqu'à une date récente, des cours de certaines matières premières, n'est resté que peu ou pas modeste. La hausse des tarifs publics, différée pendant six mois — pour ne pas gêner le démarrage du plan, —

puis restée faible dans l'attente des élections de 1978, a permis, depuis un an, de décharger le budget, mais elle pousse fortement l'indice à la hausse : + 12 % d'augmentation de ces tarifs dans les derniers trimestres de 1978, + 15 % sans doute cette année. Enfin, la politique de libération des prix menée hardiment par M. Monory a chargé la balance dans de nombreux domaines, sans même parler du pain (+ 22 % en un an) : textiles, petit équipement ménager, produits d'entretien. Ce qui amplifie les gonflements de marges constatés dans de nombreux secteurs commerciaux ou du détail (restauration, garages...). A l'évidence, l'effet de choc qu'aurait pu provoquer le ministère de l'économie — pour qui l'objectif est synonyme de concurrence accrue — ne s'est pas produit : les ententes implicites ou expressément trop souvent fait valoir les étiquettes, profitant de la moindre agressivité des producteurs étrangers. Et ce n'est pas le démantèlement en cours des services de contrôle des prix qui finira cette tendance.

En revanche, l'investissement a subi de plein fouet les effets du relâchement économique. Il a pratiquement stagné dans les entreprises, en dépit des encouragements divers (fiscaux ou de crédit) accordés par les pouvoirs publics. Et les commandes d'équipement ont progressé (grâce essentiellement au secteur public : + 28 % en trois ans pour les grandes entreprises nationales, le secteur du bâtiment et des travaux publics s'est, lui, effondré (11 % de mises en chantier de moins entre 1976 et 1979).

Encore doit-on formuler deux nuances : certaines branches en bon essor (nucléaire, automobile)

ont accru presque normalement leurs investissements ; de même, certains secteurs en reconstruction ou en reconversion ont multiplié les dépenses d'équipement. De sorte que la stagnation moyenne s'est traduite, ailleurs, par un recul notable de l'investissement, presque exclusivement consacré à l'amélioration de la productivité (aux dépens de l'extension des capacités). Par rapport à ses principaux concurrents, l'industrie française a ainsi pris un sérieux retard d'équipement, ce qui, à l'heure où la concurrence internationale se fait plus intense ou lorsque l'expansion reprendra,

Hausse des profits et de l'autofinancement

L'une des conséquences paradoxales de cette situation inquiétante a été le redressement des bénéfices des entreprises. Investissant peu, alors que leur chiffre d'affaires continuait dans l'ensemble à progresser, les firmes ont pu améliorer leur situation financière et se désendetter. Et cela d'autant plus rapidement que leurs profits, entamés après 1974, se sont sérieusement redressés en particulier depuis 1978 — sous l'effet de trois facteurs : une hausse de leurs prix de vente (stimulée par la liberté de tarifs rendus à la plupart des entreprises par M. Monory), allant de pair avec un relâchement inverse de la progression des salaires (voir plus loin) ; des rapatriements plus importants de bénéfices réalisés à l'étranger ; la décaissement de l'impôt sur les bénéfices en 1978.

L'excédent brut d'exploitation des sociétés est ainsi remonté à 24 % de leur valeur ajoutée en 1978 (comme en 1975, mais moins qu'en 1973-1974), alors qu'il avait

baissé en 1976 ; à l'inverse la part des salaires est tombée à 40,5 % de la valeur ajoutée, contre 50,8 % deux ans plus tôt. Ce gonflement des profits, allant de pair avec une stagnation des investissements, a fort logiquement entraîné un redressement des taux d'autofinancement : ceux-ci ont atteint l'an dernier 74,6 % en moyenne dans le secteur privé, contre 58,4 % deux ans plus tôt. Les quelques prévisions disponibles pour 1979 donnent à penser que ce mouvement a continué cette année.

Retour au déficit commercial

Du moins cette meilleure situation financière leur a-t-elle permis de faire bonne figure à l'exportation et de se montrer plus agressives sur les marchés étrangers. Les ventes françaises à l'étranger ont progressé de 50 % en valeur et de 25 % en volume (une fois la hausse des prix déflatée). Comme les ventes ont augmenté un peu moins vite (seulement 20 % en volume), l'équilibre, qui avait été perdu au second semestre de 1977, a pu être retrouvé. Au moins jusqu'en avril (voir le graphique ci-contre).

Car, depuis, les nouvelles hausses du pétrole (« sauvages » en mai-juin, officialisées depuis les décisions de l'O.P.E.P. du 22 juin) ont creusé de nouveau un trou dans notre balance commerciale. Le taux de couverture des achats par les ventes est retombé à 96 % (99 % en août 1978) et va se dégrader sensiblement d'ici à la fin de l'année. Près de 2 milliards de francs de déficit ont été enregistrés pendant le second trimestre et l'on s'attend à un déséquilibre de l'ordre de 10 milliards

pendant les six derniers mois de l'année. Les atouts qui avaient favorisé le solde de nos échanges ces dernières années ont en effet disparu : le commerce mondial augmente moins vite (donc aussi nos ventes) ; le dollar se baisse plus vite ; la chute avait rendu meilleur marché nos achats de matières premières, notamment le pétrole ; enfin la quasi-stabilité des prix du pétrole depuis quatre ans a pris fin, les pays producteurs s'étant lassés de vendre leur « brut » au même tarif, alors que les produits manufacturés qu'ils achètent valent de plus en plus cher.

L'équilibre commercial retrouvé l'an dernier n'était finalement qu'un progrès précaire et insuffisant, largement dû aux circonstances. Un retour à une situation politique mondiale moins exceptionnelle n'a fait rapidement disparaître l'coup de quelques 30 milliards de francs supplémentaires (1,5 du produit national) doivent être dégauchés chaque année pour payer les importations. Ce qui ne saurait rester sans effet sur la production, donc l'emploi.

Essoufflement de la production et restructuration industrielle

Déjà l'activité s'est essouffie durant la troisième année du « plan Barre » : pendant les neuf derniers mois connus, la production n'a pratiquement plus augmenté pour ce qui concerne les activités autres que le bâtiment et les travaux publics, stagnants

à un niveau guère supérieur à celui d'avant la crise. Il y a cinq ans, l'agissement des neuf derniers mois connus, la production n'a pratiquement plus augmenté pour ce qui concerne les activités autres que le bâtiment et les travaux publics, stagnants

RALENTISSEMENT DE LA CROISSANCE (*)

(Evolution des comptes nationaux depuis 1976)

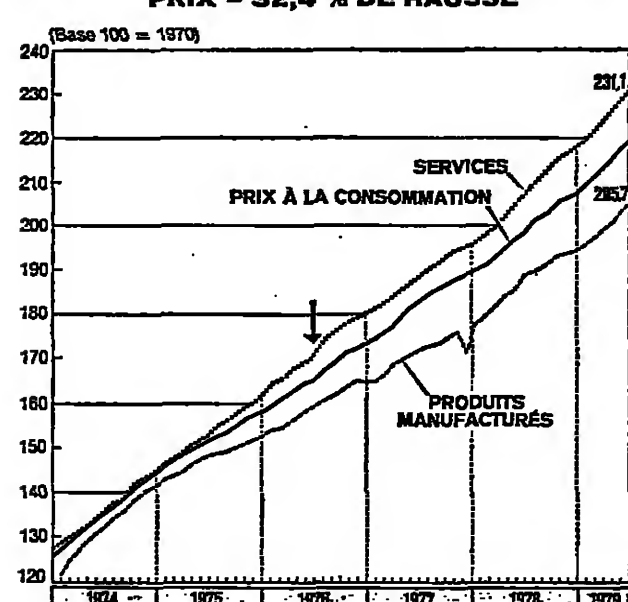
RESSOURCES DE LA NATION :	1976	1977	1978	1979**	Estimation
Produit intérieur brut marchand	4,7	5,2	5,3	5,3	5,2
Importations	12,8	1,1	3,5	3,3	2
Ventes résiduelles, nettes des consommations intermédiaires des branches non marchandes des administrations	5,8	1,9	5	—	—
TOTAL	7,3	2,8	3,7	3,9	2

EMPLOI DE CES RESSOURCES :	1976	1977	1978	1979**	Estimation
Consommation finale	5,2	2,5	4	3,1	1,7
dont :					
Ménages	3,2	2,5	4	3,2	1,7
Formation brute de capital fixe	2,1	— 1,2	4,7	2,5	1,6
dont :					
Sociétés, quasi-sociétés non financières et entreprises individuelles	6	— 1,2	1,5	2,8	1,5
Ménages (hors entreprises individuelles)	2,6	— 1,8	6,3	6,1	—
Administrations, institutions de crédit, entreprises d'assurances	9,8	— 0,5	— 0,3	4,7	3
Exportations	2,2	1,9	7,1	8	6
TOTAL	7,2	2,8	3,7	3,9	2

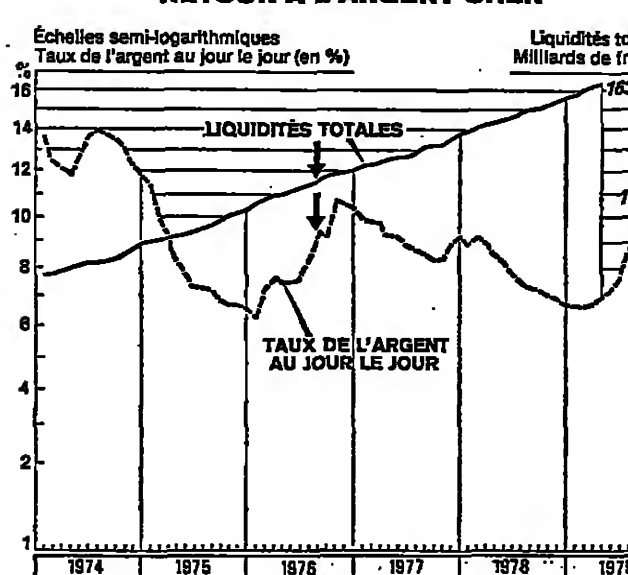
(*) L'absence de signe devant les chiffres correspond à une augmentation.

(**) Estimation de l'O.C.D.E. avant l'annonce des hausses pétrolières du 22 juin. Depuis l'O.C.D.E. a estimé que la croissance française serait, du fait de ces hausses, ralentie de 0,75 % pendant l'année allant de juillet 1979 à juin 1980 et que la balance des paiements serait détériorée de quelques 13 milliards de francs dans le même temps. Cela conduirait à ralentir à 2,5 % environ la croissance de l'ensemble de l'année 1979, donc à diminuer légèrement la consommation (3 % en 1979 ?), les investissements (2 % seulement) et les exportations (5 % ?) de cette même année.

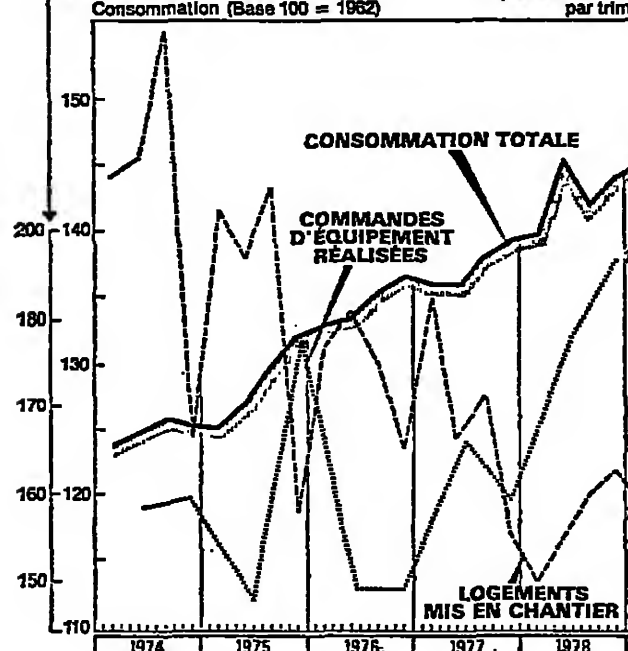
PRIX = 32,4 % DE HAUSSE



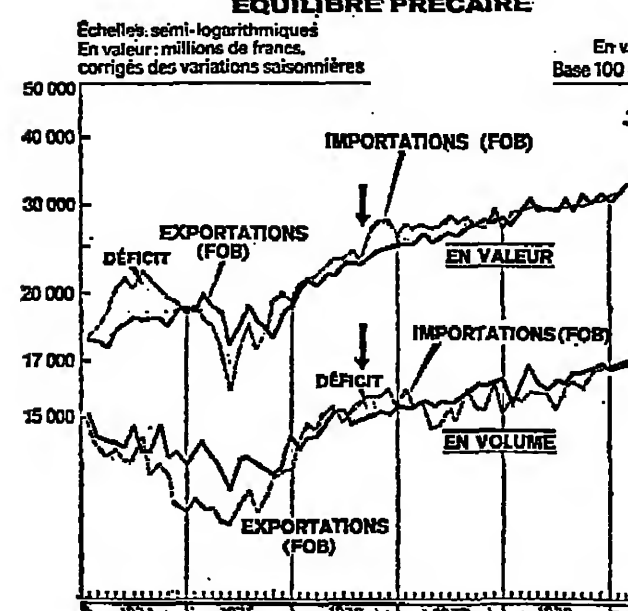
MONNAIE = GONFLEMENT DES LIQUIDITÉS, RETOUR À L'ARGENT CHER



COMMANDES D'ÉQUIPEMENT RÉALISÉES



COMMERCE EXTÉRIEUR = ÉQUILIBRE PRÉCAIRE



Expansion monétaire...

Dans un domaine au moins, cependant, le gouvernement n'a pas se départir de ses responsabilités : celle de la monnaie et du crédit. Le néo-classicisme de M. Barre l'incitant à surveiller de près ses opérations monétaires, les ministères internationaux sont particulièrement attentifs. Or, là aussi, le glissement s'est produit. Malgré l'annonce de la production, les rythmes des prêts ont été dépassés, au prix de subterfuges variés (mise hors encadrement de crédits croissants : pour les exportations, les réservations, les P.M.E.), ou parfois même douteux (2).

Le pointage en cours d'année — qui permet d'éviter les manipulations statistiques — montre qu'en trois ans le volume des liquidités monétaires a progressé de 48 % (44 % pour la masse monétaire proprement dite). Ces ordres de grandeur sont remarquables à ceux de la croissance de

la production nationale en valeur (39 milliards). Cette année, on prévoit un déficit de quelque 40 milliards (1,9 % du P.N.B.), au lieu des 15 milliards indiqués initialement par l'expertise. Ce déficit est impossible de couvrir complètement par l'épargne, d'où le recours à la création monétaire. Pourtant, l'impact à l'exportation n'est pas si mince : pendant cette période, en dépit des promesses de « gel » inscrites dans le « programme de Blois » : en trois ans, les recettes fiscales ont grimpé de 50 %, portant le poids de la fiscalité de l'État de 18,5 à 20 % du P.N.B. ; l'impôt sur le revenu a grimpé de 15 %, celui sur les sociétés de 15 %, celui sur les bénéfices de 15 %, celui sur les dividendes de 15 %, celui sur les plus-values de 15 %, celui sur les successions de 15 %, celui sur les donations de 15 %, celui sur les transmissions de 15 %, celui sur les mutations de 15 %, celui sur les acquisitions de 15 %, celui sur les ventes de 15 %, celui sur les échanges de 15 %, celui sur les transferts de 15 %, celui sur les cessions de 15 %, celui sur les liquidations de 15 %, celui sur les dissolutions de 15 %, celui sur les extinctions de 15 %, celui sur les annulations de 15 %, celui sur les révisions de 15 %, celui sur les modifications de 15 %, celui sur les suppressions de 15 %, celui sur les créations de 15 %, celui sur les transformations de 15 %, celui sur les conversions de 15 %, celui sur les mutations de 15 %, celui sur les transmissions de 15 %, celui sur les cessions de 15 %, celui sur les liquidations de 15 %, celui sur les dissolutions de 15 %, celui sur les extinctions de 15 %, celui sur les annulations de 15 %, celui sur les révisions de 15 %, celui sur les modifications de 15 %, celui sur les suppressions de 15 %, celui sur les créations de 15 %, celui sur les transformations de 15 %, celui sur les conversions de 15 %, celui sur les mutations de 15 %, celui sur les transmissions de 15 %, celui sur les cessions de 15 %, celui sur les liquidations de 15 %, celui sur les dissolutions de 15 %, celui sur les extinctions de 15 %, celui sur les annulations de 15 %, celui sur les révisions de 15 %, celui sur les modifications de 15 %, celui sur les suppressions de 15 %, celui sur les créations de 15 %, celui sur les transformations de 15 %, celui sur les conversions de 15 %, celui sur les mutations de 15 %, celui sur les transmissions de 15 %, celui sur les cessions de 15 %, celui sur les liquidations de 15 %, celui sur les dissolutions de 15 %, celui sur les extinctions de 15 %, celui sur les annulations de 15 %, celui sur les révisions de 15 %, celui sur les modifications de 15 %, celui sur les suppressions de 15 %, celui sur les créations de 15 %, celui sur les transformations de 15 %, celui sur les conversions de 15 %, celui sur les mutations de 15 %, celui sur les transmissions de 15 %, celui sur les cessions de 15 %, celui sur les liquidations de 15 %, celui sur les dissolutions de 15 %, celui sur les extinctions de 15 %, celui sur les annulations de 15 %, celui sur les révisions de 15 %, celui sur les modifications de 15 %, celui sur les suppressions de 15 %, celui sur les créations de 15 %, celui sur les transformations de 15 %, celui sur les conversions de 15 %, celui sur les mutations de 15 %, celui sur les transmissions de 15 %, celui sur les cessions de 15 %, celui sur les liquidations de 15 %, celui sur les dissolutions de 15 %, celui sur les extinctions de 15 %, celui sur les annulations de 15 %, celui sur les révisions de 15 %, celui sur les modifications de 15 %, celui sur les suppressions de 15 %, celui sur les créations de 15 %, celui sur les transformations de 15 %, celui sur les conversions de 15 %, celui sur les mutations de 15 %, celui sur les transmissions de 15 %, celui sur les cessions de 15 %, celui sur les liquidations de 15 %, celui sur les dissolutions de 15 %, celui sur les extinctions de 15 %, celui sur les annulations de 15 %, celui sur les révisions de 15 %, celui sur les modifications de 15 %, celui sur les suppressions de 15 %, celui sur les créations de 15 %, celui sur les transformations de 15 %, celui sur les conversions de 15 %, celui sur les mutations de 15 %, celui sur les transmissions de 15 %, celui sur les cessions de 15 %, celui sur les liquidations de 15 %, celui sur les dissolutions de 15 %, celui sur les extinctions de 15 %, celui sur les annulations de 15 %, celui sur les révisions de 15 %, celui sur les modifications de 15 %, celui sur les suppressions de 15 %, celui sur les créations de 15 %, celui sur les transformations de 15 %, celui sur les conversions de 15 %, celui sur les mutations de 15 %, celui sur les transmissions de 15 %, celui sur les cessions de 15 %, celui sur les liquidations de 15 %, celui sur les dissolutions de 15 %, celui sur les extinctions de 15 %, celui sur les annulations de 15 %, celui sur les révisions de 15 %, celui sur les modifications de 15 %, celui sur les suppressions de 15 %, celui sur les créations de 15 %, celui sur les transformations de 15 %, celui sur les conversions de 15 %, celui sur les mutations de 15 %, celui sur les transmissions de 15 %, celui sur les cessions de 15 %, celui sur les liquidations de 15 %, celui sur les dissolutions de 15 %, celui sur les extinctions de 15 %, celui sur les annulations de 15 %, celui sur les révisions de 15 %, celui sur les modifications de 15 %, celui sur les suppressions de 15 %, celui sur les créations de 15 %, celui sur les transformations de 15 %, celui sur les conversions de 15 %, celui sur les mutations de 15 %, celui sur les transmissions de 15 %, celui sur les cessions de 15 %, celui sur les liquidations de 15 %, celui sur les dissolutions de 15 %, celui sur les extinctions de 15 %, celui sur les annulations de 15 %, celui sur les révisions de 15 %, celui sur les modifications de 15 %, celui sur les suppressions de 15 %, celui sur les créations de 15 %, celui sur les transformations de 15 %, celui sur les conversions de 15 %, celui sur les mutations de 15 %, celui sur les transmissions de 15 %, celui sur les cessions de 15 %, celui sur les liquidations de 15 %, celui sur les dissolutions de 15 %, celui sur les extinctions de 15 %, celui sur les annulations de 15 %, celui sur les révisions de 15 %, celui sur les modifications de 15 %, celui sur les suppressions de 15 %, celui sur les créations de 15 %, celui sur les transformations de 15 %, celui sur les conversions de 15 %, celui sur les mutations de 15 %, celui sur les transmissions de 15 %, celui sur les cessions de 15 %, celui sur les liquidations de 15 %, celui sur les dissolutions de 15 %, celui sur les extinctions de 15 %, celui sur les annulations de 15 %, celui sur les révisions de 15 %, celui sur les modifications de 15 %, celui sur les suppressions de 15 %, celui sur les créations de 15 %, celui sur les transformations de 15 %, celui sur les conversions de 15 %, celui sur les mutations de 15 %, celui sur les transmissions de 15 %, celui sur les cessions de 15 %, celui sur les liquidations de 15 %, celui sur les dissolutions de 15 %, celui sur les extinctions de 15 %, celui sur les annulations de 15 %, celui sur les révisions de 15 %, celui sur les modifications de 15 %, celui sur les suppressions de 15 %, celui sur les créations de 15 %, celui sur les transformations de 15 %, celui sur les conversions de 15 %, celui sur les mutations de 15 %, celui sur les transmissions de 15 %, celui sur les cessions de 15 %, celui sur les liquidations de 15 %, celui sur les dissolutions de 15 %, celui sur les extinctions de 15 %, celui sur les annulations de 15 %, celui sur les révisions de 15 %, celui sur les modifications de 15 %, celui sur les suppressions de 15 %, celui sur les créations de 15 %, celui sur les transformations de 15 %, celui sur les conversions de 15 %, celui sur les mutations de 15 %, celui sur les transmissions de 15 %, celui sur les cessions de 15 %, celui sur les liquidations de 15 %, celui sur les dissolutions de 15 %, celui sur les extinctions de 15 %, celui sur les annulations de 15 %, celui sur les révisions de 15 %, celui sur les modifications de 15 %, celui sur les suppressions de 15 %, celui sur les créations de 15 %, celui sur les transformations de 15 %, celui sur les conversions de 15 %, celui sur les mutations de 15 %, celui sur les transmissions de 15 %, celui sur les cessions de 15 %, celui sur les liquidations de 15 %, celui sur les dissolutions de 15 %, celui sur les extinctions de 15 %, celui sur les annulations de 15 %, celui sur les révisions de 15 %, celui sur les modifications de 15 %, celui sur les suppressions de 15 %, celui sur les créations de 15 %, celui sur les transformations de 15 %, celui sur les conversions de 15 %, celui sur les mutations de 15 %, celui sur les transmissions de 15 %, celui sur les cessions de 15 %, celui sur les liquidations de 15 %, celui sur les dissolutions de 15 %, celui sur les extinctions de 15 %, celui sur les annulations de 15 %, celui sur les révisions de 15 %, celui sur les modifications de 15 %, celui sur les suppressions de 15 %, celui sur les créations de 15 %, celui sur les transformations de 15 %, celui sur les conversions de 15 %, celui sur les mutations de 15 %, celui sur les transmissions de 15 %, celui sur les cessions de 15 %, celui sur les liquidations de 15 %, celui sur les dissolutions de 15 %, celui sur les extinctions de 15 %, celui sur les annulations de 15 %, celui sur les révisions de 15 %, celui sur les modifications de 15 %, celui sur les suppressions de 15 %, celui sur les créations de 15 %, celui sur les transformations de 15 %, celui sur les conversions de 15 %, celui sur les mutations de 15 %, celui sur les transmissions de 15 %, celui sur les cessions de 15 %, celui sur les liquidations de 15 %, celui sur les dissolutions de 15 %, celui sur les extinctions de 15 %, celui sur les annulations de 15 %, celui sur les révisions de 15 %, celui sur les modifications de 15 %, celui sur les suppressions de 15 %, celui sur les créations de 15 %, celui sur les transformations de 15 %, celui sur les conversions de 15 %, celui sur les mutations de 15 %, celui sur les transmissions de 15 %, celui sur les cessions de 15 %, celui sur les liquidations de 15 %, celui sur les dissolutions de 15 %, celui sur les extinctions de 15 %, celui sur les annulations de 15 %, celui sur les révisions de 15 %, celui sur les modifications de 15 %, celui sur les suppressions de 15 %, celui sur les créations de 15 %, celui sur les transformations de 15 %, celui sur les conversions de 15 %, celui sur les mutations de 15 %, celui sur les transmissions de 15 %, celui sur les cessions de 15 %, celui sur les liquidations de 15 %, celui sur les dissolutions de 15 %, celui sur les extinctions de 15 %, celui sur les annulations de 15 %, celui sur les révisions de 15 %, celui sur les modifications de 15 %, celui sur les suppressions de 15 %, celui sur les créations de 15 %, celui sur les transformations de 15 %, celui sur les conversions de 15 %, celui sur les mutations de 15 %, celui sur les transmissions de 15 %, celui sur les cessions de 15 %, celui sur les liquidations de 15 %, celui sur les dissolutions de 15 %, celui sur les extinctions de 15 %, celui sur les annulations de 15 %, celui sur les révisions de 15 %, celui sur les modifications de 15 %, celui sur les suppressions de 15 %, celui sur les créations de 15 %, celui sur les transformations de 15 %, celui sur les conversions de 15 %, celui sur les mutations de 15 %, celui sur les transmissions de 15 %, celui sur les cessions de 15 %, celui sur les liquidations de 15 %, celui sur les dissolutions de 15 %, celui sur les extinctions de 15 %, celui sur les annulations de 15 %, celui sur les révisions de 15 %, celui sur les modifications de 15 %, celui sur les suppressions de 15 %, celui sur les créations de 15 %, celui sur les transformations de 15 %, celui sur les conversions de 15 %, celui sur les mutations de 15 %, celui sur les transmissions de 15 %, celui sur les cessions de 15 %, celui sur les liquidations de 15 %, celui sur les dissolutions de 15 %, celui sur les extinctions de 15 %, celui sur les annulations de 15 %, celui sur les révisions de 15 %, celui sur les modifications de 15 %, celui sur les suppressions de 15 %, celui sur les créations de 15 %, celui sur les transformations de 15 %, celui sur les conversions de 15 %, celui sur les mutations de 15 %, celui sur les transmissions de 15 %, celui sur les cessions de 15 %, celui sur les liquidations de 15 %, celui sur les dissolutions de 15 %, celui sur les extinctions de 15 %, celui sur les annulations de 15 %, celui sur les révisions de 15 %, celui sur les modifications de 15 %, celui sur les suppressions de 15 %, celui sur les créations de 15 %, celui sur les transformations de 15 %, celui sur les conversions de 15 %, celui sur les mutations de 15 %, celui sur les transmissions de 15 %, celui sur les cessions de 15 %, celui sur les liquidations de 15 %, celui sur les dissolutions de 15 %, celui sur les extinctions de 15 %, celui sur les annulations de 15 %, celui sur les révisions de 15 %, celui sur les modifications de 15 %, celui sur les suppressions de 15 %, celui sur les créations de 15 %, celui sur les transformations de 15 %, celui sur les conversions de 15 %, celui sur les mutations de 15 %, celui sur les transmissions de 15 %, celui sur les cessions de 15 %, celui sur les liquidations de 15 %, celui sur les dissolutions de 15 %, celui sur les extinctions de 15 %, celui sur les annulations de 15 %, celui sur les révisions de 15 %, celui sur les modifications de 15 %, celui sur les suppressions de 15 %, celui sur les créations de 15 %, celui sur les transformations de 15 %, celui sur les conversions de 15 %, celui sur les mutations de 15 %, celui sur les transmissions de 15 %, celui sur les cessions de 15 %, celui sur les liquidations de 15 %, celui sur les dissolutions de 15 %, celui sur les extinctions de 15 %, celui sur les annulations de 15 %, celui sur les révisions de 15 %, celui sur les modifications de 15 %, celui sur les suppressions de 15 %, celui sur les créations de 15 %, celui sur les transformations de 15 %, celui sur les conversions de 15 %, celui sur les mutations de 15 %, celui sur les transmissions de 15 %, celui sur les cessions de 15 %, celui sur les liquidations de 15 %, celui sur les dissolutions de 15 %, celui sur les extinctions de 15 %, celui sur les annulations de 15 %, celui sur les révisions de 15 %, celui sur les modifications de 15 %, celui sur les suppressions de 15 %, celui sur les créations de 15 %, celui sur les transformations de 15 %, celui sur les conversions de 15 %, celui sur les mutations de 15 %, celui sur les transmissions de 15 %, celui sur les cessions de 15 %, celui sur les liquidations de 15 %, celui sur les dissolutions de 15 %, celui sur les extinctions de 15 %, celui sur les annulations de 15 %, celui sur les révisions de 15 %, celui sur les modifications de 15 %, celui sur les suppressions de 15 %, celui sur les créations de 15 %, celui sur les transformations de 15 %, celui sur les conversions de 15 %, celui sur les mutations de 15 %, celui sur les transmissions de 15 %, celui sur les cessions de 15 %, celui sur les liquidations de 15 %, celui sur les dissolutions de 15 %, celui sur les extinctions de 15 %, celui sur les annulations de 15 %, celui sur les révisions de 15 %, celui sur les modifications de 15 %, celui sur les suppressions de 15 %, celui sur les créations de 15 %, celui sur les transformations de 15 %, celui sur les conversions de 15 %, celui sur les mutations de 15 %, celui sur les transmissions de 15 %, celui sur les cessions de 15 %, celui sur les liquidations de 15 %, celui sur les dissolutions de 15 %, celui sur les extinctions de 15 %, celui sur les annulations de 15 %, celui sur les révisions de 15 %, celui sur les modifications de 15 %, celui sur les suppressions de 15 %, celui sur les créations de 15 %, celui sur les transformations de 15 %, celui sur les conversions de 15 %, celui sur les mutations de 15 %, celui sur les transmissions de 15 %, celui sur les cessions de 15 %, celui sur les liquidations de 15 %, celui sur les dissolutions de 15 %, celui sur les extinctions de 15 %, celui sur les annulations de 15 %, celui sur les révisions de 15 %, celui sur les modifications de 15 %, celui sur les suppressions de 15 %, celui sur les créations de 15 %, celui sur les transformations de 15 %, celui sur les conversions de 15 %, celui sur les mutations de 15 %, celui sur les transmissions de 15 %, celui sur les cessions de 15 %, celui sur les liquidations de 15 %, celui sur les dissolutions de 15 %, celui sur les extinctions de 15 %, celui sur les annulations de 15 %, celui sur les révisions de 15 %, celui sur les modifications de 15 %, celui sur les suppressions de 15 %, celui sur les créations de 15 %, celui sur les transformations de 15 %, celui sur les conversions de 15 %, celui sur les mutations de 15 %, celui sur les transmissions de 15 %, celui sur les cessions de 15 %, celui sur les liquidations de 15 %, celui sur les dissolutions de 15 %, celui sur les extinctions de 15 %, celui sur les annulations de 15 %, celui sur les révisions de 15 %, celui sur les modifications de 15 %, celui sur les suppressions de 15 %, celui sur les créations de 15 %, celui sur les transformations de 15 %, celui sur les conversions de 15 %, celui sur les mutations de 15 %, celui sur les transmissions de 15 %, celui sur les cessions de 15 %, celui sur les liquidations de 15 %, celui sur les dissolutions de 15 %, celui sur les extinctions de 15 %, celui sur les annulations de 15 %, celui sur les révisions de 15 %, celui sur les modifications de 15 %, celui sur les suppressions de 15 %, celui sur les créations de 15 %, celui sur les transformations de 15 %, celui sur les conversions de 15 %, celui sur les mutations de 15 %, celui sur les transmissions de 15 %, celui sur les cessions de 15 %, celui sur les liquidations de 15 %, celui sur les dissolutions de 15 %, celui sur les extinctions de 15 %, celui sur les annulations de 15 %, celui sur les révisions de 15 %, celui sur les modifications de 15 %, celui sur les suppressions de 15 %, celui sur les créations de 15 %, celui sur les transformations de 15 %, celui sur les conversions de 15 %, celui sur les mutations de 15 %, celui sur les transmissions de 15 %, celui sur les cessions de 15 %, celui sur les liquidations de 15 %, celui sur les dissolutions de 15 %, celui sur les extinctions de 15 %, celui sur les annulations de 15 %, celui sur les révisions de 15 %, celui sur les modifications de 15 %, celui sur les suppressions de 15 %, celui sur les créations de 15 %, celui sur les transformations de 15 %, celui sur les conversions de 15 %, celui sur les mutations de 15 %, celui sur les transmissions de 15 %, celui sur les cessions de 15 %, celui sur les liquidations de 15 %, celui sur les dissolutions de 15 %, celui sur les extinctions de 15 %, celui sur les annulations de 15 %, celui sur les révisions de 15 %, celui sur les modifications de 15 %, celui sur les suppressions de 15 %, celui sur les créations de 15 %, celui sur les transformations de 15 %, celui sur les conversions de 15 %, celui sur les mutations de 15 %, celui sur les transmissions de 15 %, celui sur les cessions de 15 %, celui sur les liquidations de 15 %, celui sur les dissolutions de 15 %, celui sur les extinctions de 15 %, celui sur les annulations de 15 %, celui sur les révisions de 15 %, celui sur les modifications de 15 %, celui sur les suppressions de 15 %, celui sur les créations de 15 %, celui sur les transformations de 15 %, celui sur les conversions de 15 %, celui sur les mutations de 15 %, celui sur les transmissions de 15 %, celui sur les cessions de 15 %, celui sur les liquidations de 15 %, celui sur les dissolutions de 15 %, celui sur les extinctions de 15 %, celui sur les annulations de 15 %, celui sur les révisions de 15 %, celui sur les modifications de 15 %, celui sur les suppressions de 15 %, celui sur les créations de 15 %, celui sur les transformations de 15 %, celui sur les conversions de 15 %, celui sur les mutations de 15 %, celui sur les transmissions de 15 %, celui sur les cessions de 15 %, celui sur les liquidations de 15 %, celui sur les dissolutions de 15 %, celui sur les extinctions de 15 %, celui sur les annulations de 15 %, celui sur les révisions de 15 %, celui sur les modifications de 15 %, celui sur les suppressions de 15 %, celui sur les créations de 15 %, celui sur les transformations de 15 %, celui sur les conversions de 15 %, celui sur les mutations de 15 %, celui sur les transmissions de 15 %, celui sur les cessions de 15 %, celui sur les liquidations de 15 %, celui sur les dissolutions de 15 %, celui sur les extinctions de 15 %, celui sur les annulations de 15 %, celui sur les révisions de 15 %, celui sur les modifications de 15 %, celui sur les suppressions de 15 %, celui sur les créations de 15 %, celui sur les transformations de 15 %, celui sur les conversions de 15 %, celui sur les mutations de 15 %, celui sur les transmissions de 15 %, celui sur les cessions de 15 %, celui sur les liquidations de 15 %, celui sur les dissolutions de 15 %, celui sur les extinctions de 15 %, celui sur les annulations de 15 %, celui sur les révisions de 15 %, celui sur les modifications de 15 %, celui sur les suppressions de 15 %, celui sur les créations de 15 %, celui sur les transformations de 15 %, celui sur les conversions de 15 %, celui sur les mutations de 15 %, celui sur les transmissions de 15 %, celui sur les cessions de 15 %, celui sur les liquidations de 15 %, celui sur les dissolutions de 15 %, celui sur les extinctions de 15 %, celui sur les annulations de 15 %, celui sur les révisions de 15 %, celui sur les modifications de 15 %, celui sur les suppressions de 15 %, celui sur les créations de 15 %, celui sur les transformations de 15 %, celui sur les conversions de 15 %, celui sur les mutations de 15 %, celui sur les transmissions de 15 %, celui sur les cessions de 15 %, celui sur les liquidations de 15 %, celui sur les dissolutions de 15 %, celui sur les extinctions de 15 %, celui sur les annulations de 15 %, celui sur les révisions de 15 %, celui sur les modifications de 15 %, celui sur les suppressions de 15 %, celui sur les créations de 15 %, celui sur les transformations de 15 %, celui sur les conversions de 15 %, celui sur les mutations de 15 %, celui sur les transmissions de 15 %, celui sur les cessions de 15 %, celui sur les liquidations de 15 %, celui sur les dissolutions de 15 %, celui sur les extinctions de 15 %, celui sur les annulations de 15 %, celui sur les révisions de 15 %, celui sur les modifications de 15 %, celui sur les suppressions de 15 %, celui sur les créations de 15 %, celui sur les transformations de 15 %, celui sur les conversions de 15 %, celui sur les mutations de 15 %, celui sur les transmissions de 15 %, celui sur les cessions de 15 %, celui sur les liquidations de 15 %, celui sur les dissolutions de 15 %, celui sur les extinctions de 15 %, celui sur les annulations de 15 %, celui sur les révisions de 15 %, celui sur les modifications de 15 %, celui sur les suppressions de 15 %, celui sur les créations de 15 %, celui sur les transformations de 15 %, celui sur les conversions de 15 %, celui sur les mutations de 15 %, celui sur les transmissions de 15 %, celui sur les cessions de 15 %, celui sur les liquidations de 15 %, celui sur les dissolutions de 15 %, celui sur les extinctions de 15 %, celui sur les annulations de 15 %, celui sur les révisions de 15 %, celui sur les modifications de 15 %, celui sur les suppressions de 15 %, celui sur les créations de 15 %, celui sur les transformations de 15 %, celui sur les conversions de 15 %, celui sur les mutations de 15 %, celui sur les transmissions de 15 %, celui sur les cessions de 15 %, celui sur les liquidations de 15 %, celui sur les dissolutions de 15 %, celui sur les extinctions de 15 %, celui sur les annulations de 15 %, celui sur les révisions de 15 %, celui sur les modifications de 15 %, celui sur les suppressions de 15 %, celui sur les créations de 15 %, celui sur les transformations de 15 %, celui sur les conversions de 15 %, celui sur les mutations de 15 %, celui sur les transmissions de 15 %, celui sur les cessions de 15 %, celui sur les liquidations de 15 %, celui sur les dissolutions de 15 %, celui sur les extinctions de 15 %, celui sur les annulations de 15 %, celui sur les révisions de 15 %, celui sur les modifications de 15 %, celui sur les suppressions de 15 %, celui sur les créations de 15 %, celui sur les transformations de 15 %, celui sur les conversions de 15 %, celui sur les mutations de 15 %, celui sur les transmissions de 15 %, celui sur les cessions de 15 %, celui sur les liquidations de 15 %, celui sur les dissolutions de 15 %, celui sur les extinctions de 15 %, celui sur les annulations de 15 %, celui sur les révisions de 15 %, celui sur les modifications de 15 %, celui sur les suppressions de 15 %, celui sur les créations de 15 %, celui sur les transformations de 15 %, celui sur les conversions de 15 %, celui sur les mutations de 15 %, celui sur les transmissions de 15 %, celui sur les cessions de 15 %, celui sur les liquidations de 15 %, celui sur les dissolutions de 15 %, celui sur les extinctions de 15 %, celui sur les annulations de 15 %, celui sur les révisions de 15 %, celui sur les modifications de 15 %, celui sur les suppressions de 15 %, celui sur les créations de 15 %, celui sur les transformations de 15 %, celui sur les conversions de 15 %, celui sur les mutations de 15 %, celui sur les transmissions de 15 %, celui sur les cessions de 15 %, celui sur les liquidations de 15 %, celui sur les dissolutions de 15 %, celui sur les extinctions de 15 %, celui sur les annulations de 15 %, celui sur les révisions de 15 %, celui sur les modifications de 15 %, celui sur les suppressions de 15 %, celui sur les créations de 15 %, celui sur les transformations de 15 %, celui sur les conversions de 15 %, celui sur les mutations de 15 %, celui sur les transmissions de 15 %, celui sur les cessions de 15 %, celui sur les liquidations de 15 %, celui sur les dissolutions de 15 %, celui sur les extinctions de 15 %, celui sur les annulations de 15 %, celui sur les révisions de 15 %, celui sur les modifications de 15 %, celui sur les suppressions de 15 %, celui sur les créations de 15 %, celui sur les transformations de 15 %, celui sur les conversions de 15 %, celui sur les mutations de 15 %, celui sur les transmissions de 15 %, celui sur les cessions de 15 %, celui sur les liquidations de 15 %, celui sur les dissolutions de 15 %, celui sur les extinctions de 15 %, celui sur les ann

DE « PLAN BARRE »

dans tant de domaines?

zuidelijke, la stagnation a été ce pendant totale. Pour le bâtiment et les travaux publics, c'est tout net recul qu'il faut parler : — 4 % environ en trois ans.

Les perspectives immédiates ont tout pas meilleures. Si l'on s'en tient à la légère baisse du bâtiment et des travaux publics (dû à la passation accélérée des commandes de l'Etat et aux achats spéculatifs de logements provoqués par la crainte de l'inflation), la production de biens de consommation continue de baisser ce semestre, les stocks des commerçants atteignant un niveau record. L'activité des secteurs d'équipement resterait en revanche stable, et celle des biens d'investissement serait moins animée au second semestre qu'au premier vu le ralentissement général de l'économie.

Cette évolution a entraîné trois types de conséquences : la disparition d'un nombre accru d'entreprises ; la restructuration de nombreuses entreprises ; l'aggravation massive du chômage. Disparition d'entreprises : le nombre des faillites enregistrées (notamment en liquidations de biens en cours) a été de 1 000 par mois environ à quelque 1 300 alors qu'il était inférieur à 800 avant la crise). Restructuration : la dépression s'aggrave d'un aspect déformant

donc accélérée : le cas de Bous-
sac, repris par les frères Willot,
qui ont voulu à cet égard ; mais
on pourrait en citer d'autres
d'autres dans le textile, la chimie,
la métallurgie, la construction
navale, la tannerie, le commerce
et bien entendu le bâtiment et
les travaux publics.

En tous les secteurs très concentra-
tionnés, on a vu des entrepreneurs
gigantesques être empêchés de
la reconstruction à pris d'autres
formes : rachats d'une firme en
déclin par une entreprise plus
prosperé sans diminution immé-
diate de la production, ou repri-
nant successivement des usines
(Chrysler-France) ou au contraire
avec compression de personnel
(Gaviem repris par le départe-
ment poids lourds de Renault) ;
réorganisation du secteur, ou
l'initiative des pouvoirs publics
(chantiers navals, messageries
maritimes) ou directement par
l'Etat, pour empêcher que la régle
la commande du secteur (d'airgérie).

Ce rajeunissement industriel,
humainement douloureux parce
qu'entrepris généralement trop
tard, opéré trop vite et le plus
souvent par des hommes réels
et les intéressés (syndicats et
autres locaux (3), a souvent sanc-
tionné des erreurs graves de
gestion et un laxisme plutôt pu-

D'où la progression du chômage, en dépit d'une baisse régulière de la durée du travail (— 24 % en 1935), et, même, dans le bâtiment, qui fait qu'aujourd'hui

Inégalités modifiées

La dégradation de l'emploi était inscrite en filigrane dans le plan Barre. Mais le premier ministre ne pensait probablement pas qu'elle atteindrait ce degré de gravité. Le dernier grand objectif du « plan Barre » était d'organiser le cheminement de l'économie française vers « plus de justes ». Peut-on dire aujourd'hui que cet objectif a été atteint ?

La chose n'est pas évidente, même si l'on s'en tient aux seuls salaires bruts. En trois ans, le salaire horaire a augmenté de 41,6 %, soit, en pouvoir d'achat, d'environ 7 %. Dans le même temps le salaire horaire ouvrier moyen a progressé de 32,5 %, soit, en pouvoir d'achat, d'un peu plus de 9 %. Le « smicard », loin de

PROGRESSION DU SALAIRE HORAIRE

d'hui 52 % des salariés du commerce et de l'industrie ne travaillent plus que quarante heures par semaine ou même moins.

es mais persistantes

ratraper l'ouvrier moyen, s'est donc fait quelque peu distancer par lui. Les chiffres ci-dessus doivent d'ailleurs être abaissés pour les deux types de salariés, puisque le nombre d'heures rémunérées a diminué en moyenne de 2,4 % en trois ans. Le pouvoir d'achat effectif (hebdomadaire) brut n'a donc progressé respectivement que de 4,5 % et 7 % en trois ans.

C'est sensiblement moins qu'avant le « plan Barre » (+ 7 % en moyenne en deux ans), et cela illustre le ralentissement de la progression des salaires que voulait opérer le premier ministre pour lutter contre l'inflation (en réduisant tout à la fois la hausse des coûts des entreprises et la demande des salariés).

TRIMESTRIELLE
RE OUVRIER (en %)

rale, par exemple). Le cherté des prix français a de nombreuses causes, parmi lesquelles l'insuffisance productive, l'embouteillage de certaines structures de production, le poids des salaires de cadres (plus élevés qu'à l'étranger), l'inégalité plus forte qu'ailleurs nos voisins (en faveur des salariés) et la détermination non salariale qui stimule les revendications de tous ordres, la faible concurrence entre producteurs, la volonté très répandue dans les milieux politiques d'une protection sociale toujours amo- rée, le climat de gaspillage et de consommation ostentatoire entretenus par les vendeurs.

De même, et les investissements dans les nouvelles technologies pa- raissent — et même pas d'abord — parce que les trésoreries des entreprises étaient trop serrées et qu'il fallait attendre que les finan- ciers qui saut pouvoir vendre davantage n'hésite pas à s'endet-

...et de t

2) Erreurs de thérapeutique
ensuite — Victime de son ob-
classicisme M. Barre a manifes-
tement subi une inefficacité des
interventions conjuguée à la dé-
sordre des problèmes largement
structurels. Le freinage des sa-
laires a bien redressé les profits

ter pour produire, mais qu'à l'inverse le chef d'entreprise en mal de clients diffuse les investissements qui lui permettent de fabriquer davantage. Or, depuis des années, la capacité de production de l'industrie française dépasse de quelque 10 à 20 % (selon la façon de compter) ses besoins.

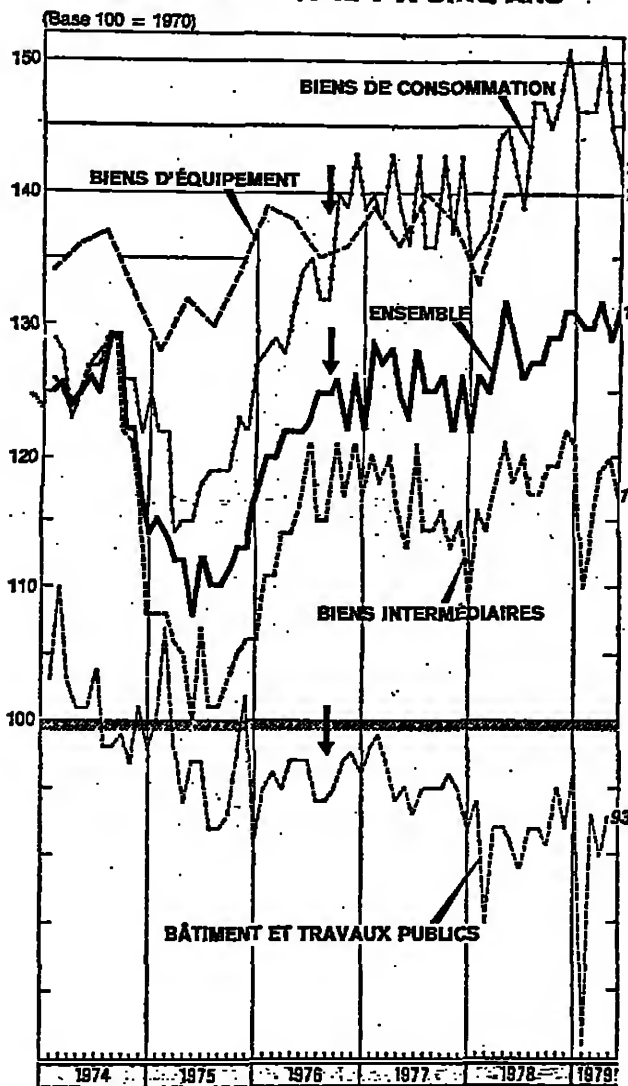
Erreur de diagnostic encore que celle qui consiste à penser que l'on n'aurait pas à faire face rapidement à de nouvelles hausses de pétrole et de matières premières. Le redressement commercial indispensable impliquerait des économies sérieuses d'importations — donc une inflexion du type de croissance et de la structure des productions — et nous pas seulement une course aux exportations supplémentaires qui, en faisant dépendre de pays en plus grand nombre la croissance de l'environnement international, la fragiliserait davantage.

thérapeutique

des entreprises, mais il a simultanément mis en panne la production, puisque celle-ci n'était plus suffisamment tirée par son principal moteur, la consommation.

(Lire la suite page 4.)

**PRODUCTION INDUSTRIELLE* -
PAS MIEUX QU'IL Y A CINQ ANS**



Falaise, le Limousin, la Picardie, le Centre, la Poitou-Charentes, la Bretagne et même l'Île-de-France. Ailleurs, elle tend à s'atténuer.

Ces morts de firmes ont souvent permis aux entreprises survivantes de récupérer à bas prix la partie récupérable de leurs dépouilles. La restructuration industrielle — longtemps différée par le pouvoir dans l'attente des élections successives, pour éviter le risque de pertes de voix qu'implique localement toute fermeture d'usine ou d'atelier — s'est

mageable pour l'emploi de trancher tardivement le cas d'une entreprise maintenue artificiellement à l'aide de ballons d'oxygène). Cela a, en tout cas, contribué aux gains importants de productivité qui ont caractérisé la dernière période : 20 % en trois ans dans l'industrie, contre 8 % pendant les trois années 1973 à 1975. Mais ces mêmes gains, entretenus par une réduction du personnel employé, sont allés de pair avec une aggravation massive du chômage.

Aggravation massive du chômage

En trois ans, le nombre de demandeurs d'emploi s'est accru de 52 % (+ 480 000), tandis que celui des offres baissait de 33 % (-43 000). Et cela malgré l'application de la loi sur l'emploi des « jeunes », qui ont permis à plus de deux cent soixante-dix mille stagiaires de trouver un travail temporaire, de passer une année en centre de formation professionnelle. Malgré aussi une aide substantielle accordée aux entreprises par l'Etat, qui a permis de créer une trentaine de milliers de nouvelles charges sociales pour quelque quatre cent soixante-dix mille jeunes embauchés. Malgré enfin la mise en place de « contrats » (uniques), qui a facilité le départ de près de trente mille étrangers. Sans ces diverses actions de l'Etat, le chômage réel aurait été patronal — l'aggravation du chômage, sans précédent depuis la guerre, aurait été beaucoup plus forte — indolore.

Les inquiétants : le nombre des licenciements se multiplie (32 000 par mois ces derniers temps, contre 20 000 au début de l'année).

vements consensuels à une « facilité ». De plus, la durée moyenne d'attente avant de retrouver un emploi s'allonge (cent soixante-dix jours aujourd'hui contre à peine quarante-huit en 1974). Les stages offerts aux jeunes au titre des « pactes » nouveaux sont moins nombreuses que celles des structures de formation traditionnelles. Enfin la modification des structures économiques contribue moins qu'autrefois à faire baisser le chômage, car les besoins des entreprises sont réduits.

Le chômage s'aggrave donc inexorablement.

Et cela d'autant plus sûrement que la productivité globale augmente plus vite que la production nécessaire pour satisfaire la consommation intérieure. Les exportations, chaque année, le nombre d'heures de travail « nécessaires » diminue. Et comme les chefs d'entreprises ne veulent pas supporter le premier des emplois que réduire la durée du travail, le nombre des postes offerts est d'année en année en creux (quatre d'emploi (1-250 000 personnes par an).

Inégalités modifiées mais persistantes

La dégradation de l'emploi était inscrite en filigrane dans le plan Barre. Mais le premier ministre ne pensait probablement pas qu'elle atteindrait ce degré de gravité. Le dernier grand objectif du « plan Barre » était d'organiser le cheminement de l'économie française vers « plus de flux », ou, peut-on dire aujourd'hui que cet objectif a été atteint ?

La chose n'est pas évidente, même si l'on s'en tient aux seuls salaires bruts. En trois ans, le SMIC horaire a augmenté de 41,6 %, soit, en pouvoir d'achat, d'environ 7 %. Dans le même temps le salaire horaire ouvrier moyen a progressé de 43,6 %, soit, en pouvoir d'achat, d'un peu plus de 9 %. Le « smicard », loin de

ratraper l'ouvrier moyen, s'est donc fait qu'il peut distancer par lui. Les chiffres ci-dessus doivent d'ailleurs être abaissés pour les deux types de salariés, puisque le nombre d'heures rémunérées a diminué en moyenne de 2,4 % en trois ans. Le pouvoir d'achat effectif (hebdomadaire) brut a donc progressé respectivement que de 4,5 % et 7 % en trois ans.

C'est sensiblement moins qu'avant le « plan Barre » (+ 7 % en moyenne en deux ans), et cela illustre le ralentissement de la progression des salaires que voulait opérer le premier ministre pour lutter contre l'inflation (en freinant tout à la fois la hausse des coûts des entreprises et la demande des salariés).

PROGRESSION TRIMESTRIELLE DU SALAIRE HORAIRE OUVRIER (en %)

	1976	1977	1978	1979	Différence entre la première et la dernière colonne
1 ^{er} trimestre	4	2,3	2,3	2,8	- 1,2
2 ^e trimestre	4	2,3	4,2	4,2	+ 0,2
3 ^e trimestre	3,4	3,1	3,9	4,5	+ 1,1
4 ^e trimestre	2,9	2,9	2,7		- 0,2

La réalité a été moins attristante, en outre, puisque, dans le même temps, les cotisations sociales à la charge des salariés ont été réduites de l'équivalent de quelques points. Les cotisations d'assurance-vieillesse, d'assurance-maladie et d'assurance-chômage). Le salaire net perçu par le moyen duquel est réduite l'autant, amendant le gain net au pouvoir d'achat en trois ans à gréte plus de 1 % pour le salarié moyen, et de 3,5 % pour l'ouvrier moyen (5).

Si l'on ajoute que les salaires de cadres n'ont pas toujours suivi ceux des ouvriers, mais qu'il y a eu un décalage, on voit que le revenu s'est accru spécialement sur eux, alors que les prestations sociales des familles prenaient pour eux une importance de plus en plus grande. On constate que le pouvoir d'achat d'un grand nombre de cadres a baissé en trois ans. Les statistiques de la population active du ministère du travail le reconnaissent, indiquant que relativement la situation est moins favorable pour eux qu'elle ne l'est pour les autres. Il s'agit d'un cadre supérieur qui gagne 100.000 francs par an, mais moins payés, il laisse de côté l'ensemble de la population active non salariée. Partie de statistiques détaillées, les salaires s'élevaient à 100.000 francs par an, mais on ne peut pas en dire autant pour le pouvoir d'achat de la majorité des paysans ne s'est guère — ou pas — accru en trois ans, mais, on se souvient de ceux des professions libérales, des professions intellectuelles, des entrepreneurs individuels s'est amoindri. Le redressement des profits de l'ensemble de la population active n'a pas effacé les marques des écarts, et celui des

bénéfices de nombreux commerces de détail conduit logiquement à cette conclusion.

L'objectif de justice annoncé par le premier ministre ne peut être atteint : les inégalités se sont modifiées, mais elles ont persisté. Les personnes âgées ont continué en cas à part par rapport aux autres. Le pouvoir d'achat s'est sensiblement accru : de 22 % en trois ans pour les sinistralités du minimum-vieillesse à 28 % pour les autres. Le nombre d'autres retraités. Le volume global des prestations de vieillesse a en effet, augmenté de 28 % en trois ans. Les régimes des salariés, ce qui correspond certes à une augmentation du nombre des retraités, mais aussi à un accroissement des cotisations (d'avantage de retraités touchant leur retraite à trois pleins, ayant cotisés les trente-sept ans et les vingt-quatre ans).

Ce confinement à la part sociale (18 % de pouvoir d'achat supplémentaire en trois ans pour les allocations-maladie) explique d'ailleurs, en un dépit de la forte dévalorisation des cotisations, la baisse de l'augmentation des impôts sur le revenu, la consommation des Français ait, nous l'avons vu, progressé à raison de 14 %.

(7). Le taux d'épargne de nos concitoyens, qui avait baissé entre 1976, a repris les deux années suivantes — notamment en 1978, grâce à l'exonération fiscale des aides par M. Monory aux acquéreurs d'actions, dont ont profité plus d'un million de contribuables pour moitié nouveaux actionnaires — a baissé de 10 % en 1979. Il semble se dessiner cette année, en raison du laminage des revenus par le relèvement des cotisations sociales et de la hausse accélérée des prix.

Les causes de l'échec: erreurs de diagnostic..

Au terme de cette analyse de
 trois années de « plan Barre »,
 la question se pose de savoir pour-
 quoi l'écart est aussi grand entre
 ce qui est prévu et ce qui se passe.
 L'environnement international
 certes joué, qui a entraîné un
 climat inflationniste et peu favo-
 rable à la croissance. Mais il y a
 plus que la « exence pétrolière »
 qui n'a guère joué durant les
 trois années qui viennent d'être
 analysées. Il y a eu aussi des
 erreurs de jugement, de prévision.
 On constate en effet, que pendant
 ces trois années, l'Allemagne, tant
 la croissance en valeur a été supé-
 rieure à la France, qu'elle a pu
 augmenter trois fois moins et se
 chomage évoluer plus modé-
 rément. On note de même que les
 dépenses de la France ont subi une
 d'inflation que nous et beaucoup
 plus d'expansion industrielle. Ces
 deux pays avaient, il est vrai,
 des déficits de la balance des payes
 beaucoup plus tôt, pendant trois
 ans, la France un point de crois-
 sance par an, mais économiquement
 elle a subi une dépression plus
 causée des prix chaque année.

(1) Plusieurs erreurs initiales de diagnostic. — Si l'inflation française était aussi forte en 1970, ce n'était pas d'ailleurs parce que les salaires étaient trop élevés (ils étaient et restent largement inférieurs à ceux de l'Allemagne fédérale).

(2) L'Allemagne fédérale, qui est allée beaucoup plus loin que la France dans la reconstruction industrielle, l'a faite sans planification sociale, parce que les dirigeants des entreprises ont préparé les transformations nécessaires sans que l'Etat les ait imposées et qu'ils les ont réalisées dans le temps.

(3) La création de cent emplois industriels abaisse le chômage de saison-dûs ; la proportion « nette » de créations de postes est de 100 pour la création d'emplois tertiaires » (L. E. 200). La Situation de l'économie allemande en juillet 1971.

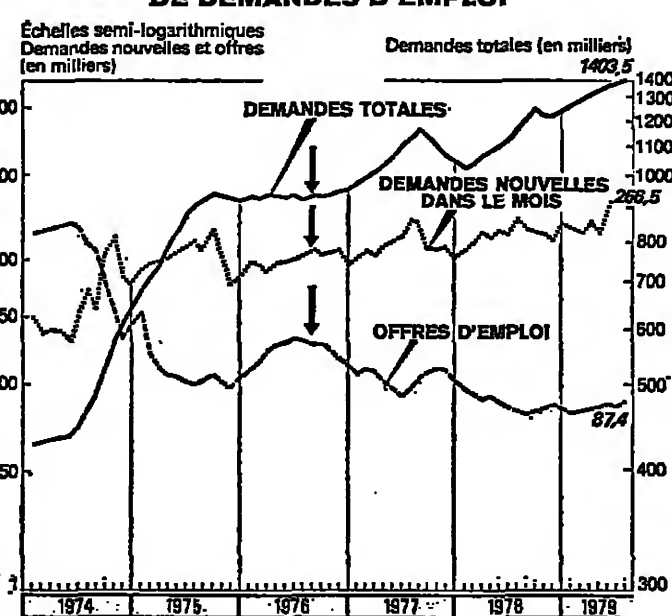
Or, les créations d'emplois ont sur-
passé les suppressions de postes, l'industrie n'étant plus, depuis deux années, créatrice nette d'emplois.

En France, le chômage de saison connaît, le pouvoir d'achat du salaire net perdu par le salarié « a même

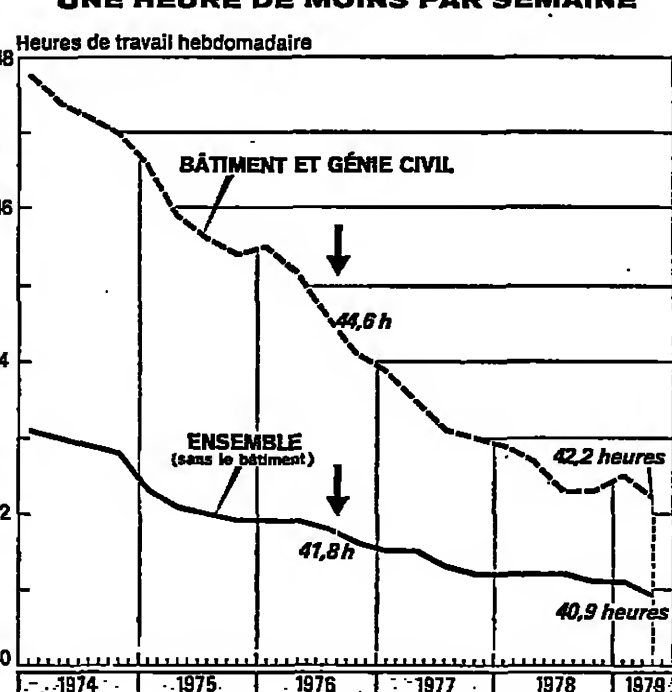
Au demeurant, si les circonstances internationales expliquent tout, on verrait mal l'intérêt d'une politique nationale. En réalité, celle-ci doit précisément avoir pour objet d'utiliser au mieux les possibilités qu'elle permet à chaque pays de développer ses potentialités, malgré les difficultés du reste du monde, et sans que cela se traduise nécessairement par une rupture des solidarités internationales. S'agissant du « plan Barre », il semble qu'il

(7) D'après les Comptes de la nation, les prestations sociales moyennes par personne ont augmenté de 6,8 % (en valeur réelle) en 1977 et de 7,2 % en 1978. Symétriquement, les cotisations sociales, qui représentaient 15,3 % du PIB en 1975, en constituaient 16,5 % en 1978.

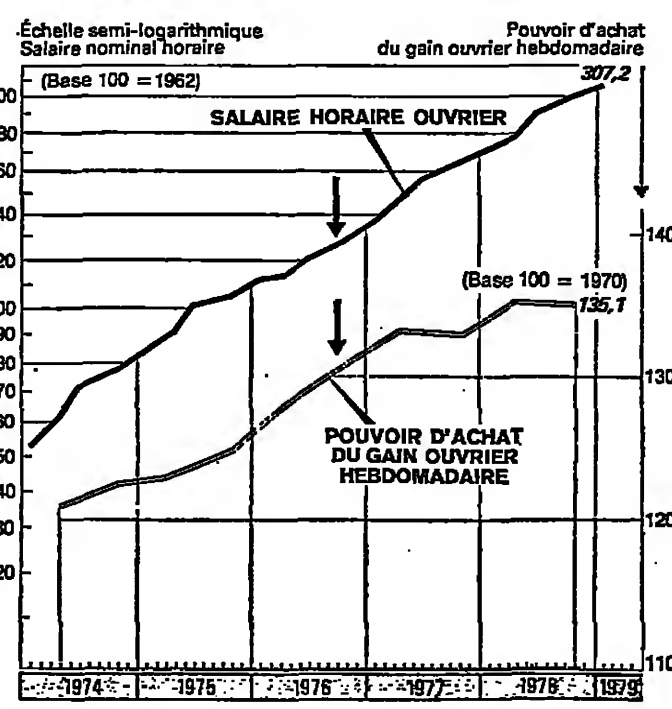
CHÔMAGE = MOITIÉ PLUS DE DEMANDES D'EMPLOI



**DURÉE DU TRAVAIL =
UNE HEURE DE MOINS PAR SEMAINE**



SALAIRES = COUP DE FREIN



17 22 2001 1379

LES DIFFICULTÉS ÉCONOMIQUES DES PAYS SOCIALISTES

YOUgoslavie :

Le gouvernement gèle les prix des produits et des services et restreint les crédits

Le récent rapport annuel de l'O.C.D.E. sur la Yougoslavie préconisait un freinage de la croissance pour éviter que les tendances inflationnistes conjuguées au chômage ne remettent trop sérieusement en cause la stabilité économique. Or l'hiver s'annonce difficile, surtout après les dernières décisions du gouvernement.

Belgrade. — Avant de se séparer pour les vacances, les parlementaires ont examiné la situation économique du pays. L'Assemblée nationale a constaté l'existence de « tendances positives » : maintien d'un taux élevé de production et de l'emploi, résultats appréciables obtenus en utilisant du charbon, au lieu de pétrole et des matières premières nationales, effort des entreprises pour une exploitation efficace de leur capacité de production, etc.

Mais son attention s'est portée surtout sur les « tendances négatives » : hausse des prix, au non-respect des accords sociaux sur lesquels repose le plan de 1979. Ces tendances « négatives » se manifestent en premier lieu en matière de prix : en dépit d'un système de contrôle, d'ailleurs compliqué, les prix n'ont cessé de monter, et certains à un rythme vertigineux. On avait prévu que les prix de détail ne devraient augmenter en 1979 que de 13 % par rapport à décembre de l'année dernière. Or au 1^{er} juillet déjà, la hausse était de 15 % selon les sources officielles et de 19 % selon la presse. A la même date, le prix des produits agricoles et des services, qui n'aurait pas dû augmenter de plus de 9 %, avaient doublé. Seuls les prix des produits industriels se sont relativement bien comportés. D'autre part, les statistiques officielles indiquent une augmentation du coût de la vie de 13,5 % (contre 12 % en 1978) qui avance le chiffre de 19 %, et M. Dusanovich, membre du gouvernement fédéral, a déclaré que l'inflation « approche de 20 %, ce qui ne s'est pas produit depuis des années ».

Un tel état de choses est attribué à la hausse du prix du pétrole, mais aussi et surtout à une activité économique « surchauffée ». La consommation a atteint un niveau jamais enregistré. Au cours du premier semestre, elle a été de 40 % supérieure à celle de la même période en 1978. Les investissements s'y sont taillés la part du lion. Pour

De notre correspondant

les ramener aux possibilités du pays, les banques ont reçu l'ordre de ne plus accorder de crédits pour les investissements non productifs. On espère ainsi mettre un terme à un procédé en usage depuis des années qui permettait à diverses organisations socio-politiques, administratives, culturelles, sportives et autres de consommer pratiquement sans posséder de fonds propres. La première conséquence de cette mesure sera l'arrêt pur et simple de constructions en cours. Des restrictions frappent également les crédits à la consommation qui se chiffrent chaque année par dizaines de milliards de dinars. Les autorités exigent dorénavant une stricte application du principe selon lequel le montant du salaire doit être le résultat de la productivité et non de la hausse du prix des produits d'une entreprise ou de spéculations auxquelles les entreprises ont quelquefois recouru pour s'assurer un revenu plus élevé. Si les accords autogestionnaires conclus à ce sujet ne sont pas respectés, les salariés devront restreindre le trop-perçu. Les ouvriers et employés de cent quatre-vingt entreprises de Skopje, annonce la presse, auront ainsi, du moins théoriquement, à rembourser 279 millions de dinars.

Le déficit de la balance commerciale s'est aggravé. De janvier à juin 1979, les importations se sont montées à 113,4 milliards de dinars et les exportations à 92,2 milliards. L'essentiel du déficit est enregistré avec les pays industriels où la Yougoslavie a acheté pour 87,7 milliards de dinars (40 % de plus qu'en 1978) et n'a vendu que pour 23,8 milliards. A ce propos, d'amers reproches sont adressés à la Communauté européenne, accusée d'avoir soumis les produits yougoslaves à un « sévère régime de contrôle ». Et comme les négociations en vue de la conclusion d'un nouvel accord avec l'Organisation des États européens ont été suspendues depuis plus d'un an, des suggestions sont faites de divers côtés en vue de rechercher pour les produits yougoslaves un « autre plus grand marché » en ce qui concerne les revendications yougoslaves.

Le bilan de la situation économique serait incomplet si l'on ne faisait pas état du facteur épargne. Les citoyens avaient, fin juin, sur leurs comptes privés en banque, 140 milliards d'épargne en dinars et 115 milliards en devises étrangères. Cette somme considérable (elle représente près de 30 % du potentiel global des établissements financiers) est déversée non des ouvriers émigrés et des membres de leur famille, des propriétaires privés de pensions-restaurants et divers services qui font payer les touristes étrangers en devises, des exploitants agricoles privés qui vendent au marché libre leurs produits à prix d'or, et de toute une catégorie de gens aux revenus d'origine souvent douteuse, mais dont ne se préoccupent pas les banques. Ainsi, malgré les boulevards récents qui, par leur ampleur, dépassent tout ce que l'on avait connu lors des multiples « réformes économiques » yougoslaves, on a vu en juillet et en août, la route des vacances sans trop se soucier de l'hiver qui s'annonce pourtant difficile.

PAUL YANKOVITCH.

(Mercredi 15 août.)

ROUMANIE :

La crise énergétique pourrait remettre en cause la politique d'indépendance

De notre correspondant en Europe centrale

Vienna. — Jusqu'où le président Ceausescu est-il décidé à mener la « guerre de l'essence » au sein du Conseil de l'association économique de la communauté socialiste ? Vendredi 10 août, le dirigeant roumain a haussé le ton d'un cran en établissant un lien direct entre le poids des charges militaires au sein du pacte de Varsovie et les problèmes socio-économiques croissants que connaissent les pays socialistes. Dans un discours prononcé dans la ville minière de Lupeni, dans le sud-ouest du pays, M. Ceausescu a déclaré : « La politique d'armement a atteint un niveau qui ne saurait justifier. Nous pensons qu'il est nécessaire d'assurer les conditions pour la poursuite de la politique de la patrie. En ce qui nous concerne, nous respectons les obligations envers les pays alliés, mais nous sommes prêts à nous battre pour la patrie. »

M. Ceausescu avait formulé des reproches similaires envers le pacte de Varsovie, auquel son pays appartient, au mois de novembre dernier. A l'époque, il avait publiquement annoncé que la Roumanie refusait désormais d'être le « laboratoire » de la production d'armement et procéderait provisoirement à un « gel » de ses dépenses militaires. La contribution de Bucarest au budget des armées au sein du pacte de Varsovie par les charges de défense commune est en réalité assez modeste et nullement comparable en termes de dépenses militaires à celles des pays comme l'Allemagne de l'Est ou la Tchécoslovaquie. Les dépenses militaires de la Roumanie, qui ne dépassent pas 1,5 % du produit intérieur brut, sont donc beaucoup moins à mettre au compte du poids trop lourd du budget des armées qu'à celui du mauvais fonctionnement de l'économie de ce pays, d'une série d'erreurs de planification à long terme depuis dix ans et des dépenses militaires qui ont entraîné la dégradation de la situation économique.

M. Ceausescu a donné lui-

même la semaine dernière, au cours de sa tournée dans la région minière d'Olténie, des exemples de « sérieux déficiences » existant dans le fonctionnement du secteur énergétique. Selon ses propres indications, les retards constatés depuis le début de l'année dans la production de charbon du seul bassin de Gorgj et dans la livraison d'énergie électrique par les deux centrales thermiques les plus modernes du pays équivalaient à une quantité de 3,5 millions de tonnes de pétrole, soit une perte de 560 millions de dollars. On comprend mieux, dans ces conditions, les mesures draconiennes d'économie décidées brusquement à la fin du mois dernier.

Le manque d'efficacité de l'appareil de production, déjà constaté au cours du précédent quinquennat (1971-1975), avait déjà obligé les responsables du plan à revoir en baisse les objectifs pour 1980. En 1976, la production d'énergie électrique n'avait pu dépasser 53,6 milliards de kWh, soit 4 milliards de moins que le chiffre figurant sur le plan. Au vu de ce résultat, l'objectif pour 1980 (55 à 60 milliards de kWh) avait été fixé au maximum à 78,8 milliards de kWh. Or, selon les plus récentes données, la production ne dépasserait pas l'an prochain 74 milliards de kWh.

Ces erreurs répétées de prévisions paraissent être la conséquence directe, mise à part l'insuffisance de la productivité, d'une mauvaise appréciation de l'évolution de la structure énergétique depuis dix ans. L'exemple de la Roumanie est particulièrement frappant. En 1970, le gouvernement roumain mettait au point un programme nucléaire à des énergétiques prévoyant jusqu'en 1980 l'installation d'une puissance de 1 600 à 2 400 MW et une production de 10 milliards de kWh. A ce jour, la construction de la première centrale nucléaire n'a toujours pas commencé, et il est maintenant plus modeste question d'une puissance installée de seulement 680 MW en 1985.

Il en va de même pour les autres sources d'énergie. En octobre 1974, M. Ceausescu, alors premier ministre, indiquait que la part de l'énergie électrique d'origine thermique et hydraulique devrait atteindre 60 % de l'ensemble de la production en 1980. Or, selon des estimations récentes, ce pourcentage sera inférieur à 58 % et, si l'on en croit M. Ceausescu, ce sont toujours les hydrocarbures qui contribueront actuellement pour 60 % à la production d'énergie électrique, ce qui semble être tout de même un chiffre étonnamment élevé par rapport aux indications dont on disposait jusqu'à maintenant.

L'incertitude de la crise pétrolière mondiale a fait prendre conscience aux dirigeants roumains de l'urgence d'établir enfin des priorités. Compte tenu de l'épuisement d'ici environ quinze ans des ressources pétrolières nationales, la première place dans le secteur énergétique sera occupée à l'avenir par le charbon. Des mines sont ouvertes, de puissantes centrales thermiques sont en construction. La part du charbon dans la balance énergétique qui était de 38 % en 1975 devrait être de 40 % en 1980, de 55 % en 1985 et de 60 % en 1990.

Selon les projets de documents qui seront soumis au XIV^e congrès du parti au mois de novembre, le but de la Roumanie serait de devenir indépendante d'ici à la fin de la prochaine décennie pour son approvisionnement en carburant et en énergie. Elle donnerait la stagnation, voire l'ameusement de la production pétrolière nationale, pendant cette période, on voit mal comment sera réalisée une telle politique. Dans quelle mesure, d'autre part, celle-ci est-elle compatible avec les intentions soignées de plus en plus souvent ces derniers temps de coopérer aux programmes énergétiques au sein du Comecon ? L'une des conséquences les plus sérieuses de la crise actuelle ne sera-t-elle pas, en fin de compte, de mettre à l'épreuve la politique d'indépendance suivie par la Roumanie ?

MANUEL LUCBERT.

(Mercredi 15 août.)

« Vos vacances... votre séjour en France »

Guides touristiques et gastronomiques

Gascogne

PAYS VERT D'ASTAGNAN
32200 AIGNAN - EN - ARMAGNAC
Les Forêts - Camping
Gastronomie - Village des
CHÂTEAUX ARMAGNACS SEMPE
Tél. Mairie : (02) 08-24-11
Tél. SEMPE : (02) 08-24-24

Montagne

67140 LE HOEVALD
GRAND HOTEL *** Inter-Hôtel
Alt. 600 m. Bâties dans calme et bien-être milieu forêt gasconne. Woods Banquets. Congrès. Jura 500 pers et 54 km. Tennis. pêche, sport, équ., etc.

Mer

ARCACHON - GIRONDE
HOTEL-REST LES ORMES *** N.N.
Situé sur le lac de Bassin
Séjours hiver - Pr. studios
1, rue Hovy - Tél. (05-56) 83-09-72.

Sélection immobilière France

Campagne - Mer - Montagne

27 - Eure

GENTILHOMMIERE Normande en parf. état sur parc 1,35 ha, vaste séjour avec poutres app. et chem. monumentale, cuis., 7 ch., s. de bains, w.c., grenier pour belle salle de jeux 90 m2. Nomb. dépend. Doutes autour de la maison. Chauffage central au fuel. PRIX : 860 000 F.

CABINET VERLAINE
44, rue de la République
27100 VERNILLY-SUR-AVRE
Téléph. : 16 33-33-88-22.

34 - Hérault

GRAND CHOIX TERRAINS
VILLAS - MAISONS
Villages avec ou sans jardin

NOVAGENCE
45, ALLEES PAUL-RIQUET
34500 BEZIERS - Tél. (07) 78-45-48

33 - Var

BANDOL
VARIATION - Ag. Immob.
83130 Bandol - Tél. (94) 20-55-81

vous propose tous les programmes neufs en construction, du studio au 5-4 p., sur prix constructeurs, ainsi que des villas et des terrains. Documentation sur simple demande.

Irlande du Nord

DIX ANS APRÈS LES PREMIERS AFFRONTEMENTS ENTRE CATHOLIQUES ET PROTESTANTS

Les différentes parties en conflit campent sur leurs positions

De notre envoyé spécial

Belfast. — Dix ans après les premières émeutes entre catholiques et protestants dans le quartier du Bogside, à Londonderry, et dans celui de Faha, à Belfast, les habitants de l'Irlande du Nord reconnaissent avec lassitude que l'analyse politique incline au pessimisme et que rien n'a changé ou peu s'en faut.

Le gouvernement de Londres — comme les autres parties intéressées — admet par la voix de M. Humphrey Atkins, secrétaire d'Etat britannique pour l'Irlande du Nord (150 000 habitants), qu'il y a toujours deux traditions politiques, deux cultures antagonistes. Déterminé à débloquer la situation, M. Atkins estime qu'il faudra du temps.

Londres, à court terme, doit faire face sur le terrain au terrorisme de l'IRA provisoire qui a repris, depuis six mois, avec intensité qu'il n'avait plus depuis deux ans. C'est ainsi que vingt-six membres des forces de l'ordre ont été tués pendant les six premiers mois de 1979 contre quatre au cours de la même période en 1978.

Dans ces conditions, le gouvernement britannique n'envisage pas d'abandonner à elle-même la police locale, le Royal Ulster Constabulary, constamment renforcé. L'armée britannique (trois mille soldats) restera sans doute encore longtemps en Ulster, même si son importance numérique diminue régulièrement. Il y a 1 000 policiers, dont 3 300 réservistes à mi-temps.

Leur action conjointe a permis l'arrestation de mille huit républicains qui purgent parfois de longues peines dans des centres pénitentiaires de Maze (Long Kesh), Crumlin road, Magilligan, Port-Laoise, Limerick, Armagh (prison de femmes) et en Angleterre. Parmi ces prisonniers, trois cent quatre-vingt font la grève de la faim et refusent l'unique forme carcérale en ne portant qu'une couverture (« the blanket men »). Ces chiffres sont fournis

par le mouvement républicain qui offre le Sinn Féin provisoire et l'IRA provisoire. Ils ne semblent guère contestés. Les autorités britanniques ne disposent de leur côté, du moins officiellement, d'aucune statistique sur les prisonniers « politiques », puisque, au regard de la loi, sont des « criminels de droit commun » les républicains fédérés et les communes ont décidé, d'un commun accord, de « geler » jusqu'au 30 septembre les prix des produits et des services à leur niveau du 1^{er} août. Par la suite, seuls les prix de certains produits pourront augmenter alors que les autres demeureront gelés ou seront ramenés au niveau prévu au début de l'année.

La décision a été saluée par l'opinion publique. Elle suscite cependant des réserves de la part des entreprises qui craignent une réduction de leurs revenus. Certaines entreprises ayant en vent de ces mesures se sont dépêchées d'augmenter leurs prix avant le 1^{er} août. Ce fut le cas de la compagnie des postes qui, le 1^{er} août, que le coût d'installation

touchant directement ou indirectement un très grand nombre de familles catholiques. Selon le Sinn Féin, le mouvement de 1969, mouvement de révolte étonnante, est devenu politique. Il s'agit donc, le départ des Britanniques obtenu, de trouver un modus vivendi avec les protestants, les habitants de l'Ulster, selon lui, ne sont divisés que parce que « les Brits ont créé une petite différence économique entre les classes ouvrières protestantes et catholiques ».

Cette analyse supprime un peu trop rapidement l'attachement « pur et dur » des protestants à la Grande-Bretagne. Les catholiques du Parti travailliste social-démocrate (S.D.L.P.), qui ont un député sur douze élus en Ulster, ont une position infiniment plus modérée. Ils protestent contre l'attitude intransigente des unionistes (protestants) qui n'acceptent aucun accord qui ne soit la condition de conserver tous leurs pouvoirs et privilèges. Ainsi le S.D.L.P. estime-t-il qu'avant de pouvoir se retirer les Britanniques ont encore un rôle à jouer pour rapprocher les deux communautés.

Récupérer le pouvoir

A l'évidence, les positions politiques des partis protestants n'ont rien de commun avec celles des catholiques. Le parti unioniste officiel réclame la formation d'un gouvernement et d'un Parlement à Belfast, le Stormont, alors que ceux-ci ont été dissous en mars 1972. En fait, le parti unioniste officiel voudrait récupérer le pouvoir, du moins en grande partie, d'Irlande du Nord. Il s'agit donc de faire que les vingt-cinq districts de l'Ulster ne soient que l'incarnation des ordres, l'aménagement et l'entretien des parcs et des cimetières. Il souhaite que les services sociaux, de

la santé, de l'éducation et du logement dépendent à nouveau des organismes de la province. Le terme « quango » (quasi autonome non gouvernemental organisation) a été inventé par les services de l'Etat est très à la mode. Le gouvernement rétorque que la politique de Londres n'est effectivement pas la meilleure pour administrer les affaires de l'Irlande du Nord, mais qu'il n'en voit pas d'autre pour l'instant.

Passés maîtres dans l'exercice de la pression sur les uns et les autres, les représentants de l'Ulster Defense Association (U.D.A.) assurent, quant à eux, que, depuis le mois d'avril, ils veulent couper tous les liens avec Londres. Ils restent, en fait, loyalistes, mais accusent le gouvernement de mollesse et de faiblesse à l'égard de l'IRA provisoire. « Londres accepte, disent-ils, qu'il y ait un certain niveau de violence et se prépare à ce que cela dure avec toutes les répercussions économiques sur l'emploi ». eux non, visiblement. « Non violents » durant trois ans, ils se préparent à redevenir ce qu'ils n'ont jamais cessé d'être : des para-militaires. Exaspérés par l'exhibition d'armes faite par l'IRA provisoire lors de la manifestation républicaine de Belfast, le dimanche 12 août, ils se disent poussés par leur base.

Cette exaspération est du reste partagée par le révérend Robert Bradford, député unioniste, qui considère qu'il s'agit d'une « guerre » déclarée et que l'armée aurait dû intervenir en bonne logique. Selon lui, les cinq mille républicains qui ont applaudi dimanche les armes présentées par des hommes en cagoules, sont des assassins potentiels. Dix ans après les émeutes du Bogside et Fallsroad rien n'a changé, ou si peu. Chacun campe sur ses positions.

LAURENT GRELSAMER.

(Jeudi 16 août.)

Du 16 au 22 août 1979

Sélection hebdomadaire du journal « Le Monde »

5

PROCHE-ORIENT

L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION EN IRAN

- La répression s'étend à toutes les formations laïques
- Des colonnes de blindés se dirigent vers le Kurdistan

Tandis qu'un communiqué gouvernemental annonçait, lundi soir 20 août, que « le calme est revenu dans l'ensemble du Kurdistan », on apprend de source officielle que plusieurs colonnes de blindés se dirigent vers la province rebelle. Les autorités ont déclaré qu'elles ont l'intention de reprendre le contrôle de la base militaire de Mahabad, tenue par les insurgés. « La lutte du peuple kurde d'Iran, a déclaré le chef religieux Cheikh Hosseini, se poursuivra, même si elle doit durer encore cinquante ans ».

Quatorze combattants ou militants kurdes ont été tués, ce mardi matin 21 août, à la suite de bombardements prononcés par l'aviation Khakhal, qui vient d'être nommé procureur

général de la province. Deux collaborateurs de l'ancien régime ont été, d'autre part, exécutés à Khorramshahr, dans le sud du pays.

Le procureur de Téhéran a invité toutes les organisations politiques à rendre « dans les plus brefs délais » les armes qu'elles détiennent. La répression n'épargne désormais aucune formation laïque.

Mardi matin, le siège du parti communiste Tudeh a été occupé par les miliciens islamiques avant d'être placé sous scellés. Le secrétaire général du parti, M. Kianouri, avait déclaré, lundi, à l'A.F.P., qu'il s'abstenait pour quelques jours de la capitale.

De notre envoyé spécial

Troubles de Pavah et qui, en fait, n'auraient rien à voir avec ces événements (selon certaines sources kurdes à Téhéran, il s'agirait de simples instituteurs), l'imam Khomeiny a envoyé au Kurdistan le redoutable ayatollah Khatami en qualité de procureur général des tribunaux islamiques. Le climat d'hystérie qui règne dans certains milieux politiques à propos du Kurdistan ne contribue pas à jeter la lumière sur la véritable situation sur le terrain, et rend particulièrement malaisée la tâche des journalistes. C'est ainsi que le 19 août, la radio avait brusquement interrompu ses émissions en début d'après-midi pour diffuser un appel de l'imam Khomeiny ordonnant une mobilisation générale pour « sauver la garnison de Sanandaj submergée par les éléments du P.D.K.I. (1), et les femmes de cette ville prises en otages ». Cet ordre, qui était accompagné de la promesse de récompenses, a été démenti par la radio officielle de Téhéran, qui a déclaré que les journaux de la capitale n'avaient pas été informés de la décision. C'est le cas de l'hebdomadaire de Téhéran, l'« Al-Nasr », qui a publié, le 20 août, une édition spéciale consacrée à la situation au Kurdistan. Certains de ces journaux avaient été déviés de la tâche du censeur. C'est le cas de l'hebdomadaire de Téhéran, l'« Al-Nasr », qui a publié, le 20 août, une édition spéciale consacrée à la situation au Kurdistan.

Une hystérie anti-Kurdes

L'ayatollah Azari-Qomi a précisé aux journalistes que ces mesures avaient été prises pour que « l'imam a dit que ces publications sont contre la voie de l'Islam et de la nation », qu'elles « propagent de fausses informations » et « participent au complot ». Une fois de plus, la nouvelle loi sur la presse mise au point par le ministère de l'orientation nationale pour bloquer les journaux n'a pas été invoquée. Pour qu'il n'y ait pas de confusion possible à ce sujet, le sous-secrétaire de la presse, M. Mohseni, a déclaré que la loi n'avait pas été appliquée à ces journaux, mais qu'elle a été appliquée à ceux qui ont été pris en otage par les rebelles.

La mesure qui frappe Mardom est la plus surprenante. L'organe du parti communiste Tudeh avait appliqué, deux jours avant la fermeture de l'Ayandegan, qu'il avait qualifié de « journal gauchiste et provocateur » reprenant à son compte l'« orientation officielle selon laquelle le dernier était financé par les Israéliens et l'ancien régime ». Elle pourrait cependant s'expliquer par un récent communiqué du parti communiste critiquant implicitement les mesures prises contre les Kurdes et demandant « une solution pacifique de la crise du Kurdistan dans le cadre de la défense de la révolution iranienne et la garantie des droits nationaux du peuple kurde ».

La radio et la télévision, qui ont toujours préconisé le calme au pays de la presse non communiste, n'accordent que peu de place à ces décisions. Elles consacrent en revanche une bonne part de leurs émissions à échauffer les esprits au sujet de la situation au Kurdistan. A longeur de journées, les militaires défilent devant les micros et les caméras pour expliquer comment ils vont venir à bout des rebelles. Le 20 août, la télévision a montré un cérémonial qui a précédé le départ d'une compagnie de l'armée pour le Kurdistan, fanfare en tête. Au cours de la matinée, le Bazar avait fermé en signe de protestation contre le comportement des dirigeants kurdes. En même temps, quelques milliers de jeunes suivaient le cortège funéraire de plusieurs Pasdars tués à Pavah qui ont été enterrés en grande pompe au cimetière de Beheshti Zehra, aux cris de « Exécutez Chasseghou, Cheikh Hosseini, et Mollé Djalali ».

L'imam Khomeiny a, pour sa part, lancé un appel aux Kurdes leur demandant d'arrêter les dirigeants « sataniques », agents de l'impérialisme américain et du sionisme, du Parti démocratique du Kurdistan iranien (P.D.K.I.). Ceux qui contribueraient à leur arrestation — a-t-il dit — « recevront les bénédictions de Dieu et de l'Éternité ». Après l'exécution de douze Kurdes accusés d'avoir participé aux

(1) Capitale administrative du Kurdistan, Sanandaj est l'une des rares localités kurdes où le P.D.K.I. n'est pratiquement pas représenté.

D'UNE SEMAINE A L'AUTRE...

MARDI 14 AOUT

LONDRES. — Quinze morts parmi les combattants de l'épave de la crise du Kurdistan dans le cadre de la défense de la révolution iranienne et la garantie des droits nationaux du peuple kurde.

La radio et la télévision, qui ont toujours préconisé le calme au pays de la presse non communiste, n'accordent que peu de place à ces décisions. Elles consacrent en revanche une bonne part de leurs émissions à échauffer les esprits au sujet de la situation au Kurdistan. A longeur de journées, les militaires défilent devant les micros et les caméras pour expliquer comment ils vont venir à bout des rebelles. Le 20 août, la télévision a montré un cérémonial qui a précédé le départ d'une compagnie de l'armée pour le Kurdistan, fanfare en tête. Au cours de la matinée, le Bazar avait fermé en signe de protestation contre le comportement des dirigeants kurdes. En même temps, quelques milliers de jeunes suivaient le cortège funéraire de plusieurs Pasdars tués à Pavah qui ont été enterrés en grande pompe au cimetière de Beheshti Zehra, aux cris de « Exécutez Chasseghou, Cheikh Hosseini, et Mollé Djalali ».

JEUDI 16 AOUT

BEYROUTH. — A l'issue d'« affrontements » dans le port de Beyrouth entre l'armée et les milices chrétiennes, qui ont fait un tué et six blessés dans les rangs des nationalistes, deux détachements de l'armée, comptant au total deux cents hommes, ont pénétré dans l'enclave portuaire sans rencontrer d'opposition.

L'armée dispose désormais, dans le port, de près de trois cent cinquante hommes et de vingt blindés, ce qui constitue pour elle un certain succès dans sa tentative pour affirmer l'autorité de l'État.

LE CAIRE. — Plusieurs dizaines de militants de gauche ont été arrêtés.

Dans une interview accordée à l'« Associated Press », le ministre de l'Intérieur, M. Nabetouh, a précisé que c'étaient des personnes appartenant à des courants d'extrême gauche.

Le Moyen-Orient, les inculpés auraient été en contact avec des milieux étrangers « dans le but de « mettre en question le régime, de déstabiliser le régime kurde et de porter un coup aux efforts de paix ».

Le parti de la gauche égyptienne, le parti national progressiste, soutient cependant — toujours selon l'« Associated Press » — que « les dirigeants de la gauche égyptienne ne sont pas impliqués dans ces événements ».

VENDREDI 17 AOUT

PARIS. — M. Jean José Scherer, qui fut jusqu'en 1975 un des principaux responsables de l'É.T.A., fait l'objet, depuis vendredi 17 août, d'un arrêté d'expulsion du territoire français pris par le ministre de l'Intérieur.

La préfecture des Pyrénées-Atlantiques a été informée, dans la nuit du 16 au 17 août, que M. Scherer ne trouverait aucun pays d'accueil, et il lui serait interdit de quitter ou de pénétrer dans les neuf départements de la zone Sud-Ouest et que « des titres de séjour provisoires, d'une durée limitée, pourraient lui être délivrés, en tant que de besoin, par le préfet des départements où il aurait fixé sa résidence ».

Khartoum. — Un important renouveau ministériel est annoncé au Soudan par le président Nimeiry. Le bureau de l'A.F.P. à Khartoum indique que huit ministres, dont ceux de l'économie et des finances, des transports et des communications et de la culture, ont été démis de leurs fonctions.

A LA VELLE DU DÉBAT AU CONSEIL DE SÉCURITÉ

La politique américaine à l'égard des Palestiniens demeure confuse

M. Robert Strauss est rentré, lundi 20 août, à Washington, sans avoir réussi à convaincre ses interlocuteurs du Caire et de Jérusalem d'appuyer un projet de résolution américaine reprenant en les élargissant les termes de la résolution 242. La séance du Conseil de sécurité, auquel était destiné ce projet, reste fixée au jeudi 23 août. Le refus conjoint d'Israël et de l'Égypte de soutenir la démarche américaine, quoique motivé par des raisons différentes, « constitue un développement politique important », a déclaré le premier ministre israélien.

Washington. — La politique américaine au Proche-Orient a décidément du mal à sortir de la confusion. M. Andy Young, le représentant des États-Unis à l'ONU, ce qui ne l'empêche pas de juger « ridicule » la politique adoptée par son gouvernement à l'égard de l'O.L.P. En outre, une polémique quasi quotidienne s'oppose au département d'État au sujet de sa rencontre du 25 juillet avec M. Terzi, l'ambassadeur de la centrale palestinienne. On ne sait toujours pas qui a rédigé un rapport sur cette rencontre, onze jours avant que M. Young avoue son « échec » à ses supérieurs, qui, au département d'État, a lu ce rapport, qui espionne les ambassades arabes à New-York, à qui vont les renseignements ainsi obtenus, etc.

M. Robert Strauss, l'envoyé spécial de M. Carter au Proche-Orient, ne paraît pas avoir fait preuve lui non plus d'une discipline exemplaire. Après avoir décliné dans sa tentative de rallier Israël et l'Égypte à un projet de résolution américaine sur la question palestinienne, M. Strauss a fait à peine mystère de son hostilité à cette entreprise. Il est à peu près clair, à travers ses déclarations publiques, qu'il recommandera à MM. Vance et Brzezinski de renoncer à toute initiative américaine lors de la prochaine réunion du Conseil de sécurité. La semaine, le département d'État a dit précéder que l'idée d'une telle initiative n'avait donné lieu à aucun « tirage » entre les divers conseillers du président, et que ceux-ci avaient été « unanimes au moment de la décision finale » ; autrement dit, il ne s'agit pas d'une initiative personnelle de M. Strauss, mais d'une décision collective du Conseil de sécurité. Si tel était le cas, il est probable que M. Carter a ses vues, toute l'affaire aura été un pas de plus pour les États-Unis, et une nouvelle victoire pour Israël.

Sortir du tête-à-tête

Valait-il la peine de déclencher un nouvel affrontement avec Jérusalem pour l'exercice éminemment formel qu'est l'adoption d'une nouvelle résolution de l'ONU ? Les partisans de cette entreprise avancent plusieurs arguments. Le texte proposé, disent-ils, aurait permis de renouer le dialogue entre Israël et l'O.L.P. et de faciliter la mise en œuvre de la résolution 242, favorable à l'existence d'Israël, en y incorporant certains éléments « pro-palestiniens » des accords de Camp David de l'an dernier (ceux-ci appellent à reconnaître « les droits

M. Menahem Begin, devant le groupe parlementaire du Likoud.

D'autre part, le président Sadate avancera son arrivée à Haïfa d'un jour et y fera sa visite officielle à partir du 4 septembre, annonce-t-on de source autorisée proche de la présidence du conseil israélien. Le chef de l'État égyptien séjournera, cette fois, trois jours en Israël. Il sera accompagné du vice-premier ministre, M. Hassan Touhami, et du ministre de la défense, le général Kamal Hassan Ali, ainsi que de membres de sa famille.

De notre correspondant

légitimer et les justes demandes du peuple palestinien », notamment sa capacité à « participer à la détermination de son avenir ». Il n'y avait donc pas de quoi offenser quiconque. Mais surtout Washington cherchait un moyen d'aller à la rencontre des « Arabes modérés », sans avoir à opposer son veto à un texte proposé par eux-ci. C'est à quoi s'est employé M. Young avec un certain succès puisque, selon lui, le projet de résolution patronné par le Koweït ne contredirait même plus la mention du droit des Palestiniens à un État : il ne s'agit plus question que d'« autodétermination ».

Sur un plan général, les conseillers de M. Carter voyaient dans ce débat de l'ONU une occasion de sortir du babillement israélo-égyptien un peu trop exclusif dans lequel s'est enfoncé le processus de paix de Camp David, d'y attirer les Palestiniens modérés, peut-être aussi de s'acquitter d'une dette envers l'Arabie Saoudite et d'encourager l'O.L.P. dans ses ouvertures. Après tout, l'adoption par les Arabes, avec la bénédiction ouverte de la centrale palestinienne, d'un texte faisant référence à la résolution 242 aura été un pas vers la reconnaissance de l'État juif. En l'occurrence, la réticence est venue non seulement d'Israël, mais aussi de l'Égypte, qui n'a guère de raison de faire des gestes envers le camp arabe et craint de voir Jérusalem suspendre l'application du traité de paix.

L'O.L.P. n'en a pas moins marqué quelques points. Son représentant à l'ONU, M. Terzi, a reçu lundi 20 août à New-York une importante

délégation de la Conférence des leaders chrétiens du Sud (S.C.L.C.), l'organisation noire fondée par Martin Luther King et M. Andy Young, venue ouvrir un « dialogue ». C'était la première fois que la centrale palestinienne faisait l'objet d'une telle démarche de la part d'une grande organisation américaine, si l'on excepte ses contacts avec les Américains d'origine arabe ou palestinienne. Le pasteur Joseph Lowery, président de la S.C.L.C., a fait part à M. Terzi du soutien de son organisation « aux droits humains de tous les Palestiniens, y compris leur droit à l'autodétermination, qui comprend entre autres le droit à un foyer (homeland) ». Cette prise de position, qui pourrait entraîner l'adhésion d'autres organisations noires, est une conséquence directe de l'affaire Young. Elle inquiète la communauté juive américaine, dont les responsables doivent recevoir la S.C.L.C. à leur tour ce mardi 21 août.

MICHEL TATU.

(Mercredi 22 août.)

● Selon le bureau de presse du P.C., une rencontre entre MM. Georges Marchais et Yasser Arafat, président de l'O.L.P., pourrait avoir lieu prochainement. Dans un communiqué publié lundi 20 août, le service de presse rappelle que « des relations étroites de solidarité existent » entre le P.C.P. et l'O.L.P. et qu'au cours des dernières années des rencontres à différents niveaux ont eu lieu, aussi bien à Beyrouth qu'à Paris.

ANNONCES CLASSÉES

emploi international

SOCIÉTÉ FRANÇAISE
recherche pour mission de démarrage de
SUCRIERIES A L'ÉTRANGER

- 1) UN INGÉNIEUR MÉCANICIEN
Formation A.M. ou Marina, confirmé anglais, responsabilité supervision montage.
- 2) UN INGÉN. CHEF DE FABRICATION
Responsabilité exploitation.
- 3) DEUX INGÉNIEURS DE LABORATOIRE
Responsabilité contrôle des opérations de production.

Exigences des postes :
— Capacité d'organisation, connaissance des normes, ingénierie diplômée, expérience en sucreries aux postes considérés.
SALAIRES ÉLEVÉS ET POSTES MOTIVANTS

Env. C.V. et lettre manuscrite a/s T 61493 Paris.
REGIE-PRESS, 85 bis, r. Beaumarchais, 75003 Paris.

Un organisme français de coopération recherche pour une Ecole d'ingénieurs du Bâtiment :

INGÉNIEURS
OU TITULAIRES
D'UNE MAÎTRISE
ES SCIENCES

Possédant une expérience professionnelle en entreprise ou dans l'enseignement pour assurer les enseignements de :
— physique,
— construction générale.

Ces postes sont à pourvoir à ALGER pour le 15 septembre 1979.

Le contrat établi par le Ministère des Affaires Étrangères est de 2 ans renouvelable.

Les candidatures, accompagnées d'un C.V. et d'une photo, doivent être adressées de toute urgence, à :

quatre-vingt
éducation
34, rue de Liège - 75008 PARIS
qui est chargé de la sélection des candidats

L'ÉVOLUTION

LE ROI HASSAN II DÉCLARE QU'IL NE SE RETIENRA PAS DU POUVOIR

Le roi Hassan II déclare qu'il ne se retirera pas du pouvoir. Il a déclaré cela lors d'une conférence de presse à Marrakech.

Le roi Hassan II a déclaré qu'il ne se retirera pas du pouvoir. Il a déclaré cela lors d'une conférence de presse à Marrakech.

Le roi Hassan II a déclaré qu'il ne se retirera pas du pouvoir. Il a déclaré cela lors d'une conférence de presse à Marrakech.

Le roi Hassan II a déclaré qu'il ne se retirera pas du pouvoir. Il a déclaré cela lors d'une conférence de presse à Marrakech.

Le roi Hassan II a déclaré qu'il ne se retirera pas du pouvoir. Il a déclaré cela lors d'une conférence de presse à Marrakech.

Le roi Hassan II a déclaré qu'il ne se retirera pas du pouvoir. Il a déclaré cela lors d'une conférence de presse à Marrakech.

Le roi Hassan II a déclaré qu'il ne se retirera pas du pouvoir. Il a déclaré cela lors d'une conférence de presse à Marrakech.

Le roi Hassan II a déclaré qu'il ne se retirera pas du pouvoir. Il a déclaré cela lors d'une conférence de presse à Marrakech.

Le roi Hassan II a déclaré qu'il ne se retirera pas du pouvoir. Il a déclaré cela lors d'une conférence de presse à Marrakech.

Le roi Hassan II a déclaré qu'il ne se retirera pas du pouvoir. Il a déclaré cela lors d'une conférence de presse à Marrakech.

Le roi Hassan II a déclaré qu'il ne se retirera pas du pouvoir. Il a déclaré cela lors d'une conférence de presse à Marrakech.

Le roi Hassan II a déclaré qu'il ne se retirera pas du pouvoir. Il a déclaré cela lors d'une conférence de presse à Marrakech.

Le roi Hassan II a déclaré qu'il ne se retirera pas du pouvoir. Il a déclaré cela lors d'une conférence de presse à Marrakech.

Le roi Hassan II a déclaré qu'il ne se retirera pas du pouvoir. Il a déclaré cela lors d'une conférence de presse à Marrakech.

Le roi Hassan II a déclaré qu'il ne se retirera pas du pouvoir. Il a déclaré cela lors d'une conférence de presse à Marrakech.

Le roi Hassan II a déclaré qu'il ne se retirera pas du pouvoir. Il a déclaré cela lors d'une conférence de presse à Marrakech.

Le roi Hassan II a déclaré qu'il ne se retirera pas du pouvoir. Il a déclaré cela lors d'une conférence de presse à Marrakech.

Le roi Hassan II a déclaré qu'il ne se retirera pas du pouvoir. Il a déclaré cela lors d'une conférence de presse à Marrakech.

Le roi Hassan II a déclaré qu'il ne se retirera pas du pouvoir. Il a déclaré cela lors d'une conférence de presse à Marrakech.

Le roi Hassan II a déclaré qu'il ne se retirera pas du pouvoir. Il a déclaré cela lors d'une conférence de presse à Marrakech.

Le roi Hassan II a déclaré qu'il ne se retirera pas du pouvoir. Il a déclaré cela lors d'une conférence de presse à Marrakech.

Le roi Hassan II a déclaré qu'il ne se retirera pas du pouvoir. Il a déclaré cela lors d'une conférence de presse à Marrakech.

Le roi Hassan II a déclaré qu'il ne se retirera pas du pouvoir. Il a déclaré cela lors d'une conférence de presse à Marrakech.

Le roi Hassan II a déclaré qu'il ne se retirera pas du pouvoir. Il a déclaré cela lors d'une conférence de presse à Marrakech.

Le roi Hassan II a déclaré qu'il ne se retirera pas du pouvoir. Il a déclaré cela lors d'une conférence de presse à Marrakech.

Le roi Hassan II a déclaré qu'il ne se retirera pas du pouvoir. Il a déclaré cela lors d'une conférence de presse à Marrakech.

Le roi Hassan II a déclaré qu'il ne se retirera pas du pouvoir. Il a déclaré cela lors d'une conférence de presse à Marrakech.

Le roi Hassan II a déclaré qu'il ne se retirera pas du pouvoir. Il a déclaré cela lors d'une conférence de presse à Marrakech.

Le roi Hassan II a déclaré qu'il ne se retirera pas du pouvoir. Il a déclaré cela lors d'une conférence de presse à Marrakech.

Le roi Hassan II a déclaré qu'il ne se retirera pas du pouvoir. Il a déclaré cela lors d'une conférence de presse à Marrakech.

Le roi Hassan II a déclaré qu'il ne se retirera pas du pouvoir. Il a déclaré cela lors d'une conférence de presse à Marrakech.

Le roi Hassan II a déclaré qu'il ne se retirera pas du pouvoir. Il a déclaré cela lors d'une conférence de presse à Marrakech.

Le roi Hassan II a déclaré qu'il ne se retirera pas du pouvoir. Il a déclaré cela lors d'une conférence de presse à Marrakech.

Le roi Hassan II a déclaré qu'il ne se retirera pas du pouvoir. Il a déclaré cela lors d'une conférence de presse à Marrakech.

Le roi Hassan II a déclaré qu'il ne se retirera pas du pouvoir. Il a déclaré cela lors d'une conférence de presse à Marrakech.

Le roi Hassan II a déclaré qu'il ne se retirera pas du pouvoir. Il a déclaré cela lors d'une conférence de presse à Marrakech.

Le roi Hassan II a déclaré qu'il ne se retirera pas du pouvoir. Il a déclaré cela lors d'une conférence de presse à Marrakech.

Le roi Hassan II a déclaré qu'il ne se retirera pas du pouvoir. Il a déclaré cela lors d'une conférence de presse à Marrakech.

Le roi Hassan II a déclaré qu'il ne se retirera pas du pouvoir. Il a déclaré cela lors d'une conférence de presse à Marrakech.

Le roi Hassan II a déclaré qu'il ne se retirera pas du pouvoir. Il a déclaré cela lors d'une conférence de presse à Marrakech.

L'ÉVOLUTION DE LA CRISE SAHARIENNE

AU COURS D'UNE CONFÉRENCE DE PRESSE

Le roi Hassan II déclare qu'il ne s'opposerait pas à l'arrivée au pouvoir du Polisario à Nouakchott

Fès. — Serein, beaucoup moins fatigué qu'il ne l'avait paru ces derniers temps, le roi du Maroc a mis cartes sur table et exposé son analyse sur l'évolution du conflit saharien avec une franchise inhabituelle aux chefs d'Etat. Le ton était à la Realpolitik. Cinq points ressortaient des déclarations de Hassan II.

1) Le Polisario — dont le roi a prononcé le nom à plusieurs reprises — est un « mouvement mauritanien », et, s'il prenait demain le pouvoir à Nouakchott, le Maroc, considérant qu'il s'agit là d'une « affaire intérieure », n'interviendrait pas.

2) Le royaume est prêt, quant à lui, à défendre ses frontières « jusqu'au bout », mais il n'a, désormais, plus de revendication territoriale : la question des enclaves espagnoles devrait se résoudre « sans qu'on se fâche », et, surtout, un accord existe avec l'Algérie sur Tindouf et le tracé de la frontière saharienne, qui sera ratifié aussitôt que le climat général des relations avec Alger le permettra.

3) Si l'Algérie espérait, à travers ce conflit, gagner des « fenêtres » sur l'Atlantique, elle peut maintenant les obtenir de la Mauritanie.

4) Si une guerre éclatait entre le Maroc et l'Algérie, les deux pays en sortiraient à l'épave, car le seul véritable gagnant serait Tripoli.

5) Les chances de conclure un accord avec Alger « existent » et sont « peut-être même plus grandes » aujourd'hui qu'hier. La guerre ou la paix ? « Je pense pouvoir vous éclairer d'ici un mois et demi au maximum », a répondu le roi.

Ouvrant sa conférence de presse, Hassan II a tout d'abord rappelé que, depuis l'accord signé avec Madrid en 1966, « c'était toujours » par la voie juridique que le Maroc s'était fait restituer, étape par étape, ces territoires par l'Espagne. Brossant le long historique de ce « cheminement », il en voit l'aboutissement dans le rattachement du Tiris-El-Gharbia au royaume : « En allant à Dakhla, le Maroc a défendu la légalité », dit-il, en qualifiant l'accord d'Alger entre la Mauritanie et le Polisario de « papier signé à l'issue d'un pique-nique ».

A l'appui de sa thèse, le roi rappelle l'avis rendu par la Cour internationale de La Haye, qui avait estimé que le Sahara n'était pas un « bien sans maître », une « terra

De notre envoyé spécial

« nullius », que des liens d'allégeance unissaient au Maroc et que s'il y avait, à l'époque, conflit entre Rabat et Madrid, il n'y en avait pas entre Nouakchott et Madrid. Or poursuit le roi, « l'accord d'Alger allait faire du Rio de Oro une terra nullius car on allait remettre un territoire à quelqu'un qui n'existe pas : le Polisario (...). Cela, le Maroc ne pouvait pas l'accepter (...). Juridiquement, nous estimons que le papier signé à Alger n'engage que ses signataires ».

Le roi pense, en outre, que : « La façon dont les Mauritanais ont quitté le Tiris-El-Gharbia n'est pas une décolonisation », et que l'application de leur accord avec le Polisario aurait violé les résolutions de l'ONU, prévoyant la consultation des habitants du Sahara. « Jamais le droit et la volonté des populations n'avaient été aussi gravement bafoués », a-t-il dit avant d'ajouter, évoquant la « volonté spontanée exprimée par les gens de Dakhla » : « Nous avons pris nos responsabilités et, de ce fait, nous considérons que les populations ont été consultées ».

A partir de cette position — de droit ou de force suivant les points de vue — Hassan II trace, en répondant aux questions, le cadre d'un éventuel retour à la paix dans le Nord-Ouest africain, tel qu'il l'envisage.

D'abord le point-de : « Si la Mauritanie était atterrie, nous la défendrions, sauf contre le Polisario (...). J'ai conseillé aux populations mauritanaises, qui se nomment Polisario, ou bien de prendre le pouvoir chez elles, ou bien d'aller reconstruire leur pays (...). On peut reconnaître les Algériens d'avoir réconcilié des frères, le Polisario et la Mauritanie. C'est une affaire intérieure ».

Le roi évoque ensuite le péril que constituerait pour Rabat et Alger une guerre les opposant et dont « La Libye serait heureuse, car Kadhafi voudrait prendre le leadership dans la région ».

A propos de la frontière avec l'Algérie au Sahara, il observe : « L'accord est signé. Il l'a été en juin 1972. Je ne vois rien de ce qui a été signé par mon ministre des affaires étrangères ».

Les chances d'un accord avec l'Algérie : « Peut-être le président Châdli attend-il d'avoir les coudees

plus franches, mais ses chances ne sont pas nulles. Je dirai peut-être quelques mots plus grandes. L'accord d'Alger n'a pas encore dit tout ce qu'il avait à dire ».

Sur les intentions d'Alger, le roi formule deux hypothèses : « La Mauritanie allait signer à Tripoli avec le Polisario, c'était pour cela que les Algériens ont voulu que l'importation quel accord fut signé pour qu'il le fût à Alger ».

Par ailleurs, il y avait peut-être dans cette attitude « une façon de dire : le roi pas de revendication territoriale, mais j'ai aussi un droit d'accès à la mer ». Alger peut maintenant exercer ce droit « par la Mauritanie », à travers ses amis du Polisario, comme Hassan II. Dans le domaine diplomatique, c'est surtout la violente charge de Hassan II contre les conditions dans lesquelles Rabat a été mis en minorité au dernier sommet de Monrovia qui retient l'attention. Parant d'une « conférence anti-ém », le roi a annoncé que tout en abandonnant pas son siège à l'organisation p.-a. africaine, il « resterait peut-être absent quelque temps ».

Sans apparemment se soucier de la dégradation de la position internationale du Maroc dans la crise saharienne, Hassan II a implicitement proposé à l'Algérie, au nom du réalisme, une sorte de marché. On pourrait résumer l'offre en une phrase : laissez-nous en paix à l'intérieur de nos frontières, et nous vous laisserons agir à votre guise en Mauritanie, par Polisario interposé.

Mais reste à savoir, d'une part, ce qui pourrait pousser l'Algérie à répondre positivement, alors que sa position diplomatique a été si fortement renforcée, et d'autre part, si le roi croit réellement de son côté, que son marché pourrait intéresser Alger. Le sombre tableau qu'il a fait des conflits, selon lui, très probables, que provoquerait entre les différentes ethnies mauritanaises, le « retour » du Polisario à Nouakchott, laisse penser le contraire.

On peut se demander, dans ces conditions, si la politique du roi du Maroc ne consiste pas à tenter de susciter ou d'attiser les divisions au sein du Front, et d'enfoncer un coin entre l'Algérie et le mouvement sahraoui.

BERNARD GUETTA.

(Mardi 21 août.)

Dans les « bases arrière » du Polisario près de Tindouf

« Le vent marocain ne peut pas nous atteindre »

De notre envoyé spécial

Région de Tindouf. — « Le vent marocain ne peut pas nous atteindre ». Ici, parmi d'autres chefs de tribus dans la grande tente de cérémonie, la vieille dignitaire sahraoui sourit entre deux gorgées de thé vert. Il ne dira rien d'autre que cette phrase énigmatique. Sa sentence — et son sourire — peut pourtant illustrer l'attitude, ces derniers jours, de tous ceux qui composent les « bases arrière » du Front Polisario en territoire algérien, habitants des camps de réfugiés, combattants, responsables politiques... A en croire les Sahraouis, il n'y aurait « rien de nouveau ». L'occupation de Dakhla par les Marocains ? Un simple épisode, alors que « l'armée de Hassan II est installée en territoire sahraoui depuis 1975 ». Les revendications territoriales du monarque, alors que ? « Folle expansionnisme » opposée au « droit légitime » du peuple sahraoui. Les menaces marocaines d'un conflit ouvert ? Une simple « provocation ».

Rien, en apparence, ne semble pouvoir troubler la sérénité du Front. Même les réjouissances organisées, jeudi 16 août, en l'honneur de M. Stefan Solaz, président de la sous-commission des affaires africaines du Congrès américain, qui achevait à Tindouf une tournée des pays concernés par le conflit du Sahara occidental (le Monde daté 19-20 août), ne sont en rien, aux yeux du Polisario, une réplique aux cérémonies marocaines de Dakhla.

Si le Front mobilise ses forces, il se garde bien de le montrer dans la « concession » qu'il occupe en territoire algérien. Aucun mouvement de troupes n'est visible. « Tous nos combattants sont dans les territoires libérés », explique un jeune officier. Le visiteur ne trouve dans la hamma recueillie du désert aucun des signes annonçant une quelconque mise en état d'alerte. Passé le dernier poste algérien, le « territoire » du Front se compose de camps, de dépôts d'eau ou de carburant, d'un hôpital de campagne et de bâtiments administratifs.

« Nous sommes ici, dit un « conseiller du gouvernement », parce que la population sahraoui, ayant l'impression maro-

ran s'élèverait à « plus de deux cents morts ».

Le Front Polisario affirme qu'il n'envisage pas de s'appuyer sur l'éventuelle lassitude de l'armée marocaine. Officiellement, « nul n'a intérêt à chercher à renverser le roi ». « Nous-mêmes », explique M. Béchir Mahmoud Sayed, secrétaire général adjoint du Front, cherchons à trouver un terrain d'entente avec lui. Nous n'avons jamais envisagé non plus une victoire militaire totale. Nous faisons la guerre pour contraindre le roi à accepter un règlement politique du conflit ».

En revanche, les sourires des hommes du désert disparaissent lorsqu'on évoque le comportement mauritanien, à la suite de l'occupation d'Alger. Cette fois, la réponse est donnée avec précision : « Notre amie la Mauritanie est une autruche qui se trouble dès qu'elle se sent inquiétée », estime M. Sayed. Nouakchott n'aurait pas, selon le secrétaire général adjoint du Front, respecté les clauses secrètes contenues dans l'accord signé le 5 août : les Mauritanais n'auraient pas tenu leur promesse de maintenir une présence provisoire dans le Tiris-El-Gharbia, le temps de mener sur pied l'organisation des conditions d'un règlement politique généralisé auquel le Maroc aurait été associé.

Les Sahraouis n'en font pas mystère : ils auraient souhaité que les Mauritanais jouent en quelque sorte un rôle tampon dans cette région du Sahara occidental. « Or, explique un combattant, ils ont fui, laissant nos populations aux mains des Marocains, alors qu'ils devaient connaître le risque d'un coup de poker de la part de Hassan II ».

L'ombre de la colère est passée et nos interlocuteurs retournent à leurs silences tactiques. Le Front frappe-t-il vraiment au Sud-Marocain, comme il l'a annoncé ? Cherchons-t-il l'épreuve de force ? Mystère. « Notre mouvement de libération a l'intention de le faire, répète-t-on sous la tente quand le soir tombe sur le désert. Nous ne sommes pas impatients ».

PHILIPPE BOGGIO.

(Mardi 21 août.)

Nigéria

L'élection de M. Shagari à la présidence est contestée par ses adversaires

M. Alhaji Shehu Shagari, dirigeant du parti national du Nigéria (N.P.N.), a été officiellement proclamé chef de l'Etat le jeudi 16 août, à Lagos. Les résultats du scrutin du 11 août, cependant, sont contestés par ses quatre adversaires du vainqueur. M. Shagari doit prendre ses fonctions le 1^{er} octobre, mettant ainsi fin à treize années de régime militaire.

Une lacune de la loi électorale nigériane risque de ternir la victoire de M. Shagari au scrutin du 11 août. Avec environ 5,7 millions de voix, sur les 16,8 millions de suffrages exprimés (1), il devance pourtant sensiblement ses quatre rivaux, et d'abord le principal d'entre eux, le « chef » Obafemi Awolowo, leader du parti uni du Nigéria (U.P.N.), qui a obtenu 4,9 millions de voix. Mais les textes prévoient que, pour être proclamé président, il faut avoir obtenu au moins 25 % des suffrages dans « le tiers au moins des dix-neuf Etats de la Fédération ». Or M. Shagari n'a obtenu cette majorité du quart que dans douze Etats (et un peu plus de 20 % dans un treizième, celui de Kano).

Les adversaires de M. Shagari exigent donc que soit mis en route le mécanisme du second tour — une élection par les parlementaires des Assemblées d'Etat. La commission électorale fédérale, pourtant, a retenu l'interprétation favorable à M. Shagari qu'elle a proclamée élu, tandis que ses adversaires, fulminant contre une « mathématique politique fautive », ont annoncé qu'ils allaient se pourvoir devant les tribunaux.

Agé de cinquante-quatre ans, le nouvel élu était considéré comme le plus conservateur des cinq candidats. Bien que le programme du N.P.N. défende une « économie

(1) Il y a environ quarante-huit millions d'électeurs au Nigéria. Le scrutin du 11 août était le dernier d'une série de quatre élections organisées par les militaires pour permettre le retour à un régime civil.

(Samedi 18 août.)

Empire Centrafricain

La confirmation des tueries d'enfants conduit Paris à réduire son aide à Bokassa 1^{er}

La « mission de constatation » que les participants à la conférence franco-africaine de Kigali ont chargée, en mai dernier, d'enquêter à Bangui sur les massacres d'enfants centrafricains perpétrés par la police et par l'armée de l'empereur Bokassa 1^{er}, a rendu public son rapport le jeudi 16 août, à Dakar. Ce texte conclut à la participation personnelle « quasi certaine » de l'empereur dans une répression

qui a fait « entre cinquante et deux cents morts ».

La France, qui avait décidé d'attendre la publication du rapport pour déterminer son attitude à l'égard du régime centrafricain, a annoncé la suppression de toute l'assistance technique qu'elle accorde à Bangui, à l'exception de celle qui porte sur les services de santé, la fourniture de vivres et l'éducation, afin de ne pas porter préjudice

aux populations. Les subventions budgétaires sont également supprimées. La suspension de l'aide militaire, au demeurant faible, avait été décidée en mai dernier.

A Bangui, M. Mamba Garaboum, conseiller juridique de l'empereur, a déclaré que le rapport de la mission d'enquête « a donné aucune preuve formelle » de la participation de Bokassa 1^{er} aux massacres.

UN DÉFI RELEVÉ

Rompant avec la tradition bien établie des missions d'enquête, qui sont le plus souvent destinées à étouffer les scandales par trop gênants, les cinq magistrats africains dépêchés à Bangui par les chefs d'Etat réunis à la conférence de Kigali ont rédigé un rapport d'une accablante précision. On connaissait déjà les conditions atroces dans lesquelles la police et l'armée centrafricaines ont massacré, au début de l'année, au moins une centaine d'enfants. La participation personnelle de Bokassa 1^{er} à la tuerie était également incontestable.

Joint par la S.A.P., le Monde. Cédant : Jacques Favre, directeur de la publication. Jacques Garaboum.

Imprimerie du « Monde » 1975

Reproduction interdite de tous extraits, sauf accord avec l'administration.

Commission paritaire des journaux et publications n° 57480.

Du 16 au 22 août 1979

Sélection hebdomadaire du journal « Le Monde »

ETATS-UNIS A L'ONU
pour indispensable

AFGHANISTAN

Les tribus contre Marx

ASIE

II. — L'« internationalisme prolétarien » sans prolétaires

De notre envoyé spécial JEAN DE LA GUÉRIÈRE

Au pouvoir depuis avril 1978, le régime soviétique de Kaboul est confronté à une rébellion dont l'action s'est beaucoup développée depuis un mois. Après avoir fait le point sur la situation militaire (notre précédent numéro), notre envoyé spécial expose dans quel milieu social et culturel le gouvernement a voulu promouvoir la révolution. Il évoque les luttes pour le pouvoir politique et décrit la répression.

Kaboul. — « Vite l'internationalisme prolétarien », lit-on sur de grandes pancartes rouges, en russe et en anglais, accrochées à la tour de l'aéroport. Ce n'est pas seulement un égard pour les passagers soviétiques. M. Taraki, chef de l'Etat, a pris la chose, la lettre en déclarant fin juillet : « Les travailleurs du Panchajab du Sindh (provinces du Pakistan) ont eu aussi le droit de défendre notre révolution parce que celle-ci appartient à tous les prolétaires du monde ».

Le problème est qu'il faut trouver des prolétaires dans une population à 95 % agricole. Tout n'est pas mauvais dans le programme des révolutionnaires, mais ils ont voulu l'appliquer trop vite et trop brutalement à une société qui n'était pas préparée pour cela.

Une des premières mesures fut la réforme agraire, consistant à distribuer, en pleine propriété, un lopin de terre à quelque deux cent quarante mille familles. Il a fallu « suspendre » l'opération en raison de ses résultats désastreux. Sentant venir les choses, les anciens propriétaires n'avaient pas fait faire d'ensemencement l'année dernière. L'usage était, dans un milieu où les rapports sociaux sont fortement personnalisés, qu'ils fournissent à leurs métayers engrais, semences et instruments aratoires. Privés de ces moyens, ceux-ci ne pouvaient fournir un gouvernement auquel manquaient les ressources constitutives par l'impôt sur les gros propriétaires, les impôts étant obtenus de bonnes récoltes. L'Inde et l'URSS, vont combler le déficit en céréales. A cela s'ajoute le fait que certains propriétaires ont fait passer leurs métayers que le régime de

Kaboul était fragile et qu'il pourrait y avoir un retour de bâton. Très vite aussi, le gouvernement a voulu modifier la condition des femmes. Le « prix de la femme » qui devait verser à la famille de celle-ci le cadeau au mariage a été considérablement diminué. Non seulement l'enseignement primaire est devenu obligatoire pour les filles, mais les femmes mariées ont été invitées à suivre des cours spéciaux. Cela a suscité la colère des chieftes de l'Azarajat, dans le Centre, appelés à la révolte par un clergé aussi réactionnaire que celui d'Iran. Bamyan a été le théâtre de véritables exactions punitives de la part de mariés venus « représenter leur femme » à l'école. Militants nationalistes du Khalq dans les campagnes, des instituteurs ont été sauvagement assassinés.

L'émancipation des femmes a été présentée comme une atteinte aux principes de l'islam tant chez les chieftes minoritaires mais actifs — que chez les sunnites. Personne n'a cru à la sincérité des dirigeants de Kaboul quand ils se sont rendus à la mosquée au début du ramadan. Marxistes déclarés, ils ont pris une mesure révélatrice, et fort mal accueillie, en remplaçant

l'ancien drapeau afghan, sur lequel il y avait le vert de l'islam, par un drapeau rouge. Malgré les demandes des chefs coutumiers, ils ont refusé de transformer la « République démocratique d'Afghanistan » en République islamique. Sunnites, les Pashtouns, qui constituent 40 % de la population, dans les régions situées au sud de l'Hindou-Kouch, se sont soulevés pour des raisons religieuses et politiques. « La tribu pashtoun est divisée en clans, lesquels se composent de plusieurs familles, écrit en 1976 un spécialiste de l'Afghanistan (1). A la tête de chaque clan un mâle est choisi par les familles. Un chef de tribu ou khan est élu par les mâles. Aujourd'hui, dans les campagnes contrôlées par l'administration centrale, le chef de village pashtoun a droit au titre de « pacha », le nouveau ministre de la culture a été nommé à caractère féodal, est un prolongement de la vieille institution tribale : le « daryah ». Est pashtoun celui qui est en respectant l'institution de la « daryah » et les grands principes du code tribal, le pashtunwali. » C'est cette société tribale que les révolutionnaires ont voulu modifier en intervenant à tous les niveaux de la vie sociale.

Le pouvoir pashtoun

Considérant les dirigeants de Kaboul comme des renégats, les Pashtouns ne sont nullement apaisés par le fait que ceux-ci appartiennent à la même ethnie qu'eux. Dans le nouveau gouvernement formé fin juillet, tous les ministres sont pashtouns à l'exception du ministre des Finances, un Hazara. A l'origine, le pouvoir révolutionnaire s'appuyait sur deux mouvements, le Khalq et le Parcham. Ce dernier avait une base populaire importante. L'équipe dirigeante restait-elle aussi soudée qu'autrefois après tous les échecs enregistrés ? Le jeu favori des diplomates de Kaboul est d'échanger des arguments pour savoir qui, de

M. Taraki, chef de l'Etat, « grand leader du peuple », et de M. Amin, premier ministre, responsable du « politburo », dirige effectivement le pays et bénéficie de la confiance des Soviétiques. Ce jeu nous paraît vain dans la mesure où le régime s'entoure d'un épais mystère. Lors du remaniement de juillet, le nouveau ministre de la Santé mis en place a été l'ambassadeur de l'Afghanistan en France, qui avait remis ses lettres de créance quelques jours plus tôt.

Ayant pris le ministère de la Défense, confié auparavant au colonel Aslam Watanjar, devenu ministre de l'Intérieur, M. Taraki a choisi M. Shah Wali pour le remplacer aux affaires étrangères. Ce remaniement s'expliquait apparemment par les doutes de M. Amin quant à l'aptitude du colonel Aslam Watanjar à renforcer le contrôle de l'armée. M. Amin semble plus particulièrement chargé des hautes besoi-

gues du régime en matière de répression, alors que M. Taraki fait figure de « penseur ». Le « grand leader » multiplie les discours à l'usage des quelques « anciens » que les Kaljé ramassent dans les villages et conduisent à Kaboul pour un simulacre de serment d'allégeance à la révolution. Il arrive que la première page du *Kaboul Times* soit rigoureusement la même plusieurs jours de suite : à gauche, sur la moitié de la page, la photo du « grand leader », à droite celle d'une assemblée d'« anciens » que personne ne connaît et qui applaudissent cette mise en scène, qui ne trompe personne visé à montrer

que le régime a le soutien de toutes les provinces, représentées en principe par leurs chefs coutumiers. Les membres du Parcham étaient tout aussi marxistes que ceux du Khalq (la plupart des ministres parchams qui ont été écartés du pouvoir se sont réfugiés en Europe de l'Est), mais ils estimaient nécessaire de procéder par étapes, ayant conscience de la complexité du corps social qu'ils voulaient transformer. Ils avaient le soutien d'un grand nombre de fonctionnaires. Leur élimination laisse le Khalq de plus en plus isolé devant la multitude des périls.

Une répression féroce

Face au danger, le Khalq réagit non pas par la recherche de compromis mais par une répression féroce pesant surtout sur les adversaires actifs qu'il intimide par la terreur une population hostile.

Un étranger qui nous reçoit chez lui, dans un quartier résidentiel de Kaboul, nous dit : « Il y a dans cette ville plusieurs maisons d'apparence banale où l'on torture. L'une d'elles se trouve en face d'un hôtel. Il m'est arrivé d'entendre les hurlements des gens soumis à la question. J'en vois aussi sortir élopés. Ceux-là ont eu une chance relative. Ils ont été relâchés. Les autres, qui ne savaient rien, Très souvent il s'agit simplement de pauvres bougres dénoncés par des voisins malveillants. Les personnes ne sont nullement punies de remettre ainsi en liberté des gens soumis à la marque de supplices. Il se dit sans doute que cela sert d'exemple pour les fondeurs. »

Plusieurs « centres de tri » existent à Kaboul et dans la région pour les personnes arrêtées. Les plus malchanceuses sont dirigées par la sûreté prison de Foll-Charbi, à une dizaine de kilomètres de Kaboul, sur la route du Pakistan. Conque pour six mille personnes, cette prison en contient actuellement plus du double. Selon le département d'Etat américain, trois mille prisonniers ont été exécutés depuis avril 1978 et, depuis le printemps, il arrive que les pelotons d'exécution fusillent trente personnes par nuit. « C'est que main-

tenant il faut sans doute faire de la place dans la prison », note avec quelque cynisme un diplomate occidental.

Il y a en fait plusieurs sections dans l'univers concentrationnaire de Foll-Charbi. La première est réservée aux membres du Parcham, souvent très jeunes. « Il semble qu'il s'agisse plutôt d'un camp de rééducation », a-t-on dit de la deuxième, le père d'un détenu. Les prisonniers ne sont pas maltraités. Ils peuvent faire du sport. On s'emploie à leur donner une perspective d'avenir. Le Khalq peut mener à bien la révolution. En général ces « rééducés » peuvent communiquer avec leur famille et plusieurs centaines d'entre eux ont été libérés après quelques mois de « cours » en milieu carcéral.

Une seconde section est destinée aux « capitalistes » — propriétaires fonciers, commerçants — arrêtés pour la plupart dans les semaines qui suivirent le coup d'Etat d'avril 1978. Il n'est guère d'étrangers dans cette maison à Kaboul dont le propriétaire ne soit pas en prison ou n'y ait pas un membre de sa famille. Arrêtés généralement la nuit, pendant la nuit, ils ont une maison à leur disposition. Ils peuvent communiquer avec leurs parents. Certains parviennent cependant à glisser un petit billet dans le litige sale que les familles sont autorisées à venir échanger contre des vêtements propres le vendredi. Ce jour-là, les familles sont libérées.

(1) M. Jean-Charles Blanc, l'Afghanistan et ses populations, édition du Centre de Recherches de l'Université de la Sorbonne.

plusieurs centaines de personnes se pressent devant la prison, mais sans jamais être autorisées à voir leurs fils ou maris. Parfois, les gardiens indiquent qu'il n'y a plus de linge sale à prendre, en faisant comprendre que le détenu est mort. Néanmoins, il semble que les exécutions, pour cette catégorie de prisonniers, ne soient pas les plus nombreuses. Certains détenus ont été relâchés à près d'être passés devant une commission qui les a interrogés sur leurs activités sous l'ancien régime.

En revanche, selon les témoignages de prisonniers libérés et de quelques gardiens, l'ancien régime dans les sections où sont entassés les religieux et les militaires suspects. Plusieurs centaines de mollahs — fanatiques et eux-mêmes responsables de l'assassinat d'innocents fonctionnaires en mission dans les provinces — ont été passés par les armes après avoir longtemps cru à leur inviolabilité sous cette catégorie.

Vivant non sans raison, dans la hantise d'un puits, MM. Taraki et Amin épurent constamment l'armée. Des milliers de soldats, sous-officiers ou officiers sont incarcérés sur le simple soupçon de trahison à l'égard du régime. D'autres avaient participé à des mutineries dans les garnisons de province. D'autres enfin, étaient considérés comme des « anciens » d'avoir pu rejoindre le régime où se trouvent plusieurs dizaines de milliers de déserteurs.

Pour ceux-là, la mort sans jugement est de rigueur. Les prisonniers polygones volés de la prison ils sont fusillés entièrement nus, debout devant la fosse commune. Mais même dans la prison, l'armée n'est pas sûre. Il y a dix mois, quelques dizaines de militaires conduits devant le peloton d'exécution ont été persuadés que leurs gardes qu'ils se rendaient complices d'un crime contre les valeurs traditionnelles afghanes. Munis des armes des hommes qu'ils avaient retournés, ils exigèrent certains quartiers de la prison. L'affrontement fit plusieurs dizaines de morts et certains prisonniers militaires parvinrent à prendre la fuite. Ces compléments — souvent notées de longue date dans le secret, parfois spontanées — entre militaires et civils sont profondément religieuses expliquent que tout peut arriver, même à Kaboul.

(Jeudi 9 août.)

III. — Le « non-alignement » sans l'indépendance

Kaboul. — Avant d'accéder à l'étage où le premier ministre, M. Amin, va nous recevoir — avec le correspondant de l'A.P. — à Islamabad et trois autres journalistes, allemand, indien et pakistanais — soumis à une fouille corporelle minutieuse par les gardes du régime — le premier ministre quitte son bureau, sur lequel trône un médaillon de Lénine, et s'assoit à une table autour de laquelle ont déjà pris place quatre journalistes soviétiques dans deux dispensaires de la fouille. Derrière nous sont assis quelques personnages, présents en principe pour consigner par écrit les propos de M. Amin, mais qui sont en fait des magnétographes. Manifestement, la confiance ne règne pas, fût-ce à l'égard de journalistes dont le numéro du régime se déclare persuadé qu'ils sont « hostiles », après un petit exposé sur la nécessité d'une information « objective ».

Assis à côté de M. Amin, nous songeons que cet homme à l'aspect de bourgeois tranquille, costume bien à plat, cravate malgré la chaleur — même une vie bien dangereuse (quand il sortira de la résidence où il nous reçoit, les soldats, balotés de pistolets sur les poignets, feront évacuer les trottoirs par crainte d'un attentat). Très vite, il est clair que l'interview n'est qu'un prétexte pour répéter tout ce

qu'on peut lire dans la presse officielle. Les questions précises sur les exécutions, l'ampleur de la rébellion, sont évacuées. Les journalistes soviétiques d'ailleurs là pour occuper le terrain et poser des questions « constructives » sur le plan économique et la production agricole. L'équipe dirigeante de Kaboul est d'ailleurs d'accord avec nous sur ce point. M. Amin, qui

lui répond dans la même langue. Le régime, explique le premier ministre, ne travaille que pour le bien du peuple, qui lui est « favorable ». Le régime est « favorable » à la classe des travailleurs ». A l'écoute de ce « discours de dévotion », on ne peut s'empêcher de constater la sincérité de celui qui le tient.

Cent Mig à Kandahar

Parmi les pays que la presse accuse de soutenir les « brigands » opérant en Afghanistan à partir de l'étranger, il y a l'Egypte, la Chine, les Etats-Unis, l'Arabie Saoudite, et surtout l'Iran et le Pakistan. M. Amin a des mots particulièrement durs, et pas toujours d'accusés de fondement, contre « les leaders fanatiques de l'Iran, qui se servent de la religion à des fins politiques ». En revanche, quand il parle du soutien apporté « aux criminels appelés réfugiés politiques », il s'agit au Pakistan. Il n'accuse pas nommément le gouvernement d'Islamabad mais les « milieux réactionnaires » pakistanais.

L'Afghanistan, qui reçoit une importante aide militaire soviétique, a-t-il l'intention d'adhérer au pacte de Varsovie ? demandons-nous à M. Amin. Réponse : « Nous faisons partie du mouvement des non-alignés. Le président Taraki se rendra en per-

sonne au prochain sommet de La Havane pour déjouer les complots de l'impérialisme. C'est la raison pour laquelle nous ne pouvons pas nous intégrer à quelques bloc militaires que ce soit. »

Mais que pourrait ajouter une adhésion formelle ? L'Afghanistan est totalement dépendant de l'URSS dans la mesure où le régime ne se maintient que grâce à son aide militaire en matériel et en hommes. Ce sont des pilotes soviétiques pour la plupart qui ont réduit, le 5 août, la municipalité de Kaboul. Ce sont des avions venus d'URSS, et pourtant souvent l'uniforme de base de Bagram pour des millions de bombardement sur la frontière pakistanaise. A Kandahar, un voyageur digne de foi vient de compter, alignés, cent Mig. Ce sont aussi des fantassins soviétiques qui tombent, de plus en plus nombreux, dans des embuscades dont ils sortent parfois atrocement mutilés, nez et oreilles coupés. En contrepartie, les gouverneurs afghans des provinces ont des « doubles » soviétiques qui exercent en fait l'autorité à leur place. Des industries étrangères, en misère dans le Nord, racontent que pour mener à bien certaines affaires il faut s'adresser à des officiers supérieurs soviétiques.

On entend souvent dire que les Soviétiques se sont courbés en Afghanistan comme les Américains le firent au Vietnam et qu'ils y rencontrent les mêmes difficultés. On assure aussi, dans les milieux diplomatiques de Kaboul, qu'ils cherchent une porte de sortie, conscients que leurs soldats engagés en Afghanistan ont un moral de plus en plus bas. Il nous semble cependant hautement spéculatif d'affirmer, comme nous l'avons entendu, que le Kremlin est déjà sensible à « mécontentement de l'opinion » à cause des morts ramenés en URSS. L'opinion en URSS n'a sans doute pas le même poids

que celle du peuple américain pendant la guerre du Vietnam. Moscou, avant de découvrir peut-être que tout est perdu, bénéficie dans l'immédiat des difficultés du régime de Kaboul. Il ne remettra chaque jour davantage à ses alliés. En raison de la révolution de l'Iran, les Soviétiques ont encore plus de raisons de vouloir contrôler l'Afghanistan. Au moment de l'installation du gouvernement révolutionnaire, la victoire de la rébellion serait certainement remportée au bénéfice des religieux de l'Iran et du Pakistan.

Les rebelles les plus nombreux et les plus efficaces tiennent les régions du Pakistan où ils disposent de bases arrière. Ce sont aussi les plus nus. Mais des milices opèrent également près de la frontière iranienne. Cette région est aussi le théâtre de petites batailles entre les deux camps. Les rebelles des paysans armés qui font passer clandestinement leurs troupeaux de moutons en Iran où ils en obtiennent un meilleur prix.

En juin, un dignitaire religieux afghan a déclaré à l'A.P. à Téhéran que la rébellion entend renverser le président Taraki « avant l'hiver ». Selon ce religieux chiste, au moins six formations musulmanes — sunnites et chistes — sont engagées dans la lutte : le parti islamique, la Ligue islamique, le Mouvement islamique, le Front de libération afghan, le Raad (clair) et le Nasr (victoire).

Malgré leur infatigable à l'URSS, MM. Taraki et Amin continuent à rechercher l'aide étrangère condition qu'elle ne soit pas « liée ». Ces deux dirigeants ont des idées assez élevées depuis un an à 120 millions de dollars : 50 millions venant de la Banque mondiale, 30 millions de la Banque asiatique de développement (BAD) et la plus grande partie du reste du fonds de Kowett et d'Abou-Dhabi pour les pays en voie de développement. Il est fort possible que la Banque mondiale réduise ses engagements, sous la pression des Etats-Unis. Bien qu'elle soit accusée de complaisance avec les rebelles, l'Arabie Saoudite, apparemment soucieuse de ne pas jeter totalement Kaboul dans le camp soviétique, fournit des fonds par l'intermédiaire de la Banque islamique de développement, dont elle est le principal actionnaire, avec les pays du Golfe. Cette banque a promis un crédit de 9 millions de

dollars pour la création d'une station terrestre de communications par satellite, dont l'Afghanistan a bien besoin. Mais, dans les pays occidentaux, la R.F.A. fournit encore quelques dons, mais elle a pris une décision politique en rappelant ses instructeurs qui forment les cadets de l'école de police, notamment dans le domaine des transmissions. Certains Allemands estiment que c'était là « un investissement particulièrement rentable ».

La France ne fait aucun don à Kaboul mais n'a pas à se plaindre du régime révolutionnaire sur le plan des affaires. Sous le règne et le président Daoud, la coopération culturelle était très appréciée par les élites francophones, alors nommées. Mais celles-ci préféraient passer leur commande chez les Allemands ou les Américains. M. Amin va plus de même aujourd'hui. « Je crois que nous bénéficions de la présence des Soviétiques. Ceux-ci n'aiment pas les Allemands et ont l'habitude de travailler avec nous dans leurs pays », nous dit, avec quelque candeur, le représentant d'une firme française.

L'Afghanistan va donc acheter plusieurs dizaines de camions Berliet, payés avec les fonds de la BAD et de la Banque mondiale. La France va fournir tout le matériel médical d'un hôpital construit à Mazar-i-Sharif. Elle est chargée de tous les travaux d'agrandissement de la sucrerie de Baghjan. Elle pourrait se voir confier l'installation d'un réseau de télévision dans le Sud, et la fourniture de matériel de chauffage solaire pour un ensemble d'immeubles populaires en construction à Kaboul. Elle fournit l'entretien de l'armée afghane et, avec d'autres pays occidentaux, équipe les nouveaux bâtiments du quartier de Durr Laman, où les dirigeants se font construire de très luxueuses résidences entourées de 400 logements réservés à des officiers et sous-officiers au loyalisme assuré, ce qui renforcera la sécurité de M. Taraki, de ses ministres et de leurs hôtes officiels.

Une soixantaine de cadres et techniciens français sont attendus, d'ici à octobre, pour la réalisation des projets en cours, nous dit le conseiller commercial de France, sans dissimuler que les entreprises devront offrir des salaires élevés pour trouver des volontaires. Actuellement cent cinquante Français — hommes, femmes et enfants — vivent en Afghanistan. Outre les diplomates, il s'agit de professeurs, de

quelques médecins, des membres de la mission de géologie et de la D.A.F. (Délegation archéologique française en Afghanistan) dont les activités paraissent compromises par l'insécurité dans les provinces. Fin juillet, les diplomates occidentaux se sont précipités et ont estimé que dans l'immédiat il n'y avait pas lieu d'interdire les Américains. Le 23 juillet, ceux-ci avaient décidé l'évacuation progressive des familles, qui a débuté, la femme du chargé d'affaires en tête. « La décision des Américains est essentiellement politique, dit-on dans les milieux diplomatiques de Kaboul. Ils ont voulu mettre M. Taraki dans l'embarras en soulignant l'insécurité régnant dans son pays. » Un fonctionnaire international nous dit de son côté : « Les Etats-Unis savent qu'ils ne peuvent plus rien faire ici. Ils n'ont rien à perdre en partant ; mais ils se disent peut-être que cela leur permettrait de faire un retour en force un jour, puisque leur attitude est appréciée par les observateurs du régime. »

Washington soutient cependant que seules des raisons de sécurité ont été prises en considération. Si l'aéroport de Kaboul (où ne se pose d'ailleurs aucun avion de compagnie aérienne occidentale) est fermé en raison de combats dans la capitale, la seule voie d'évacuation sera la route vers le Pakistan, déjà peu sûre. En mettant en garde le 3 août, Moscou contre ses interventions croissantes « dans les problèmes intérieurs de l'Afghanistan », les Etats-Unis semblaient s'attendre à de nouveaux troubles dans ce pays. Sans attribuer la tentative de coup d'Etat du 5 août aux Américains, celle-ci montre du moins qu'ils ne se trompaient pas en pensant que les révolutionnaires afghans auraient de plus en plus besoin de leur tuteur soviétique.

P.N.

(Vendredi 10 août.)

Le Monde

WEEKLY ENGLISH SECTION

Nous rappelons à nos lecteurs que la sélection hebdomadaire du Monde en langue anglaise est insérée dans le Guardian Weekly et vendue par abonnement dans tous les pays.

EXTRAIT DU TARIF

(Abonnement d'un an)

Voie normale	155 F
Voie aérienne :	
● Europe, Malte, Gibraltar, Chypre	160 F
● Moyen-Orient, Afrique du Nord	170 F
● Amérique, Canada, Afrique, Inde, Pakistan, Sri-Lanka, Hongkong, Malaisie, Antilles	175 F
● Extrême-Orient	185 F

SERVICE DES ABONNEMENTS
5, rue des Minimes, 75012 Paris - Cédex 09 - C.C.P. 4297-23 Paris
« Weekly English Section » — « Le Monde »

Du 16 au 22 août 1979

Sélection hebdomadaire du journal « Le Monde »

BOURSE DE PARIS

SEMAINE DU 13 AU 17 AOUT

EFFRITEMENT DES VALEURS FRANÇAISES

L'ANNEE en cours a beau être exceptionnelle sur le plan des affaires à la Bourse de Paris, la cote ne veut pas être respectée. En quatre séances — le marché était clos pour l'Assomption — moins de 300 millions de francs d'actions ont été échangées à terme (françaises et étrangères). Est-ce dû à la faiblesse de l'activité ? En tout cas, pour la première fois depuis cinq semaines, les différents indices ont baissé. Oh, certes, le recul est très limité (1,5 % en moyenne), mais il illustre quand même la difficulté qu'éprouve le vieux indice de la chambre syndicale des agents de change (CAC) à passer le fameux niveau des 100 points, retenu pour sa naissance fin 1961.

Le lundi 13, pourtant, à l'issue d'une séance très calme, mais qui avait permis aux valeurs pétrolières d'améliorer encore leurs positions, les « chartistes » du Palais (spécialistes en analyse graphique) crurent que c'était gagné. L'indice d'insécurité à 98,8. Le chemin qui restait à parcourir était insignifiant. Le pas, pourtant, ne fut pas franchi. Dès le lendemain, veille du 15 août, il est vrai, les cours s'effritèrent — même ceux des pétroles — et l'indice revint à 98,6. La pause observée le 15 août ne lui fut guère plus faste.

Jeudi, dans un marché très calme (voir tableau des transactions ci-dessous), le communalisme publié par Esso pour contenir un peu l'ardeur des boursiers après la « découverte » du Béarn, reçut un écho probablement inespéré. Car non seulement le titre en question se replia, mais, avec lui, l'ensemble du compartiment de l'or noir. Au coup de cloche marquant la fin de la séance, le pauvre indice CAC était revenu à 98,8. Il n'y avait aucune raison pour que la tendance changeât subitement à la veille du week-end. Les cours, et les indicateurs, s'effritèrent donc encore légèrement.

Il est bien difficile de tirer des enseignements d'une semaine aussi dépourvue d'intérêt. Tout juste peut-on tenter d'expliquer le reflux des cours de l'or, d'abord par les ventes bénéficiaires qui ne manquent jamais de se produire après une envolée comme celle des semaines précédentes. Ensuite, par la meilleure tenue du dollar sur les marchés des changes.

Reste que si le lingot a cédé 660 francs dans la semaine pour revenir à 43 240 francs vendredi, le napoléon, lui, a fait preuve d'une remarquable résistance après avoir, lundi, atteint le cours record de 404 francs. En quatre séances, cinquante mille pièces ont changé de mains. Encore faut-il rappeler qu'il ne s'agit, en l'occurrence, que des transactions réellement effectuées sur le marché (les compensations entre achats et ventes réalisées dans les établissements spécialisés ne sont pas pris en compte).

Dolt-on mettre cette fringale de pièces d'or sur le compte des inquiétudes grandissantes concernant le chômage, l'inflation, bref... la crise qui se profile ? C'est possible. En tout cas, le raisonnement ne vaut guère pour expliquer le recul des actions qui, en ce moment, n'intéressent guère que les seuls professionnels.

PATRICE CLAUDE.

SUR LES MARCHÉS DES CHANGES

LE DOLLAR SOUS SURVEILLANCE

BAISSE DE LA LIVRE

La nomination de M. Paul Volcker à la présidence de la Réserve fédérale des Etats-Unis avait été bien accueillie par les milieux financiers. Les premières mesures prises sous l'impulsion du successeur de M. Miller n'ont pas déçu leur attente.

La semaine du 15 août a, en effet, été marquée par la hausse, jeudi 16 août, du taux de l'escompte de la réserve fédérale qui est passé de 10 à 10,5 %, atteignant ainsi son plus haut niveau historique. La veille, la Chase Manhattan Bank, bien sûr limitée par la plupart des établissements financiers outre-atlantiques, avait porté son « prime rate » (taux de base), de 11,75 à 12 %.

Dans un premier temps le DOLLAR a bien réagi à ces mesures. Le dollar américain qui, initialement ferme, avait fléchi lundi 13 août, se stabilisa, en effet, à compter du mercredi, puis amorça un redressement. A la veille du week-end cependant un nouvel effrètement se produisit. Il est vrai que le vendredi on apprendit que le produit national brut avait fléchi de 2,4 % pendant le second trimestre et que les bénéfices des entreprises américaines avaient baissé pendant cette même période.

La hausse de la LIVRE, qui a fléchi de 1,6 %, revenant de 2.351,5 à 2.315,0 dollars, a été l'autre fait marquant de la semaine. Ce recul provient, au dire des spécialistes, par les vives réactions des syndicats à la nouvelle politique économique du gouvernement conservateur, a précédé l'annonce d'une hausse des prix record (4,3 %) provoquée pour l'essentiel par le relèvement de 8 à 15 % de la T.V.A. était attendue. Elle n'a été que le moins en train d'un nouveau tassement de la devise britannique.

Conséquence de la nouvelle baisse de la livre : les montants compensatoires monétaires appliqués dans les échanges agricoles entre la Grande-Bretagne et ses partenaires de la C.E.E. qui venaient d'être révisés au taux de 1,9 %, vont être portés à 3,3 % à compter du lundi 20 août.

Le FRANC FRANÇAIS a fait relativement bonne contenance, progressant même légèrement vis-à-vis du DEUTSCHEMARK, qui ne baissait plus vendredi que de 2,320 F contre 2,322 F le 10 août dernier. Mais cet affaiblissement de la devise ouest-allemande contre le FRANC français contre le DOLLAR est, semble-t-il, largement imputable à la hausse des taux d'intérêt aux Etats-Unis, qui, en favorisant les achats de DOLLARS, a en même temps éloigné la spéculation du DEUTSCHEMARK.

Comme la semaine précédente, le marché de l'or a été agité. A Londres, le cours de l'once de métal précieux a franchi le niveau de 300 dollars qu'il avait retrouvé le vendredi 10 août pour retomber le 14 août à 292 dollars. Il est ensuite remonté, aussi rapidement qu'il avait baissé, pour s'inscrire de nouveau le 17 août au voisinage des 300 dollars l'once.

Cours moyens de clôture comparés d'une semaine à l'autre

(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

PLACE	Livre	\$ U.S.	Franc français	Franc suisse	Mark	Franc belge	Florin	Lira italienne
Londres	—	2.321,5	9.448,9	3.678,8	4.842,2	63.677,7	4.463,3	1.816,74
	—	2.315,0	9.448,9	3.701,1	4.832,2	63.968,8	4.581,7	1.837,22
New-York	2.321,5	—	23.513,5	60.386,1	54.637,7	3.414,1	49.738,8	0,1222
	2.315,0	—	23.584,9	60.349,4	55.663,3	3.412,9	50.829,0	0,1225
Paris	9.448,9	4.525,2	—	238,78	232,44	14.518,6	211,51	5,1993
	9.448,9	4.540,0	—	238,80	232,22	14.479,9	211,10	5,1960
Zurich	3.779,1	165,49	36.941,7	—	99,5165	5.653,2	82.367,3	2,0249
	3.781,1	164,24	37.739,4	—	99,2960	5.698,8	82.311,1	2,0139
Frankfurt	4.463,3	182,55	43.021,7	116,4770	—	6.241,1	90.397,2	2,2370
	4.463,2	181,80	42.773,3	116,6243	—	6.204,7	90.343,4	2,2279
Bruxelles	62.907,7	28.298,0	6.875,1	17,0771	16,0008	—	14,3863	5,5513
	62.958,0	28.388,0	6.911,7	17,0771	16,1165	—	14,6772	5,5965
Amsterdam	4.463,3	291,05	42.780,0	121,4870	109,8294	6.264,1	—	2,4394
	4.463,2	290,50	42.773,3	121,6398	109,8538	6.252,3	—	2,4497
Milan	1.816,74	317,89	192.310,4	494,8493	447,0073	27,9207	408,76	—
	1.837,22	316,98	192.438,6	496,5319	448,5448	27,9481	408,28	—

Notes reproduites dans ce tableau les cotations pratiquées sur les marchés officiels des changes à la suite de la semaine précédente. Les prix indiqués représentent le contre-valeur en francs de 1 dollar, de 100 deutschemarks, de 100 florins, de 100 francs belges et de 100 lire.

SCIENCES

LE RETOUR DE LIAKHOV ET DE RIOUMINE

Les cosmonautes de Saliout-6 sont en bonne santé après six mois de vie dans l'espace

Les cosmonautes Vladimir Liakhov et Valeri Rioumine ont mis le point final à leur mission en atterrissant dimanche 19 août, à 14 h. 30 (heure française), dans le Kazakhstan. Le vaisseau Soyuz-34 s'est posé en douceur à 170 kilomètres au sud-est de la ville de Dzharkagan. Avec 175 jours et 36 minutes dans l'espace, les cosmonautes établissent évidemment un nouveau record de durée. Ils prouvent que l'homme peut vivre six mois dans des conditions éprouvantes d'apesanteur et d'isolement. En fait, des séjours bien plus longs sont certainement

possibles, et on ne connaît pas les limites de l'adaptabilité humaine.

Les derniers jours à bord de la station ont été consacrés à la mise de Saliout-6 en régime automatique, au chargement de Soyuz-34, qui rapporte sur Terre de nombreux résultats expérimentaux, à quelques expériences d'élaboration de matériaux, et surtout à un entraînement physique de réadaptation à la pesanteur. Ce dernier comprend divers exercices et le port d'un costume spécial, Tchibis. Il s'agit d'une sorte de scaphandre qui maintient le bas du corps dans un vide

partiel. Cette dépression attire le sang, et oblige le cœur à faire un effort assez semblable à celui qu'impose sur Terre la pesanteur. Les Soviétiques semblent avoir maintenant bien maîtrisé ce problème, et les derniers équipages ont pu reprendre une activité normale.

L'agence Tass annonce que les cosmonautes ont bien supporté le retour et que l'examen médical fait sur les lieux mêmes de l'atterrissage était satisfaisant. Les photographies publiées montrent les deux hommes souriants, mais assis dans de profonds fauteuils.

Quel avenir ?

Il y a neuf mois, quand les cosmonautes Kovalenok et Ivanchenkov revinrent sur Terre après cent quarante jours passés à bord de Saliout-4, on se posait la question suivante : quelle était l'extrapolation de ce qui se terminait, ou verrait-on quelque chose d'ennemiement nouveau ? La mission de Kovalenok et Ivanchenkov avait les mêmes caractéristiques que celle de Romanenko et Gretchko qui l'avait précédée : un équipage de deux Soviétiques séjournant dans la station Saliout-4, se livrant à des travaux de réparation et à de nombreuses expériences ; des équipements mixtes (un Soviétique et un représentant d'un autre pays de l'Est) venant leur rendre de courtes visites, aux fins officielles de faire quelques expériences supplémentaires et d'entraîner la monotonie d'un long séjour en orbite et aux fins politiques de donner aux populations des pays concernés un héros qui symbolise la coopération franco-soviétique.

On peut répondre, maintenant, à la question qu'on se posait

Bien entendu, il ne s'agit pas de répétitions parfaites : les expériences ont été un peu différentes, mais les thèmes et les buts de la mission ont été les mêmes. On peut-on faire, en effet, à bord d'un Saliout ? Observer la Terre d'un côté, le Soleil et les étoiles de l'autre ? Mesurer les paramètres physiques de l'espace environnant la station ; utiliser les équipements du laboratoire spatial pour réaliser des expériences de physique des matériaux ou de biologie ? Etudier, enfin, le comportement humain, sa résistance physique à l'absence de pesanteur, sa résistance psychologique à ce pénible emprisonnement qu'est une mission spatiale de longue durée.

Les cosmonautes ont fait tout cela, comme leurs prédécesseurs ; c'est, au demeurant, la composition des résultats obtenus par des expériences répétées qui apporte, en général, le plus de résultats scientifiques. Il est donc logique que Liakhov et Rioumine aient refait ce qui avait déjà été fait. Au surplus, les responsables du programme spatial soviétique, s'ils indiquent assez fréquemment les tâches des cosmonautes, se contentent d'un renouvellement des expériences.

Au moment donc où s'achèvent cinq mois de vie en orbite, on

peut se demander si la mission prochaine sera un quatrième exemplaire de ce qu'on vient de voir, ou si le programme soviétique de vols habités s'engagera dans des « vols de découverte » à bord de Saliout-6, vieille maintenant de presque deux ans, accueillera-t-elle de nouveaux équipages, ou bien sera-t-elle abandonnée au profit d'une nouvelle station Saliout-7, qui sera une réplique de Saliout-6, mais aura des caractéristiques franchement différentes ? Saliout-6 diffère de plusieurs points de Saliout-5, et comportait en particulier deux colliers d'antenne au lieu d'un ; les deux colliers de Saliout-5, qui ont été utilisés pour les communications avec le vaisseau Progress, et qui s'occupent d'écouter utilement deux cosmonautes pendant plusieurs mois.

Des retombées directes

La station Saliout-6 n'est donc pas entièrement « figée », contrairement à celles qui l'ont précédée et sur lesquelles les possibilités d'intervention étaient minimes. Cette « flexibilité » est le bon fonctionnement de l'ensemble des équipements, permet de modifier le programme de la station, de modifier le rôle de la station, de modifier le rôle des cosmonautes qui y sont.

Une seconde raison qui plaide contre une modification importante du programme soviétique est la composition de l'équipage de Saliout-6. Elle représente une nouvelle génération par rapport aux autres stations Saliout, dont la première fut lancée en 1971. Il serait étonnant qu'une troisième génération apparaisse deux ou trois ans après la seconde. Cela signifierait que celle-ci n'a pas donné satisfaction, et ce n'est pas le cas, soit qu'elle était initialement considérée comme une étape très préliminaire vers la base spatiale permanente en orbite, habitée en permanence, et utilisée pour la fabrication industrielle, ou bien qu'elle était considérée comme une étape très préliminaire vers la base spatiale permanente en orbite, habitée en permanence, et utilisée pour la fabrication industrielle, ou bien qu'elle était considérée comme une étape très préliminaire vers la base spatiale permanente en orbite, habitée en permanence, et utilisée pour la fabrication industrielle.

La seule activité des cosmonautes qui ait présenté des retombées directes est la photographie de la Terre. Les milliers de clichés pris depuis l'espace ont permis d'établir toute une série de cartes géologiques de l'U.R.S.S., de déceler les zones qui pourraient contenir des hydrocarbures et des minéraux ; la région où se construit le nouveau Transsibérien Baïkal-Amour a été particulièrement étudiée, ainsi que plusieurs zones à risque sismique. Or, la station Saliout-6 semble très bien adaptée à cette activité de photographie ; elle est équipée essentiellement avec la grande caméra multispectrale MKF-6, construite en Allemagne de l'Est, qui photographie la Terre dans six bandes spectrales différentes. On ne voit donc pas pourquoi les responsables du programme soviétique chargeraient à court terme leur station orbitale.

Il pourrait, en revanche, changer le Soyuz : Soyuz-1 a volé en 1967 et sa conception est donc très ancienne. Les Soviétiques ont en plusieurs années avec des vaisseaux, en particulier des amarrages manqués ; en octobre 1977, Soyuz-24 qui transportait un premier équipage vers Saliout-6, n'a pu rejoindre la station. Plus récemment, en avril dernier, Soyuz-33 n'a pu amener son équipage soviéto-bulgare dans Saliout-6. La conception ancienne de Soyuz en fait un engin peu sûr au regard des possibilités actuelles d'envoi. Il est à noter que les Soyuz reviennent dans les trois mois de leur lancement, et que pour les missions de longue durée les cosmonautes utilisent au retour un autre Soyuz qu'ils ont apporté : leur matériel plus neuf est un rôle de ces équipages multinationaux qui viennent passer quelques jours dans Saliout-6. Ainsi, après l'échec de la mission soviéto-bulgare de Soyuz-33, les responsables ont envoyé, début juin vers Saliout-6, un Soyuz-34, inhabité, qui vient de servir au retour de cosmonautes. Leur retour de Soyuz-34, qui n'a pas été jugé capable de supporter une mission qui a duré presque six mois. Pen après l'amarrage de Soyuz-34, il est revenu sur Terre, chargé de matériel mais sans équipage.

Il ne semble pourtant pas que le vaisseau Soyuz doive être remplacé à court terme. Sa fabrication en série a permis d'abais-

Quelques dates

25 FEVRIER. — Les cosmonautes Vladimir Liakhov et Valeri Rioumine partent à bord de Soyuz-34 pour l'atterrissage le lendemain sur Saliout-6.

13 MARS. — Progress-5 est lancé vers Saliout-6. Il apporte en particulier des échantillons préparés en France pour des expériences de physique spatiale et de biologie. C'est une première de la coopération franco-soviétique. Progress-5 est largué le 2 avril.

18 AVRIL. — Le Bulgare Georgi Ivanov et le Soviétique Nikolai Roubtsov sont mis en orbite à bord de Soyuz-32. Une panne de moteur leur interdit d'atterrissage Saliout-6 ; ils reviennent au sol le 12 avril.

13 MAI. — Progress-6 est lancé vers Saliout-6. Il apporte le 13 mai ; il est largué le 6 juin et retombe le 9.

6 JUIN. — Un Soyuz inhabité, Soyuz-34, a été envoyé vers Saliout-6. Il apporte en particulier des échantillons préparés en France pour des expériences de physique spatiale et de biologie. C'est une première de la coopération franco-soviétique. Progress-5 est largué le 2 avril.

28 JUIN. — Départ de Progress-7, qui ramène le 28 sur Saliout-6. Il apporte en particulier des échantillons préparés en France pour des expériences de physique spatiale et de biologie. C'est une première de la coopération franco-soviétique. Progress-5 est largué le 2 avril.

13 juillet. Il reste à proximité de Saliout-6 pour que ses caméras continuent le déploiement de l'antenne de radio-téléscopie qu'il a apporté ; Progress-7 ramène dans l'atmosphère le 23 juillet.

19 AOÛT. — Soyuz-34 ramène au sol les deux cosmonautes.

La longévité de Saliout-6

Une nouvelle station Saliout, beaucoup plus vaste, qui serait éventuellement construite dans l'espace à partir de modules lancés indépendamment, qui serait munie d'appareils de laboratoire plus puissants et plus variés, qui pourrait abriter en longue durée plus de deux cosmonautes, une telle station permettrait des missions nettement différentes. Si, au contraire, les Soviétiques réduisent Saliout-6, on remplace cette station spatiale par une station quasi journalière, ils ne pourront guère faire plus que ce qu'ils ont déjà fait.

Au risque de décevoir les amateurs d'aventures, et bien que la futurologie appliquée au programme spatial de l'U.R.S.S. soit une science pleine d'embûches, il faut présumer que c'est la deuxième hypothèse qui sera la bonne. Au cours des prochains mois on ne verra sans doute rien de très nouveau.

Une première raison de cette révision est que les Soviétiques se sont plusieurs fois déclarés fort sceptiques du fonctionnement

de Saliout-6. Il y a en quelques petites incidents, mais les cargos Progress ont apporté aux cosmonautes des réserves de nourriture et d'entretien. On ne peut pas dire que Saliout-6 ait été entièrement changé. Tout est cependant en « réparation » ; les cosmonautes ont dû condamner définitivement un réservoir de carburant dont les vannes donnaient des signes de « déillance ». Mais comme Saliout-6 a deux autres réservoirs, il n'en résulte pas d'inconvénient majeur.

Quoi ? Liakhov et Rioumine aient conçu une part importante de leur temps à l'entretien de la station, y compris dans les derniers jours de leur séjour, cela ne signifie pas que les Soviétiques ne soient pas capables de changer aussi certains appareils de laboratoire à bord d'une station spatiale de nouvelle conception d'expériences ; ainsi, le cargo Progress-6 a-t-il apporté un petit télescope à l'usage des observations astronomiques en rayon

Théories

Les théories de la physique quantique ont permis de décrire avec une grande précision le comportement des particules à l'échelle atomique. Cependant, ces théories ne peuvent pas expliquer certains phénomènes observés, tels que l'effet tunnel ou la superconductivité. Les physiciens cherchent donc à développer de nouvelles théories qui puissent expliquer ces phénomènes.

La production

La production industrielle a connu une croissance importante ces dernières années. Cependant, cette croissance s'est accompagnée de problèmes environnementaux et sociaux. Les gouvernements cherchent donc à mettre en place des politiques qui encouragent la production durable et qui protègent l'environnement et les droits des travailleurs.

SPORTS

Les résultats

Athlétisme

Thierry Vigneron (troisième du 100 m) a battu son record personnel de 10 s 40. Il a également remporté le 200 m en 21 s 40. Les autres résultats sont : 400 m : 1 m 12 s 40 ; 800 m : 2 m 15 s 40 ; 1 600 m : 4 m 35 s 40 ; 3 200 m : 9 m 45 s 40 ; 6 400 m : 19 m 55 s 40 ; 12 800 m : 40 m 45 s 40 ; 25 600 m : 1 h 21 m 45 s 40 ; 51 200 m : 2 h 42 m 45 s 40 ; 102 400 m : 5 h 24 m 45 s 40 ; 204 800 m : 10 h 45 m 45 s 40 ; 409 600 m : 21 h 30 m 45 s 40 ; 819 200 m : 42 h 45 m 45 s 40 ; 1 638 400 m : 84 h 45 m 45 s 40 ; 3 276 800 m : 168 h 45 m 45 s 40 ; 6 553 600 m : 336 h 45 m 45 s 40 ; 13 107 200 m : 672 h 45 m 45 s 40 ; 26 214 400 m : 1 344 h 45 m 45 s 40 ; 52 428 800 m : 2 688 h 45 m 45 s 40 ; 104 857 600 m : 5 376 h 45 m 45 s 40 ; 209 715 200 m : 10 752 h 45 m 45 s 40 ; 419 430 400 m : 21 504 h 45 m 45 s 40 ; 838 860 800 m : 43 008 h 45 m 45 s 40 ; 1 677 721 600 m : 86 016 h 45 m 45 s 40 ; 3 355 443 200 m : 172 032 h 45 m 45 s 40 ; 6 710 886 400 m : 344 064 h 45 m 45 s 40 ; 13 421 772 800 m : 688 128 h 45 m 45 s 40 ; 26 843 545 600 m : 1 376 256 h 45 m 45 s 40 ; 53 687 091 200 m : 2 752 512 h 45 m 45 s 40 ; 107 374 182 400 m : 5 505 024 h 45 m 45 s 40 ; 214 748 364 800 m : 11 010 048 h 45 m 45 s 40 ; 429 496 729 600 m : 22 020 096 h 45 m 45 s 40 ; 858 993 459 200 m : 44 040 192 h 45 m 45 s 40 ; 1 717 986 918 400 m : 88 080 384 h 45 m 45 s 40 ; 3 435 973 836 800 m : 176 160 768 h 45 m 45 s 40 ; 6 871 947 673 600 m : 352 321 536 h 45 m 45 s 40 ; 13 743 895 347 200 m : 704 643 072 h 45 m 45 s 40 ; 27 487 790 694 400 m : 1 409 286 144 h 45 m 45 s 40 ; 54 975 581 388 800 m : 2 818 572 288 h 45 m 45 s 40 ; 109 951 162 777 600 m : 5 637 144 576 h 45 m 45 s 40 ; 219 902 325 555 200 m : 11 274 289 152 h 45 m 45 s 40 ; 439 804 651 110 400 m : 22 548 578 304 h 45 m 45 s 40 ; 879 609 302 220 800 m : 45 097 156 608 h 45 m 45 s 40 ; 1 759 218 604 441 600 m : 90 194 313 216 h 45 m 45 s 40 ; 3 518 437 208 883 200 m : 180 388 626 432 h 45 m 45 s 40 ; 7 036 874 417 766 400 m : 360 777 252 864 h 45 m 45 s 40 ; 14 073 748 835 532 800 m : 721 554 505 728 h 45 m 45 s 40 ; 28 147 497 671 065 600 m : 1 443 109 011 456 h 45 m 45 s 40 ; 56 294 995 342 131 200 m : 2 886 218 022 912 h 45 m 45 s 40 ; 112 589 990 684 262 400 m : 5 772 436 045 824 h 45 m 45 s 40 ; 225 179 981 368 524 800 m : 11 544 872 091 648 h 45 m 45 s 40 ; 450 359 962 737 049 600 m : 23 089 744 183 296 h 45 m 45 s 40 ; 900 719 925 474 099 200 m : 46 179 488 366 592 h 45 m 45 s 40 ; 1 801 439 850 948 198 400 m : 92 358 976 733 184 h 45 m 45 s 40 ; 3 602 879 701 896 396 800 m : 184 717 953 466 368 h 45 m 45 s 40 ; 7 205 759 403 792 793 600 m : 369 435 906 932 736 h 45 m 45 s 40 ; 14 411 518 807 585 587 200 m : 738 871 813 865 472 h 45 m 45 s 40 ; 28 823 037 615 171 174 400 m : 1 477 743 627 730 944 h 45 m 45 s 40 ; 57 646 075 230 342 348 800 m : 2 955 487 255 461 888 h 45 m 45 s 40 ; 115 292 150 460 684 697 600 m : 5 910 974 510 923 776 h 45 m 45 s 40 ; 230 584 300 921 369 395 200 m : 11 821 949 021 847 552 h 45 m 45 s 40 ; 461 168 601 842 738 790 400 m : 23 643 898 043 695 104 h 45 m 45 s 40 ; 922 337 203 685 477 580 800 m : 47 287 796 087 390 208 h 45 m 45 s 40 ; 1 844 674 407 370 955 161 600 m : 94 575 592 174 780 416 h 45 m 45 s 40 ; 3 689 348 814 741 910 323 200 m : 189 151 184 349 560 832 h 45 m 45 s 40 ; 7 378 697 629 483 820 646 400 m : 378 302 368 699 121 664 h 45 m 45 s 40 ; 14 757 395 258 967 641 292 800 m : 756 604 737 398 243 328 h 45 m 45 s 40 ; 29 514 790 517 935 282 585 600 m : 1 513 209 474 796 486 656 h 45 m 45 s 40 ; 59 029 581 035 870 565 171 200 m : 3 026 418 949 592 973 312 h 45 m 45 s 40 ; 118 059 162 071 741 130 342 400 m : 6 052 837 899 185 946 624 h 45 m 45 s 40 ; 236 118 324 143 482 260 684 800 m : 12 105 675 798 371 893 248 h 45 m 45 s 40 ; 472 236 648 286 964 521 369 600 m : 24 211 351 596 743 786 496 h 45 m 45 s 40 ; 944 473 296 573 929 042 739 200 m : 48 422 703 193 487 572 992 h 45 m 45 s 40 ; 1 888 946 593 147 858 085 478 400 m : 96 845 406 386 975 145 984 h 45 m 45 s 40 ; 3 777 893 186 295 716 156 956 800 m : 193 690 812 773 950 291 968 h 45 m 45 s 40 ; 7 555 786 372 591 432 313 913 600 m : 387 381 625 547 900 583 936 h 45 m 45 s 40 ; 15 111 572 745 182 864 627 827 200 m : 774 763 251 095 801 167 872 h 45 m 45 s 40 ; 30 223 145 485 765 729 255 654 400 m : 1 549 526 502 191 602 335 744 h 45 m 45 s 40 ; 60 446 290 971 531 458 511 308 800 m : 3 099 053 004 383 204 671 488 h 45 m 45 s 40 ; 120 892 581 943 062 917 022 617 600 m : 6 198 106 008 766 409 342 976 h 45 m 45 s 40 ; 241 785 163 886 125 834 044 045 200 m : 12 396 212 017 532 818 685 952 h 45 m 45 s 40 ; 483 570 327 772 251 668 088 090 400 m : 24 792 424 035 065 637 371 912 h 45 m 45 s 40 ; 967 140 655 544 503 336 176 180 800 m : 49 584 848 070 131 274 743 824 h 45 m 45 s 40 ; 1 934 281 311 089 006 672 352 361 600 m : 99 169 696 140 262 549 487 648 h 45 m 45 s 40 ; 3 868 562 622 178 013 344 704 723 200 m : 198 339 392 280 525 098 975 296 h 45 m 45 s 40 ; 7 737 125 244 356 026 688 140 846 400 m : 396 678 784 561 050 197 950 592 h 45 m 45 s 40 ; 15 474 250 488 712 053 376 281 692 800 m : 793 357 569 122 100 395 901 184 h 45 m 45 s 40 ; 30 948 500 976 424 106 752 563 385 600 m

AUTOUR DU FRONT DE SEINE

Théories, bonnes affaires et simulacre

Il n'est pas fini le temps des gentilssements. Le temps de ces rénovations monumentales qui, sous prétexte de faire disparaître ce qu'une morale de taudis, ont été et restent maîtres à tant de spéculations, à tant de bonnes affaires. Il reste à achever les grandes opérations en cours, à mettre en route celles qui sont prévues, et, même si l'on sait, fort de trop tragiques expériences, vers quelles catastrophes on est certain d'aller, même si les élus le savent et les électeurs le dénoncent, tout cela sera achevé comme prévu. On ne changera pas d'avis, on n'écartera rien. On ne parle à l'étranger que d'un Paris masqué, et les Parisiens en voyage savent de quel il retourne, si la conversation arrive sur ce triste terrain, de faire leurs excuses et de rentrer leur ville. Sans doute cela est-il vrai pour d'autres métropoles et pour nombre de villes de province, mais quand

même, Paris... Paris qui jusque après la guerre était resté et miraculeusement protégé. Elle n'est pas finie la crise de l'architecture (il faut entendre par là de la mauvaise architecture), moins encore celle de l'urbanisme, et elles ne sont pas à la veille d'être résolues, quels que soient les réajustements ministériels, les belles déclarations ou le bon vouloir de quelques hommes nouveaux. Une remarque : on ne s'est aperçu qu'il y avait crise en ce domaine que lorsque la commande s'est révélée en crise et lorsque, une grande part des grandes opérations achevées, les responsables locaux et nationaux se sont trouvés réellement responsables d'un spectacle gâché. On s'est ainsi mis à parler de crise après la véritable crise. C'est bien qu'il s'agit de conscience et non d'architecture. Quelle conscience ? Celle des architectes, des responsables, celle qu'ils se renvoient ou celle que l'on veut bien montrer à un public vaguement plus exigeant ?

Le temps de la prudence

Rassurons-nous en tout cas, tout continue selon les mêmes principes qu'il y ait ou non des problèmes d'emploi, qu'on ait ou non l'esprit inquiet et quel que soit l'état des consciences. Non, il n'est pas fini le temps des décisions prises par un seul homme au profit des quelques mêmes mandataires dont le talent ne cautionne pas forcément les positions dominantes. Faisons ici, une fois de plus, à l'air de la Haine. Là, des années durant se sont affrontées l'idée d'un concours et les mesures princières. C'est encore le fait du prince qui l'aura emporté, (ce qui serait heureux si le fait était éclairé, mais ce n'est pas le cas). M. Louis Arretche, l'initiateur de la nouvelle église de Rouen (la *Monde* du 24 mai) apparaissant comme le

clerc et enseignants transmettaient le dogme avec l'assurance de l'Inquisition. Aujourd'hui, les mêmes ou peu s'en faut sont passés au dogme opposé, remanié avec des précautions variables, la quatrième CIAM et la *Charte d'Athènes* mais affirmant avec autant d'assurance : « Nous nous sommes trompés, mais maintenant nous défendons la vraie vérité ». Et les théories et les dogmes de réformer la machine marche à reculons sans changer de ligne, sans changer de vitesse. Si c'est un mieux, il est d'ores et déjà trop tard. Si ces nouvelles certitudes sont aussi vaines que les précédentes, il faut attendre que la ville ne s'arrange pas. Peut-être serait-il l'heure de mettre au tiroir ces certitudes et de prendre le temps — pas celui dont on fait

de Paris) inadapté à notre temps et plus grave encore (qui n'exploite pas la valeur du sol). Sont vides tous les bâtiments de moins de quatre étages et n'ayant pas les 20 % du confort minimum. Cette définition du taudis, si subjective qu'elle fut et directement liée à des théories hygiénistes primaires, définition qui excluait alors toute « réhabilitation », comme on dit désormais, permet donc de déblayer le terrain pour le bonheur des hommes.

Michel Holley s'en fut à Milan, Philadelphie, Volgograd, et, faisant état du retard pris par la France dans le domaine de l'urbanisme par rapport à ces villes comme s'il s'agissait d'une course (plus vite, plus haut, plus propre) comptait, avec Raymond Lopez et quelques autres, le rôle de l'État. Bien que peu « républicain », l'aspect linéaire et homogène de Paris, dû à ses alignements et à la hauteur de ses bâtiments, fut jugé harmonieux : les tours auraient une hauteur égale.

Notre « Manhattan » a donc vu s'élever vingt tours, plantées sur une vaste « dalle ». Sous la

Les couloirs de Beaugrenelle

Les tours n'appellent guère de commentaires. Elles sont presque toutes hautes et des degrés divers (précisons ici que leur réalisation a été confiée à plusieurs architectes). Elles dureront sans doute plus longtemps que leurs belles et grandes sœurs américaines qui, elles, construites dans un esprit éphémère, sont sans nul doute confortables (notre standard ou un peu plus, avec quelques touches de luxe et quelques touches sociales), si les échanges entre habitants paraissent sensiblement moins riches et nombreux que dans la vieille ville par exemple. Et, lorsqu'il y a échange, ils doivent être suscités, canalisés, organisés.

Ces tours ont cependant un avantage double : les habitants, de leur hauteur, peuvent se payer

dalle, les parkings nécessaires à l'arrivée d'automobiles que provoquerait cette sur-urbanisation. La dalle est propre et triste, triste parce que trop propre. Elle est généralement déserte. C'est un lieu de transit piétonnier que l'on appréhende de traverser. Elle est le soleil et la pluie semblent s'y manifester plus féroce-ment qu'ailleurs sans que l'homme puisse s'en protéger. Elle est percée de grands puits carrés au fond desquels on aperçoit la voirie souterraine et les parkings. Les quelques enfants qui jouent au pied des tours craignent d'y faire tomber leur ballon.

La dalle se comporte comme une forteresse. C'est un espace fermé, difficile d'accès. Jusqu'à l'ouverture du centre Beaugrenelle, elle n'était desservie que par de petites et discrètes escaliers et une pente pour handicapés. Le front est ainsi un espace fermé à la ville, une ville dans la ville : c'est là sa différence essentielle avec les villes nouvelles, autres avatars d'autres certitudes urbanistiques, qui sont, somme toute, des villes hors de la ville, des villes hors d'elles-mêmes, est-on tenté de dire.

visuellement Paris, et ces tours sont les seuls endroits, pour reprendre une expression généralement utilisée à l'attention de Montparnasse, d'où on ne voit pas. Elles ont un très relatif intérêt, lié à leur statut de tour, c'est qu'elles ont échappé à ces proliférations de balcons (ah ! le verre fumé !) dont souffrent ailleurs la ville et dont un bon exemple, si l'on peut dire, se trouve un peu après le Front de Seine, en allant vers l'ouest : cette large terrasse balconnée, vaguement courbe et dotée de pointes gentiment futuristes (on y voit, le soir, une unique pièce allumée).

A toutes choses malheur est bon : un crépuscule, ou tôt le matin, par temps clair, le Front de Seine peut être beau sous les rayons obliques du soleil. Il est

net et brillant. Il faut dire que l'apparition de la dernière des tours, celle d'André et Parat, a un peu amélioré l'image de l'ensemble. La tour Totem, la seule qui échappe aux formes parallélépipédiques ou strictement cylindriques, apporte une touche de recherche à l'ensemble. On eût souhaité, pour elle, la voir plantée ailleurs.

Le Front ? Une architecture de « glace », au sens propre et au sens figuré. Une architecture plus que jamais de « façade », née de troubles origines fonctionnelles. Mais il fallait achever l'œuvre. Ce fut, c'est Beaugrenelle. Entre le Front et Beaugrenelle, les conceptions ont évolué. Finis la rigueur, le rejet du décor et de la fantaisie. Vive l'urbain ! Ne fallait-il pas d'ailleurs compenser la froideur mortelle du Front, créer un déversoir à tous ces « châteaux d'hommes » qui fasse office de vie citadine ? La rue et le commerce n'étant qu'une « fonction » de la ville — et les fonctions se devant de rester strictement cloisonnées. — tout ce qui est animation urbaine y a été concentré.

Puisqu'il s'agit d'un retour à la ville, Beaugrenelle a été jumelée avec Manhattan : la statue de la liberté au bout de l'île aux Cygnes était un bon prétexte. Le 14 avril dernier, le centre a donc ouvert ses portes avec force fonctions d'outre-Atlantique. Il y a eu à cette occasion plus de curiosité que de franchise galet, mais au moins « ça » bougeait.

Parlera-t-on d'architecture à propos de Beaugrenelle ? (dit à Michel Froux Georges Scot et le bureau d'Atcora). C'en est en tout cas un excellent simulacre : un mastodonte prototypique tout fait d'emprunts comme s'il s'agissait de plaie à chacun. C'est d'ailleurs assez le cas, puisque c'est un centre avant tout commercial.

Question emprunts, on remarquera surtout les arcades : celles de la longue pente qui descend vers le quinzisième arrondissement, celle du pont sous lequel on passe pour aller rue Keller,

celles, brutalement arrêtées au milieu d'une arche, façon ruine, qui recouvre une partie d'une des deux passerelles, vers la partie est du Front. Ces arcades, quelle que soit leur qualité, et elle n'est pas grande, frappent la vue du passant, comme n'importe quelle arcade dans n'importe quelle ville. Un emprunt classique, en somme, un élément d'architecture mis en scène de manière assez drôle.

Il y a, abritant le marché aux fleurs et une orfèbre à l'ancienne, un grand toit aux poutres largement apparentes : c'est pour le calme de la campagne et la fraîcheur des halles. Ici et là, dans un style plus moderne, quelques tubulaires d'acier, garnies de verre : on prendra un agréable « drink » sous les fers bleutés du patio. Il y a même des parasols. Quant aux formes pleines des parties habitables, percées de petites fenêtres mais abîmées par de sinistres rambarades, elles évoquent, avant qu'elles ne soient malencontreusement peintes à la provençale, le vieux Paris et ses merveilleuses hauteurs de toit (y aurait-il donc deux Paris ?). Enfin, pour ne pas insister sur la décoration intérieure du centre commercial (cuivre et verre marbré), contentons-nous de la référence à n'importe quel drapiste.

Un simulacre d'architecture, l'alibi du Front de Seine en matière de variété citadine ? Sans doute, mais ce médiocre ensemble a le mérite d'être assez réjouissant et on y est bien accueilli : par la longue pente à arcade, par un monumental escalier côté Seine, et large et compliqué qu'on commence à s'y perdre, pour se perdre assez bien ensuite, et avec un certain amusement, dans les couloirs du gros Beaugrenelle. Pour le trouver ? Deux ou trois grosses boules jaunes qui n'ont strictement aucun sens. Pour s'y parer : un parking qui, une fois n'est pas coutume, ne vous rend pas claustrophobes et dont la signalisation est ingénieuse. Va pour le simulacre.

FREDERIC EDELMANN.
(Jeudi 18 août.)

Châteaux à vendre

On pouvait voir à Angers pendant l'été de 1976 une exposition consacrée à un très curieux architecte, René Hodé, qui construisait force châteaux de style « troubadour » entre Mayenne et Vendée au milieu du siècle dernier.

Les clients de Hodé étaient des gentilshommes dégoûtés (par leur en particulier), des bourgeois enrichis et pensant bien, qui refusaient de servir l'inspiration ornamentaliste ou l'impérialisme qu'étaient après 1930 Paris et la technique active pour se retirer dans leurs terres, les mettre en valeur, y répandre, y vivre à l'anglaise, y préparer surtout la reconquête sociale de la paysannerie.

Comme l'écrivait l'un d'entre eux, le baron de Wissembach, en 1905 : « Un des meilleurs moyens de restaurer le paysan, de nous jours, c'est de vivre au milieu du peuple de nos campagnes. D'épouser ses intérêts et ses goûts, de lui faire la route des vrais progrès, en conservant toujours sur lui la supériorité des lumières et du dynamisme. Telle est la voie qui nous est ouverte pour nous remettre nous-mêmes et reconquérir une légitime influence sur le pays ». A la naïveté de l'expression, d'ailleurs, était exactement le programme de Bézac tel qu'il l'a exposé dans les *Paysans de la Loire* dans la *palais*.

L'architecture issue d'un tel programme se devait d'être parlante, et le goût romantique aidant, Hodé emprunta surtout aux époques monarchiques et chrétiennes par excellence, à la fin du Moyen Âge et à la Renaissance, parfois au style Louis XIII. Des tours, des toits à poivrières, des créneaux, des pinacles, une dissymétrie ingénument pittoresque et autour de ces vases et confortables demeures des perses généralement admirables tracés et plantés dont le charme est un peu celui de la campagne anglaise en même temps qu'il résume la complexité et paisible fécondité de l'Anjou.

Hodé eut de nombreux émules et, si on ne peut le comparer tout à fait à Viollet-le-Duc ou aux maîtres du « gothic revival », ses meilleures créations frappent par l'aisance, la gaieté du parti, l'invention et l'homogénéité des ensembles décoratifs, constituant ainsi un remarquable témoignage du goût de l'époque. D'autant qu'avec leurs étangs, leurs parcs, leurs fermes, leurs écuries, toujours traités avec beaucoup de soin, ils illustrent fort bien l'histoire de l'agriculture au dix-neuvième siècle.

Il n'est pas difficile d'imaginer à quel point tout cela est aujourd'hui menacé. Les fortunes se sont défilées, souvent les familles n'ont plus la pugnacité ou la conviction de jadis, les frais d'entretien sont énormes et les moyens d'entretien d'entretenir font défaut. Comme la remontée de faveur du dix-neuvième siècle est en France particulièrement lente et qu'il y a peu de temps encore les services intéressés considéraient tout ce qui est postérieur à 1815 est architecturalement sans intérêt, les châteaux de Hodé, dans les environs de Breda et quatre châteaux angevin ont déjà été mis en calice : la Colterie, la Bouverie (un des meilleurs Hodé), la Membrière et, il y a quelques jours, sans que personne en ait été averti et ait pu intervenir, Cimbres-en-Tiercé.

Une fois emballés, les « *membra dipecta* » du château sont expédiés à Benelux, en Allemagne, voire aux États-Unis, où ils sont vendus au détail ou entièrement reconstruits, selon les goûts et les moyens du client. On a récemment signalé l'apparition d'une tour de Hodé ou façon Hodé près de Charleville, dans la région de l'Argonne, dans les environs de Breda et quatre châteaux angevin ont déjà été mis en calice : la Colterie, la Bouverie (un des meilleurs Hodé), la Membrière et, il y a quelques jours, sans que personne en ait été averti et ait pu intervenir, Cimbres-en-Tiercé.

Selon des informations non confirmées, mais non démenties, quatre châteaux seraient en vente de suite le même jour, et la liste d'attente pourrait indéfiniment s'allonger, la fièvre troubadour battant son plein et la soif de poutre paraissant inextinguible.

L'affaire de Tiercé a provoqué une vive émotion en Anjou où l'on a vu au pillage du patrimoine national et où l'on dénonce avec raison cette grave atteinte portée au caractère artistique de la province et à son histoire. Hodé n'est pas Geoffroy Plantagenêt, mais, comme Bonchamp et David réunissons-les puisque l'on doit à l'un l'admirable tombeau de l'abbaye de Saint-Florent-le-Vieil, il a écrit un chapitre des annales angevines. Cela dit, que faire et à quel s'en prendre ? Dans la situation actuelle, à moins de prendre les grands moyens, ce qu'il ne paraît pas disposé à faire, il ne peut guère intervenir. Les Belges ? Ils ne semblent ni violer ni contourner la loi et se vantent même de faire œuvre de bienfaisance, le directeur de l'entreprise ayant fait, selon notre confrère le *Courrier de l'Ouest*, cette charmante déduction : « De toute manière, nous vous apportons des devis, nous vous fournissons des produits locaux. C'est la vie ».

Comment les choses se passent-elles ? Un propriétaire, épouvanté par un devis de réparation particulièrement sanglant, lachet une offre de vente dans la presse. Tel Jules Berry dans les *Vieilles de la nuit*, la société Van der Elst apparaît aussitôt, propose de raser gratis (offrant même parfois quelques pièces), démonte le château par le menu et emballe le tout, les tours, les pinacles, les cheminées, les meubles, les clochetons, les lambes, les mâchouilles, les poutres, n'oublions surtout pas les poutres, qui sont,

en matière d'immobilier, les plus irrésistibles arguments de vente.

Une fois emballés, les « *membra dipecta* » du château sont expédiés à Benelux, en Allemagne, voire aux États-Unis, où ils sont vendus au détail ou entièrement reconstruits, selon les goûts et les moyens du client. On a récemment signalé l'apparition d'une tour de Hodé ou façon Hodé près de Charleville, dans la région de l'Argonne, dans les environs de Breda et quatre châteaux angevin ont déjà été mis en calice : la Colterie, la Bouverie (un des meilleurs Hodé), la Membrière et, il y a quelques jours, sans que personne en ait été averti et ait pu intervenir, Cimbres-en-Tiercé.

Selon des informations non confirmées, mais non démenties, quatre châteaux seraient en vente de suite le même jour, et la liste d'attente pourrait indéfiniment s'allonger, la fièvre troubadour battant son plein et la soif de poutre paraissant inextinguible.

L'affaire de Tiercé a provoqué une vive émotion en Anjou où l'on a vu au pillage du patrimoine national et où l'on dénonce avec raison cette grave atteinte portée au caractère artistique de la province et à son histoire. Hodé n'est pas Geoffroy Plantagenêt, mais, comme Bonchamp et David réunissons-les puisque l'on doit à l'un l'admirable tombeau de l'abbaye de Saint-Florent-le-Vieil, il a écrit un chapitre des annales angevines. Cela dit, que faire et à quel s'en prendre ? Dans la situation actuelle, à moins de prendre les grands moyens, ce qu'il ne paraît pas disposé à faire, il ne peut guère intervenir. Les Belges ? Ils ne semblent ni violer ni contourner la loi et se vantent même de faire œuvre de bienfaisance, le directeur de l'entreprise ayant fait, selon notre confrère le *Courrier de l'Ouest*, cette charmante déduction : « De toute manière, nous vous apportons des devis, nous vous fournissons des produits locaux. C'est la vie ».

Comment les choses se passent-elles ? Un propriétaire, épouvanté par un devis de réparation particulièrement sanglant, lachet une offre de vente dans la presse. Tel Jules Berry dans les *Vieilles de la nuit*, la société Van der Elst apparaît aussitôt, propose de raser gratis (offrant même parfois quelques pièces), démonte le château par le menu et emballe le tout, les tours, les pinacles, les cheminées, les meubles, les clochetons, les lambes, les mâchouilles, les poutres, n'oublions surtout pas les poutres, qui sont,

pas aussi facilement que la société belge l'autorisation de la faire.

Et c'est là que l'on peut tout de même se poser quelques questions. Le permis de démolir est délivré par les maires, mais il est instant par diverses instances, dont les services départementaux du ministère de l'environnement et du cadre de vie. Et il est pour le moins étrange que, dans aucun des quatre cas précédemment cités, ces services n'aient songé à informer leurs bien-aimés collègues de la culture et de la communication. Bel exemple de l'inefficace collaboration qui devait s'établir entre les deux ministères !

Autre observation : l'exposition Hodé a eu lieu en 1976. Elle a été très remarquée et remarquée qu'on l'a fait venir à Paris, où l'accueil à la Caisse des monuments historiques. Le problème était donc connu et, en trois ans, on avait le temps d'établir au moins un pré-inventaire, qui permet de veiller au grain, d'intervenir avec des arguments précis lorsque les menaces se présentent. Cela n'a pas été fait, et il ne semble pas que la Rue de Valois ait été orelle bien attentive aux informations que lui ont adressées les associations de sauvegarde du département.

Sans doute l'on ne peut tout conserver, et certains de ces châteaux disparaîtront dans un avenir plus ou moins lointain. C'est la vie, comme l'a déclaré le distingué directeur de la société Van der Elst. Il ne devrait tout de même pas être tellement difficile de calmer un peu l'ardeur de ces messieurs. Le temps de se mettre au travail et de préparer le recensement qui évaluerait le pire, comme l'a fait en 1978 le musée de Tours pour « la Touraine néo-gothique ».

Nous avons récemment parcouru la région. Il y a là des merveilles qui organisent de façon parfaite le paysage agricole, exaltent les sites, disent l'histoire d'un pays. Chailan-la-Forterie en particulier, le plus connu des châteaux de Hodé, est une apparition stupéfiante, une sorte de songe architectural digne des plus belles pages de Merval et de Charles Nodder. « *Guerre aux démolisseurs !* », disait déjà Hugo. En représentant le flambeau, la jeune direction du patrimoine trouverait une excellente occasion de manifester son émergence à l'ère et son entrée dans la carrière.

ANDRÉ FERMIGIER.
(Samedi 11 août.)

SPORTS

LES JOUEURS

coordonnateur de cette histoire. Le concours international qui aurait dû être organisé par la mairie l'est, dans l'ombre, par le Syndicat de l'architecture (plus de mille architectes de toute nationalité se sont déjà présentés). Notons qu'il y a des membres éminents du syndicat se serait abstenu de concourir, après s'être vu proposer un petit coin des Halles par la mairie. Ce qui donne une curieuse idée du lien qui unit les beaux principes et la pratique.

Les cinq crimes contre l'urbanisme que dénonçait en 1972 Constantin Dordanis — immeubles trop élevés, dispersion des constructions, constructions non reliées, gigantisme, absence de chaleur humaine — ont été commis et continuent de l'être, bien qu'on en connaisse les méfaits. Quant à Paris, c'est de moins en moins un super-Dre-dre, de plus en plus un sous-Detroit, selon la formule de deux urbanistes américains, Hassan Ozbekhan et Howard Perlmuter. Il faut voir Mémélontant, le troisième arrondissement rénové, le quinzième arrondissement nestoyé.

Mais ce n'est pas pour autant que les certitudes se sont effondrées. Elles tiennent comme le béton si, comme lui, elles mûrissent et évoluent. Nous avons eu cinquante années de euhes, médiocres ou atroces pour la quasi-totalité d'entre eux : c'était alors la solution, l'apôtre auquel chacun devait se plier. Théori-

de l'argent, celui de la prudence. Peut-être est-ce cela, et non les solutions « *pro cr* », que nous aurions dû changer quelque chose. La prudence pour les architectes. Et si nous proposons le silence à nos chers urbanistes ?

Prenez l'exemple d'une épopée : celle du Front de Seine. Prenons-la parce qu'il aura été un des coorlores majeurs de Paris, parce qu'un effort particulier s'y est manifesté pour en faire un ensemble homogène.

A l'origine de ce qui n'est pas la gloire de la capitale, faut-il rappeler qu'il y a la vaste agence de Raymond Lopez, mort en 1966 ? Raymond Lopez voulait un Paris propre, net, dogmatiquement urbanisé, et dénonçait vigoureusement les « thuriferaires de l'antiquité ». Avec Michel Holley, aussi discret qu'efficace et qui a efficacement poursuivi son œuvre, il est le principal responsable et auteur du secteur ita- lie, de l'ensemble Malne-Montparnasse (pas la tour), des Hauts de Belleville, et de ce glorieux Front. Nous oublions sans doute quelques vœux, mais, avec des honoraires de 4 ou 5 % du coût des constructions, elles n'ont guère d'importance. Au fait, on finira bien par savoir qui nous a fait le nouveau visage de Paris.

Derrière le Front, belle image guerrière, comme derrière toutes ces grandes opérations, il y avait l'idée qu'il fallait urbaniser en force ce tissu urbain (le tiers

de Paris) inadapté à notre temps et plus grave encore (qui n'exploite pas la valeur du sol). Sont vides tous les bâtiments de moins de quatre étages et n'ayant pas les 20 % du confort minimum. Cette définition du taudis, si subjective qu'elle fut et directement liée à des théories hygiénistes primaires, définition qui excluait alors toute « réhabilitation », comme on dit désormais, permet donc de déblayer le terrain pour le bonheur des hommes.

Michel Holley s'en fut à Milan, Philadelphie, Volgograd, et, faisant état du retard pris par la France dans le domaine de l'urbanisme par rapport à ces villes comme s'il s'agissait d'une course (plus vite, plus haut, plus propre) comptait, avec Raymond Lopez et quelques autres, le rôle de l'État. Bien que peu « républicain », l'aspect linéaire et homogène de Paris, dû à ses alignements et à la hauteur de ses bâtiments, fut jugé harmonieux : les tours auraient une hauteur égale.

Notre « Manhattan » a donc vu s'élever vingt tours, plantées sur une vaste « dalle ». Sous la

visuellement Paris, et ces tours sont les seuls endroits, pour reprendre une expression généralement utilisée à l'attention de Montparnasse, d'où on ne voit pas. Elles ont un très relatif intérêt, lié à leur statut de tour, c'est qu'elles ont échappé à ces proliférations de balcons (ah ! le verre fumé !) dont souffrent ailleurs la ville et dont un bon exemple, si l'on peut dire, se trouve un peu après le Front de Seine, en allant vers l'ouest : cette large terrasse balconnée, vaguement courbe et dotée de pointes gentiment futuristes (on y voit, le soir, une unique pièce allumée).

A toutes choses malheur est bon : un crépuscule, ou tôt le matin, par temps clair, le Front de Seine peut être beau sous les rayons obliques du soleil. Il est

net et brillant. Il faut dire que l'apparition de la dernière des tours, celle d'André et Parat, a un peu amélioré l'image de l'ensemble. La tour Totem, la seule qui échappe aux formes parallélépipédiques ou strictement cylindriques, apporte une touche de recherche à l'ensemble. On eût souhaité, pour elle, la voir plantée ailleurs.

Le Front ? Une architecture de « glace », au sens propre et au sens figuré. Une architecture plus que jamais de « façade », née de troubles origines fonctionnelles. Mais il fallait achever l'œuvre. Ce fut, c'est Beaugrenelle. Entre le Front et Beaugrenelle, les conceptions ont évolué. Finis la rigueur, le rejet du décor et de la fantaisie. Vive l'urbain ! Ne fallait-il pas d'ailleurs compenser la froideur mortelle du Front, créer un déversoir à tous ces « châteaux d'hommes » qui fasse office de vie citadine ? La rue et le commerce n'étant qu'une « fonction » de la ville — et les fonctions se devant de rester strictement cloisonnées. — tout ce qui est animation urbaine y a été concentré.

Puisqu'il s'agit d'un retour à la ville, Beaugrenelle a été jumelée avec Manhattan : la statue de la liberté au bout de l'île aux Cygnes était un bon prétexte. Le 14 avril dernier, le centre a donc ouvert ses portes avec force fonctions d'outre-Atlantique. Il y a eu à cette occasion plus de curiosité que de franchise galet, mais au moins « ça » bougeait.

Parlera-t-on d'architecture à propos de Beaugrenelle ? (dit à Michel Froux Georges Scot et le bureau d'Atcora). C'en est en tout cas un excellent simulacre : un mastodonte prototypique tout fait d'emprunts comme s'il s'agissait de plaie à chacun. C'est d'ailleurs assez le cas, puisque c'est un centre avant tout commercial.

Question emprunts, on remarquera surtout les arcades : celles de la longue pente qui descend vers le quinzisième arrondissement, celle du pont sous lequel on passe pour aller rue Keller,

celles, brutalement arrêtées au milieu d'une arche, façon ruine, qui recouvre une partie d'une des deux passerelles, vers la partie est du Front. Ces arcades, quelle que soit leur qualité, et elle n'est pas grande, frappent la vue du passant, comme n'importe quelle arcade dans n'importe quelle ville. Un emprunt classique, en somme, un élément d'architecture mis en scène de manière assez drôle.

Il y a, abritant le marché aux fleurs et une orfèbre à l'ancienne, un grand toit aux poutres largement apparentes : c'est pour le calme de la campagne et la fraîcheur des halles. Ici et là, dans un style plus moderne, quelques tubulaires d'acier, garnies de verre : on prendra un agréable « drink » sous les fers bleutés du patio. Il y a même des parasols. Quant aux formes pleines des parties habitables, percées de petites fenêtres mais abîmées par de sinistres rambarades, elles évoquent, avant qu'elles ne soient malencontreusement peintes à la provençale, le vieux Paris et ses merveilleuses hauteurs de toit (y aurait-il donc deux Paris ?). Enfin, pour ne pas insister sur la décoration intérieure du centre commercial (cuivre et verre marbré), contentons-nous de la référence à n'importe quel drapiste.

Un simulacre d'architecture, l'alibi du Front de Seine en matière de variété citadine ? Sans doute, mais ce médiocre ensemble a le mérite d'être assez réjouissant et on y est bien accueilli : par la longue pente à arcade, par un monumental escalier côté Seine, et large et compliqué qu'on commence à s'y perdre, pour se perdre assez bien ensuite, et avec un certain amusement, dans les couloirs du gros Beaugrenelle. Pour le trouver ? Deux ou trois grosses boules jaunes qui n'ont strictement aucun sens. Pour s'y parer : un parking qui, une fois n'est pas coutume, ne vous rend pas claustrophobes et dont la signalisation est ingénieuse. Va pour le simulacre.

FREDERIC EDELMANN.
(Jeudi 18 août.)

LETTRES

Aguirre, le missionnaire de l'enfer

Une expédition qui tourne au cauchemar.

LOPE DE AGUIRRE est un petit bailli de la justice espagnole. Il débarque au Pérou en 1537, devient « sergent de bataille », dresseur de chevaux et complice. On l'appelle déjà Aguirre le fou. Mais c'est un peu plus tard que son génie va s'épanouir. En 1560, une expédition doit descendre l'Amazonie et découvrir l'improbable royaume de l'or. Aguirre est nommé à la tête de l'expédition. Ce n'est plus vers l'or qu'il cingle, mais vers la mort et la haine. Aguirre est un cauchemar.

Le chef des deux brigantins et des trois mauvais chalandes qui descendent l'Amazonie est Pedro de Orsúa, un brave homme. Aguirre le fait tuer, désigne un autre chef, Don Fernando, et se

nomme maître de camp. Dès ce moment, les deux cents hommes de l'expédition de l'El Dorado sont dans sa main. Le long voyage va devenir un long meurtre dont la chronique, qu'a réussie à tenir un rescapé, Francisco Vasquez, raconte, fascine. C'est cette relation que publient les éditions Fayard dans leur excellente « Bibliothèque des voyageurs ». Dans la même série paraît un autre titre, d'un intérêt égal, le reportage écrit par Stanley (1), il y a un peu plus de cent ans, « Comment j'ai retrouvé Livingstone ».

La maîtresse de Pedro de Orsúa, on la saigne au couteau. Le successeur de Pedro, le faible Don Fernando, on le tue, et ce n'est rien encore. Aguirre a besoin de plus de sang. Il

s'acharne sur les meilleurs, sur ses amis les plus fidèles. Tous les moyens sont bons, le couteau et l'épée, la garrote et la noyade. Quand un soldat massacré s'enfonce sous les eaux de l'Amazonie, Aguirre le contemple dans une espèce d'extase. Parfois, Aguirre commence à tuer, par exemple en coupant un bras, et puis il se ravise et il soigne, mais encore une autre idée, il finit d'assassiner.

Des crises de fureur le secouent. Il voudrait tuer tous les prêtres, tous les juges, toutes les femmes de mauvaise vie. Joli programme, qu'il n'aura pas le temps d'accomplir, mais, sur l'Amazonie, il aura assassiné déjà vingt-cinq de ses compagnons, vingt-cinq autres dans l'île Margarita, où l'on repose, et ensuite, quelques douzaines encore.

Tant d'épouvante et ce pouvoir intrigant. Par quel maléfice ce petit homme, de peu de

figure et qui battait, règne-t-il sur sa bande, et comment ses soldats ne se révoltent-ils pas ? Francisco Vasquez nous dit qu'il était un parleur prodigieux. Un discours, et il renverse les esprits. C'est un rusé aussi, mais ses ruses sont de l'arrière-monde. Par exemple, il fait lier ses compagnons à leurs propres infamies. Un jour, il fait abattre six innocents dont un vieillard. Un peu plus tard, à minuit, il réveille ses soldats, organise un cortège illuminé de chandelles, et les conduit vers le charnier où gisent les corps : « Regardez ce que vous avez fait. Il n'y aura plus un lieu de la terre où vous pourriez vivre tranquilles après avoir commis ces crimes, sauf en ma compagnie ».

Aguirre était-il seulement une âme sombre et malade, et qui voulait établir son empire sur le néant ? Ou bien un milléariste, un de ces hallucinés que la Renaissance produit en quantité et qui voulait bâtir l'apocalypse pour le plaisir de Dieu et le repos des hommes ? Était-il la « colère de Dieu » comme le dit Herzog dans le film sublime qu'il lui a consacré ?

La relation de Francisco Vasquez et la lecture qu'en fait son préfacier, Manol Fancher, suggèrent d'autres voies. Elles sont peut-être plus étonnantes. Aguirre aurait été conduit par une extraordinaire vision politique. Il a lancé la première déclaration d'indépendance de l'histoire de l'Amérique. Des qu'il assure son pouvoir, l'expédition, en effet, il en bousille les règles. Au lieu de chercher l'El Dorado, il descend jusqu'à l'Atlantique, remonte vers le Venezuela, entend traverser l'isthme de Panama pour prendre le Pérou à rebours, le conquérir, le proclamer indépendant.

C'est laver à bon compte un personnage impardonnable, mais il est vrai qu'on repère dans Aguirre des constances. Vasquez reproduit la longue lettre qu'Aguirre, du fond de son rêve, expédie à Philippe II, le roi d'Espagne, pour lui dire son projet. Texte magnifique et amer, un délire, mais contrôlé, et qui s'achève sur cet adieu au roi : « Fils de tes fables vanaux du Pays basque, mais, moi, rebelle, jusqu'à la mort, à cause de ton ingratitude. — Lope de Aguirre ».

Des couleurs noires

Il faut ajouter néanmoins que cette vision politique est une chose de couleurs bien noires. Une fois, comme la tempête immobilise l'expédition, Aguirre hurle : « Est-ce que Dieu pense que, parce qu'il pleut, je ne dois pas aller au Pérou et détruire le monde ? » Quant à Dieu, Aguirre n'est pas de ses amis. Il en veut aux esclaves, moines et prêtres. Il est un champion du blasphème, et sa philosophie est celle du néant. « Si je dois mourir abattu dans cette province, je m'en crois pas à la parole de Dieu, ni à la secte de Mahomet, ni à Luther, ni au papisme, mais seulement qu'on nait et qu'on meurt ».

Les derniers jours sont hallucinés. On se bat, on se tue. Aguirre est cerné par les soldats du roi. Il tombe malade. Par quel prodige les désespérés qui le transportent dans un hamac ne s'en débarrassent-ils pas, d'autant qu'Aguirre les met au défi : « Tuez-moi / Tuez-moi / Tuez-moi ». Enfin, ses soldats demandent, Aguirre est seul, ou presque, avec sa petite fille Alvara qu'il aime. Il la tue, pour qu'elle ne devienne pas « la putain de tous ». Les soldats du roi l'abattent, le découpent en quartiers, et sa tête sera exposée dans une cage de fer.

Aujourd'hui encore, la mémoire du forcené n'est pas éteinte en Amérique du Sud. Lorsque, dans les nuits torrides, des sortes de feux follets illuminent les herbes de la forêt, ce sont des « feux d'Aguirre » — comme si le tyran n'avait abandonné sur la terre que cette trace désolée, ces petits clins d'œil de l'enfer.

GILLES LAPOUGE.

(Vendredi 17 août.)

* AGUIRRE OU LA FIEVRE DE L'INDÉPENDANCE - Relation véridique de l'expédition de l'Amazonie et de l'El Dorado (1560-1561), de Francisco Vasquez. Traduit, présenté et annoté par Manol Fancher. Fayard, « Des Voyageurs », 288 pages.

Les observations d'un jésuite en Chine

Un évangéliste très « confucéen ».

LES Chinois cueillent les feuilles au printemps, les séchent à l'ombre et les gardent pour cette décoction. (...) On la boit, ou plutôt on la hume, toujours chaude, et, par son amertume tempérée, elle n'est pas désagréable à la bouche. (...) Les Japonais mêlent ces feuilles pulvérisées en un gobelet plein d'eau chaude, à la quantité de deux ou trois cuillerées, et boivent cette potion ainsi mélangée. Mais les Chinois jettent quelque quantité de ces feuilles en un petit vase d'eau bouillante, et après, quand elle a attiré la vertu et facilité des feuilles, ils la boivent chaude, rejetant les feuilles.

Non, il ne s'agit pas de la découverte du thé dans l'Asie chez les Bretons, mais de la description, tirée de l'histoire de l'expédition chrétienne au royaume de la Chine, rédigée par Desclée de Brouwer, du très sérieux missionnaire jésuite Matteo Ricci, le premier Européen qui ait vécu et soit mort à Pékin. L'un des plus grands missionnaires de tous les temps, selon le sinologue Edouard Duperrey, Ricci fut aussi, pour notre plaisir et notre édification, un observateur méticuleux et un écrivain amusant.

Aucun détail ne lui échappe, et, lorsqu'il note la coutume chez les femmes depuis leur jeune âge « d'envelopper très étroitement leurs pieds avec des bandes », car leur beauté est jugée en grande partie selon la petitesse du pied, ce détailaire bordelais ne peut pas s'empêcher d'ajouter : « Cela semble être de l'invention de quelque homme sage, afin qu'il les retint en la maison et qu'elles ne courussent pas par les rues ».

Notre spécialité, aimant à répéter les jésuites, c'est de « n'en avoir point ». Et de fait, on en trouve partout et dans toutes les disciplines. Ils peuplaient les cachots secrets pour prêtres proscrits dans l'Angleterre élisabéthaine et fournissaient les confesseurs de Louis XIV et les conseillers de la cour impériale de Catherine de Russie : les casuistes défendaient le « probable » contre Pascal et les théologiens de thèses rigides, tandis que leurs frères missionnaires se faisaient tuer aux Indes ou fondaient la République du Paraguay.

La « querelle des rites »

C'est pourquoi, autant que missionnaire, Matteo Ricci est montré à un homme de science émérite, à la fois mathématicien, astronome et géographe. Mais la science, chez lui, était au service de la foi et faisait partie de sa stratégie missionnaire. Stratégie qui peut se résumer ainsi : incorporation aussi complète que possible à la haute société chinoise, en adoptant le style de vie et jusqu'aux habits de robe et au port de la barbe — de la caste des lettrés confucéens ; utilisation de ses connaissances scientifiques pour gagner l'estime des lettrés et la bienveillance de l'Empereur ; présentation de la doctrine chrétienne dans des formes adaptées à l'esprit chinois.

Et là nous touchons à la fameuse controverse autour des « rites chinois », soulevée, à son



Illustration extraite de la carte de Chine tirée de l'Atlas Sinensis, de Martin de Marinis, pl. I, édit. chez Jean Blaeu, Amsterdam 1655.

insu, par Ricci et réglée, après sa mort, par le Saint-Siège, au grand dam de l'évangélisation en Chine. C'est là, également, où on peut émettre quelques réserves à l'égard du livre Histoire de l'expédition chrétienne au royaume de la Chine, par ailleurs admirable pour l'érudition de sa présentation. Le texte qui nous est présenté est une traduction française de la version latine faite en 1613 par le jésuite belge Nicolas Trigault des carnets de voyage de Ricci. Malheureusement, Trigault a non seulement complété les différentes parties inachevées par Ricci, mais il a parfois déformé la pensée de Ricci afin de rendre son récit plus acceptable par les autorités romaines et le dédouaner de tout soupçon de libéralisme. C'est ainsi qu'il souligne les superstitions des Chinois, et durcit la pensée de Ricci.

Même légèrement altérée, cette pensée est claire : puisque la révélation chrétienne s'adresse à tous les hommes et que l'humanité est d'une variété infinie, il faut respecter la culture chinoise autant que possible et ne chercher à la modifier que lorsque c'est absolument nécessaire. Il s'agit donc, puisque le confucianisme n'est pas une religion,

mais une sagesse philosophique, on peut conserver le culte rituel des ancêtres. Ricci n'avait donc aucun scrupule à autoriser les convertis à participer aux honneurs rendus à Confucius.

La querelle des rites ne concerne pas la liturgie catholique, comme on le dit souvent, puisque le pape Paul V autorisa, en 1615, les prêtres autochtones à dire le bréviaire, à administrer les sacrements et à célébrer tous les offices liturgiques, y compris la messe, dans le chinois littéraire.

Mais, faute de prêtres autochtones, cette dernière permission ne fut jamais utilisée, et après la mort de Ricci en 1610, l'autorisation d'instituer une liturgie chinoise, demandée par le nouveau général des jésuites, fut refusée, ainsi que la permission pour les catholiques de pratiquer le culte des ancêtres. Voilà comment l'entreprise missionnaire jésuite, menée si brillamment par Matteo Ricci, se solda par un échec.

ALAIN WOODROW.

(Vendredi 17 août.)

* HISTOIRE DE L'EXPÉDITION CHRÉTIENNE AU ROYAUME DE LA CHINE, de Matteo Ricci et Nicolas Trigault, Desclée de Brouwer, 742 pages.

LES MOTS CROISÉS

PROBLEME N° 1728

1	2	3	4	5	6	7	8	9
II								
III								
IV								
V								
VI								
VII								
VIII								
IX								
X								
XI								
XII								

HORIZONTALEMENT

I. Met à l'abri de toute précipitation. II. S'élevait souvent quand il y a la coqueluche. III. Nom qu'on donne à un ange. Un bon sujet. IV. Saint de Bologne. Qualifie une pièce souvent réservée aux nouveaux mariés. V. Un arrêt généralement imprévu. VI. N'est pas un agrément en Angleterre. Symbole pour un métal commun. VII. Fera l'innocent. Es étendu. VIII. Se combattent avec des lances. IX. Se porte sur les épaules. Devient sourd quand on

VERTICALEMENT

1. Endroit envahi par les moncheros. 2. Ses eaux alimentent Paris. Passé à l'Italie. 3. Rayon. Haute, pour celui qui veut monter. 4. Peut qualifier un présent. 5. Est parfois un peu marteau. Evoquant un célèbre pont. 6. Saint de Normandie. Comme le cœur, quand on sait à quel s'en tenir. Suffisamment (épêlé). 7. Un million, dans l'immobilier. Jaillit comme du sang. 8. Peut évoquer Adam. Peut conduire à la morgue. 9. Nom de guerre.

Solution du problème n° 1727

Horizontalement
I. Flottille. II. Euphorie. III. Éna. SA. IV. Na. Noël. V. Latines. VI. Arrêt. VII. Entendeur. VIII. Tir. IX. EG. X. Anté. XI. Sura. XII. Gosse. XIII. Es. Tulipe.

Verticalement

1. Feuilleter. 2. LU. Ninos. 3. Opiniâtres. 4. Théâtre. Est. 5. Ton. Urne. En. 6. Aranelles. 7. Si. Ode. Un. 8. Lésé. Ruse. 9. Allergène.

GUY BROUÏT.

« Voyage autour du Mont-Blanc »

DE RODOLPHE TÖPFFER

Montagne, ô mes délices...

RODOLPHE TÖPFFER a enchanté mon enfance, sans que je m'en doute : des premières lectures, seuls les héros émergent et non leur créateur. Je vivais avec les aventures en images de M. Vieux-Bols. Passionnée par ce Don Quichotte de fantaisie, l'ignoralais que Töpffer, écrivain suisse, serait reconnu plus tard pour cet aspect graphique de son œuvre comme l'ancêtre de nos bandes dessinées. J'ignorais encore plus que, de son temps (1769-1848), et au-delà, la célébrité l'avait touché pour un genre d'ouvrages tout à fait différents, quoique également illustrés : le récit d'excursion alpestre, et que les deux volumes de ses Voyages en zigzag, le premier publié en 1844, le second en 1853, six ans après la mort de leur auteur, lui avaient valu l'attention très admirative de Sainte-Beuve.

Je n'ai jamais retrouvé les *Histoires de M. Vieux-Bols* disparues dans les vicissitudes de la guerre et dont l'ignoralais si elles ont revu le jour. C'est l'autre Töpffer, le montagnard, devenu montagnard moi-même, l'ai découvert cet été, au cœur des Alpes, où justement il nous entraîne, dans une réédition fort bien venue.

M. TÖPFFER avait bon pied et mauvais œil. Du moins sa vie était-elle assez mauvaise pour qu'il ait dû annoncer à la carrière de peintre, où s'était illustré son père, professeur de dessin de l'impératrice Joséphine. Il ouvrit une institution pour jeunes gens à Genève dont il était citoyen, et c'est avec ses élèves et accompagné de sa femme qu'il se mit à parcourir les montagnes. Les premiers Voyages en zigzag sont modeste sous-titrés « Excursions d'un pensionnat en vacances dans les cantons suisses et sur les revers italiens des Alpes ».

En 1842, il récidiva à la tête d'une troupe de vingt-deux personnes, assisté d'un majordome, Mme Töpffer à ses côtés, qui se lance dans une balade de vingt-trois jours qu'il va compléter, en premier lieu, le jour du Mont-Blanc. Il part de Martigny dans le Valais, passe le col de la Forclaz, traverse Chamonix, Saint-Gervais, franchit, non sans effroi, le col du Bonhomme, puis celui des Fours et de la Seigne, qui l'amène

par Jacqueline Piatier

à Courmayeur. De là, par l'hospice du Grand-Saint-Bernard, le col et le val Ferret, il rejoint son point de départ. Bouclée en neuf jours de marche, où l'on a couché dans les auberges de village quand il s'en trouve ou dans les cabanes d'alpage gardées par des bergers. C'est moins qu'il n'en faut pour apaiser les ardeurs de ce promeneur infatigable. Il remonte le val d'Hérens jusqu'à Enveline, le val de Saint-Nicolas jusqu'à Zermatt, il remonte le cours du Rhône jusqu'à Grimsel.

C'est le récit de cette expédition que la « Bibliothèque des voyageurs » vient de rééditer en gratifiant Töpffer d'un titre qui ne lui a jamais appartenu. Ce voyage autour du Mont-Blanc, qui s'aggrave de tant d'autres forlunes, n'est qu'une partie, la plus importante, du second volume des Voyages en zigzag.

TOUT alpiniste aujourd'hui a l'esprit fixé sur Ferdinand de Saussure et sa première ascension du mont Blanc dont Maspéro vient de rééditer le récit. Expédition héroïque, scientifique, et qui marque une étape décisive dans l'histoire de nos loirs montagnards, puisque maintenant c'est en procession de fourmis qu'on gravit les sommets alpins. Dans cette histoire, Töpffer mérite aussi largement sa place. Mais ce qu'il annonce, ce sont nos « randonnées », nos « collectives ». La promesse d'escalade ne le tente pas. Partout où il passe passe aussi la mule, qu'on décharge de ses sacs dans les endroits périlleux. Il y en a dans ces cols haut situés, et il arrive à M. Töpffer d'y connaître le vertige : « Alors le cœur bat de prodigieux roulements, la tête court le présent, les membres flageolent... Ah ! les vilains moments ! ».

M. Töpffer n'enjoye pas son récit. Il n'y manque ni la pluie, ni la neige, ni les bruyards, ni le froid, ni le vent. Mais frimas traversés, peines endurées, peurs vaincues, tout partie de sa philosophie du plaisir née d'une alternance entre la détente et l'effort où tout montagnard reconnaît la sienne.

Il ne faut pas attendre de ce livre une suite d'aventures. C'est même sa gageure de retenir le lecteur sans aucun élément dramatique. Le voyage se passe sans incident sinon sans anecdotes, dans lesquelles l'effroi que causent les taureaux joue un rôle inattendu. Le tempérament du reporter fait tout, et M. Töpffer porte en lui une allégresse des plus communicatives. Il s'intéresse à tout et il a pour tout voir, paysages et gens, l'œil exercé de l'artiste. S'il n'a pas été peintre, il était né dessinateur. À tout bout de champ, il croque et recommande l'art du croquis au promeneur. Sainte-Beuve le tenait pour un très fin paysagiste, non seulement avec son crayon mais aussi avec sa plume. Nous goûtons moins aujourd'hui ses descriptions, que les notions de météo, d'harmonie et la manie des adjectifs gâtent, selon la mode du temps. Mais à cette mode, en original indépendant qu'il est, Töpffer échappe souvent. Hors les morceaux de bravoure, il trouve l'image concrète qui fait mouche, le raccourci qui cerna d'un trait. « Au couvent, écrit-il après une nuit à l'hospice du Grand-Saint-Bernard, sorti du lit n'est pas récréatif... Tout est froid comme une roche à l'ombre. » Et voici la vision qu'il reçoit du grand col Ferret avant de le gravir : « Il est, pour l'heure, gel comme un manteau noir, rien comme un crêpe perdu au schœff d'un ténitourier. »

abondamment. Mais il est au moins autant un humoriste, et rien ne le révèle mieux que ces portraits de touristes croisés sur les sentiers dont il dresse en un rien de temps un pittoresque inventaire : touriste « barbu, chevelu, trapu, touriste peko », anglais évidemment, « rasé de frais, parchevé de toilette, et dédaigneux de tout, excepté de sa provision de thé super fin », touriste pie qui arbore fièrement les taches de sueur sur sa chemise. Les montagnes de ce temps-là n'étaient pas aussi solitaires qu'on se plaît aujourd'hui à les imaginer quand trois cents alpinistes quêtent le gîte et le couvert dans un refuge de cent places.

DES voies d'accès se sont ouvertes, la route goudronnée conduit en bien des lieux — pas en tous — que Rodolphe Töpffer ne gravissait qu'à pied : la vallée de Zermatt, où les villageois jouaient encore des mystères, est devenue un haut lieu de sports d'hiver ; on n'est plus reçu de col en col par des bergers tout occupés de leurs fromages ; les vaches elles-mêmes ont pratiquement déserté les Alpes. Demeure surtout inchangé le profond rapport à la montagne que traduit ce récit, avec ses joies conquises, ses fringales apaisées, son sentiment de l'absurde vaincu. Ce M. Töpffer, maître de pensionnat, était un drôle ; on le suit nostalgiquement dans un passé qui n'est plus, et les sentiments qu'il exprime sont toujours les nôtres.

(Vendredi 17 août.)

* Fayard, « Bibliothèque des voyageurs », 382 pages.

EN IRAN
West-deux journaux
et interdits
le journaliste français
et exipule



POLITIQUE FRANÇAISE

complaisances

Pourquoi avoir dans tant de de

par GILBERT MAY

Le monde est un vaste théâtre où se jouent des drames éternels. Les hommes, acteurs et spectateurs, sont entraînés dans une spirale de violence et de manipulation. Pourquoi, dans tant de situations, les dirigeants se laissent-ils guider par des intérêts égoïstes plutôt que par le bien commun ? Pourquoi les peuples souffrent-ils de la cupidité de leurs dirigeants ? Ces questions, qui ont toujours préoccupé l'humanité, trouvent dans l'histoire de France des réponses éloquentes. Les complaisances des uns envers les autres ont souvent été le moteur de la décadence nationale.

La France a connu de nombreuses périodes de prospérité, mais aussi de déclin. Les complaisances des dirigeants envers les intérêts particuliers ont souvent été la cause de la faiblesse de la nation. Les réformes nécessaires ont été retardées ou annulées, les ennemis de l'extérieur ont été sous-estimés, et les ressources du pays ont été gaspillées. C'est un enseignement que nous devons tirer de l'histoire pour éviter de répéter les mêmes erreurs.

Un voyage Bangkok : dern

Bangkok, la ville aux mille visages, est une destination de plus en plus populaire pour les voyageurs français. Mais derrière son aspect touristique, il y a une ville complexe, marquée par des contrastes sociaux et politiques. Les visiteurs doivent être conscients de ces réalités pour avoir une expérience enrichissante et responsable. Le voyage à Bangkok n'est pas seulement une question de découverte géographique, mais aussi de compréhension humaine.

Solitude du cœur

La solitude du cœur est un sentiment universel, qui transcende les frontières et les cultures. Elle est le résultat d'une quête de sens et d'authenticité dans un monde souvent superficiel et matérialiste. Les écrivains, les artistes et les penseurs ont exploré ce thème à travers leurs œuvres, cherchant à donner un sens à cette expérience humaine. La solitude du cœur n'est pas une punition, mais une invitation à l'introspection et à la croissance personnelle.